

Dates

Il y a trente ans

La condamnation des prêtres-ouvriers par le Saint-Siège

L'expérience française des prêtres-ouvriers semblait, en septembre 1959, vouée à la disparition, sous les coups de boutoir réitérés du Saint-Siège. Mais, grâce au concile voulu par Jean XXIII et Paul VI, elle s'imposa définitivement.

MONSEIGNEUR Louis Duchesne, historien malicieux de l'Eglise romaine, mort en 1923, prétendait que « la barque de saint Pierre avançait à coups de gaffe ». Il ne faut ni généraliser ni se voiler la face. Il est vrai que le pouvoir central a eu souvent, au moins dans un premier temps, la main lourde ou avariée. C'est ainsi qu'après un double coup de semonce en 1953 et 1954, s'opposant à l'expérience française des prêtres-ouvriers mise en place par la hiérarchie, le Saint-Office décidait sans appel, voici exactement trente ans, d'y mettre un terme définitif. Le verdict est cinglant : le clergé s'en trouverait contaminé, le sacerdoce déshonoré ; le communisme exposerait ces prêtres à de redoutables erreurs.

Le drame est noué. Il durera jusqu'en 1965. L'épiscopat, par la voix de ses éléments les plus dynamiques, écartant toute idée de désobéissance, est indigné. « C'est une catastrophe pour l'Eglise de France », s'écrit le cardinal Feltin, archevêque de Paris, et chacun déplore que l'ukase de Rome ait été prise unilatéralement. Mais, pour l'essentiel, le pape reste de marbre. Aucun compromis valable ne semble possible.

Pour comprendre la gravité de l'enjeu et la divergence des perspectives, il faut se reporter à l'acte de naissance des prêtres-ouvriers en 1943-1945. Leur fondateur est le cardinal Suhard, ancien archevêque de Paris. D'une grande spiritualité, ce prélat a refusé de prendre son parti du délaissement religieux de la classe ouvrière et du « mur » d'incompréhension qui séparait l'Eglise des travailleurs manuels. Après mûre réflexion, il envoya quelques prêtres en usine sans se faire d'illusion sur l'audace de cette initiative missionnaire. Mais il donnait priorité au devoir d'évangélisateur, quitte à rajouter la conception sacerdotale du Concile de Trente datant du XVI^e siècle. Le prêtre ne se doit-il pas d'aller au-devant de tous les hommes à évangéliser et de partager leur vie ? La générosité de cette expérience trouva un vif écho dans le jeune clergé, sensible aux difficultés et aux injustices dont les travailleurs étaient victimes depuis l'essor de la société industrielle.

Sirius et Maurice

En 1953, ces apôtres d'un style inédit étaient quelque quatre-vingts, irrégulièrement répartis au gré des tendances des chefs de diocèse. Le choix de ces prêtres, certes, n'a pas toujours été opéré avec imprudence et discernement. D'ont montés en épingle, Rome s'est ému de quelques écarts de langage, d'attitudes outrancières, de responsabilités syndicales tapageuses. On eut vite fait de parler d'imprégnation marxiste. L'Eglise fut accusée de faire de la politique... et la pire !

Sommés par Rome de limiter chichement le temps de travail et d'abandonner toute activité syndicale — c'est-à-dire en fait de renoncer à leur mission première — les prêtres-ouvriers s'estiment écartelés entre leur « fidélité » à la hiérarchie et leur loyauté à leur engagement apostolique. Le ton monte. Tel manifeste violent et mal équilibré (communiqué dit des « 73 » en 1954) met le feu aux poudres.

Débordés, les évêques ne peuvent que prendre acte de l'insoumission de la moitié environ des prêtres au travail. « La classe ouvrière, écrivent publiquement ces derniers, n'a pas besoin d'hommes qui se penchent sur la misère, mais d'hommes qui partagent ses luttes et ses espoirs. »

Parallèlement, le Saint-Siège se darcit. Il réduit au silence ou écarte plusieurs théologiens connus pour leurs positions de pointe. Les intellectuels laïcs attachés aux libertés réagissent. Sirius (Hubert Beuve-Méry) évoque une sorte de retour aux méthodes de l'Inquisition (le Monde du 13 février 1954). François Mauriac s'empare : « Toute l'âme marchande de l'Eglise de France est atteinte d'affreusement » (le Figaro du 15 février 1954).

Si ce n'est l'octroi par Rome d'un statut spécial pour « la mission de France », aucun signe d'apaisement ne se profile.

Mais la santé du pape décline. La nomination de Jean XXIII suscite quelque espoir. Une nouvelle démarche personnelle à Rome du cardinal Feltin devait pourtant prouver que le nouveau pape tenait à ne rien brusquer malgré ses sympathies. C'est précisément ce moment que, contre toute attente, le Saint-Office choisit pour transmettre à Paris une longue lettre confidentielle datée de juillet 1959 et rendue publi-

servie et que la lutte des classes est souvent la conséquence d'une longue oppression.

En France, on applaudit le courage et la rigueur de cette profession de foi. On s'enthousiasme pour qu'elle porte ses fruits. Au terme d'un long processus et avec l'appui de Paul VI, les Pères du concile approuveront le 25 août 1965, la relance des prêtres-ouvriers, la légitimité de leur travail en usine, la possibilité d'adhérer à un syndicat

cents, en 1976. Ils sont à ce jour cinq à six cents dont un tiers de retraités, ce qui signifie l'affaiblissement du mouvement dû à la pénurie grandissante du clergé global. Notons que 55 % des prêtres-ouvriers sont inscrits à la CGT et 45 % à la CFDT. On dénombre cent cinquante métiers parmi les professions. L'écclésiologie de la classe ouvrière explique pour une part que les prêtres-ouvriers n'aient pas le vent en



que à la mi-septembre. Visiblement destiné à brider la préparation du concile sur ce point, ce texte est, de loin, le plus cassant et le plus contestable parmi tous ceux qui l'ont précédé. Il y est affirmé, sans ambages, l'incompatibilité du travail manuel en usine ou en chantier avec la vie et les obligations sacerdotales. « Le prêtre au travail, lit-on, se trouve plongé dans une ambiance matérialiste néfaste pour sa vie spirituelle et souvent même dangereuse pour sa chasteté et l'âme à penser comme ses camarades et à prendre part à leurs revendications sociales et syndicales, engrenage qui l'entraîne rapidement à participer à la lutte des classes. Or cela est inadmissible. »

Ce pessimisme, voire ce manichéisme, fait scandale en France. Il définit, en effet, le prêtre comme un personnage privilégié et fragile qui ne saurait se commettre avec ceux qu'il a pour mission d'évangéliser. L'usine serait-elle un lieu maudit à fuir ? Les ouvriers seraient-ils exclus de la communauté et considérés comme des contagieux ?

Cette « philippique » a pour effet d'user l'autorité déjà très affaiblie de Rome et d'accélérer l'évolution vers la solution d'une crise qui s'essouffait : ce sera la tâche du concile.

La sainte colère du cardinal Liénart

Pour l'heure, elle provoque une riposte du cardinal Liénart. On y retrouve, sans exagérations les nobles accents de saint Bernard et de Catherine de Siéne : « Le drame de conscience, écrit-il, est profond pour ceux qui se trouvent comme moi sommés d'obéir, tels de simples exécutants, à des ordres qui entravent nos efforts pour porter le salut aux âmes dont nous avons la charge [...]. La rechristianisation se fait à l'usine. Il s'agit de ne pas abandonner au communisme le monde des pauvres. Il appartient en premier lieu aux évêques et aux prêtres de pourvoir à l'évangélisation de tout un peuple. »

« Quand l'Eglise envoie des missionnaires, elle ne leur dit pas de rester sur le bateau et de ne s'occuper que des îlots. Elle débarque ses prêtres, à leurs risques et périls, en plein cœur du pays. Partout et toujours [...]. » Parce que c'est évident, Mgr Liénart n'ajoute pas ici que l'Evangile veut que les pauvres soient les premiers

et leur intégration dans un effort missionnaire d'ensemble, afin d'éviter leur isolement. Le tout supposait la reconnaissance du pouvoir collégial des évêques diocésains qui fut un des axes de Vatican II et l'une des perspectives fondamentales de Jean XXIII. Le Saint-Office fut bien obligé de céder.

La relance du concile

La fièvre retombe. Après avoir tenu, pour le meilleur et pour le pire, l'avant-scène, les prêtres-ouvriers se sont un peu banalisés. Ils étaient une centaine en 1954, leurs effectifs ont monté en flèche au lendemain de mai 68, pour atteindre huit

poupe, mais aussi que l'Eglise de maintenant ait tendance à se replier sur elle-même, à ne plus considérer, sauf exceptions, que l'apostolat ouvrier ait la priorité. Elle privilégie les signes spécifiquement « religieux » et l'imprégnation culturelle de la société. Les cicatrices du passé sont toujours présentes dans la mémoire. Les prêtres-ouvriers se sentent souvent mal compris et leur apport spécifique est insuffisamment apprécié. Ils gardent pourtant une conscience aiguë de l'intuition qui les a fait naître et qui fut un des événements les plus importants de l'Eglise de ce siècle. Un coup d'éclat qui demeure l'honneur de la France chrétienne.

HENRI FESQUET.

Au van de l'Histoire

LE Père M.D. Chenu, qui fut en tout temps le théologien le plus attentif des prêtres-ouvriers, ignore l'armistice. S'il a exprimé sa peine devant les erreurs commises jusqu'au plus haut niveau, et déploré « tant d'occlusion mentale et pastorale », il s'est surtout réjoui devant la naissance d'une « théologie du sacerdoce qui ne demeure pas embourbée dans les apparences idéologiques et institutionnelles de la contre-réforme » et qui procède en priorité de « l'Evangile » et des « témoignages vécus au jour le jour avec le peuple de Dieu ».

Les difficultés de l'Eglise actuelle, l'érosion de la pratique et un certain repliement des croyants ne sauraient faire oublier ce que l'on doit aux prêtres-ouvriers. A savoir : le renouveau du visage du prêtre acceptant son enfoncement dans la masse : l'homme de la parole — parfois crause — est devenu celui de l'écoute patiente et rigoureuse jusqu'à devenir l'homme du silence lorsque la délicatesse l'exige, l'homme de la compassion et le héros de la justice sociale.

Le propre du missionnaire est de conquérir l'Eglise là où elle est inconstruite en se passionnant pour les réalités terrestres d'un monde qui est le support de l'esprit. Chaque fois que l'Eglise se laisse accaparer par les nantis ou les « bien-pensants », elle trahit son fondateur. S'il est normal qu'il y ait des prêtres intellectuels, savants, érudits ou prédicateurs de profession, il est indispensable que

d'autres se vouent au travail manuel dans la classe ouvrière. Les mains des prêtres ne sont pas réservées seulement au culte.

L'habit fait de moins en moins le moine. Le prêtre ne place plus son honneur dans la soutane. Ses préoccupations sont plus exigeantes. C'est un indice secondaire peut-être, mais significatif, du déplacement des frontières entre le sacerdoce ministériel et laïcs.

La création des prêtres-ouvriers aura aussi contribué à une nouvelle appréciation de la loi du célibat ecclésiastique et aura aidé à comprendre qu'il est devenu hasardeux de faire d'un « charisme personnel une obligation juridique » (Frère Roger, prêtre de Taizé).

Les réformes — dans l'Eglise comme ailleurs — viennent le plus souvent de la base. L'expérience poignante des prêtres-ouvriers est riche de suggestions proposées au van de l'Histoire, qui se chargent de les trier.

H. F.

BIBLIOGRAPHIE

★ *Les Prêtres-ouvriers, le cardinal Liénart et Rome*, par Jean Vinastier. Les Editions ouvrières, 236 p. (1985).

★ *Quand Rome condamne. Les dominicains et les prêtres-ouvriers, 1964*, par François Leprieux. Ed. Plon/Le Carl, 800 p. (septembre 1989). Ouvrage incisif, boursé de citations inédites, d'une remarquable précision.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Veruet.

Corédacteur en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montcaussy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-56-91-33 ou 45-56-91-71
Téléx MONDIPUB 296 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Trif	FRANCE	BRUXELLES	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitif ou
provisoire : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS REP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

92.1 MONDO

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

ROGER
FAUROUX

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Eric LE BOUCHER (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Catherine MANGIN (RTL)

صحن من العمل

NORVÈGE : les élections du 11 septembre

La poussée des populistes menace le gouvernement travailliste et l'opposition

Quelque trois millions de Norvégiens sont appelés aux urnes, lundi 11 septembre, pour élire les 165 députés du Storting, le Parlement d'Oslo. L'issue du scrutin est incertaine en raison de la montée spectaculaire du Parti du progrès (populiste) qui a brouillé ces derniers mois le paysage politique traditionnel.

OSLO
de notre envoyé spécial

« Ces législatives sont assez différentes des autres... Une façon tordue, très norvégienne, de dire que les élections du 11 septembre peuvent réserver beaucoup de surprises et que la prochaine législature sera sans doute marquée par des marchandages quotidiens au Parlement. Au sud de l'Europe, on dirait sans doute : « Ça va être une belle pagaille ! ». Mais, dans ce pays scandinave de moins de cinq millions d'habitants, où la droite fort modérée et la gauche social-démocrate plutôt « atypique » sortent les gros chiffres une fois tous les quatre ans — campagne électorale oblige — il ne faut pas oublier que la plupart des décisions politiques importantes sont votées à l'unanimité par les députés.

L'un des rares sujets susceptibles encore de diviser vraiment les partis et les familles, dix-sept ans après un référendum qui avait pris parfois une allure de guerre civile, est l'éventuelle adhésion au Marché commun. Un tiers pour, un tiers

contre et un tiers qui ne sait pas : l'opinion reste partagée. Résultat : malgré quelques tentatives de « anti » (paysans et pêcheurs) et des « européens » (conservateurs surtout), la classe politique a préféré ne pas soulever la question pendant la campagne. Les risques sont trop grands, on verra en 1993...

Le phénomène nouveau cette année, c'est le « boom » des populistes du Parti du progrès (FRP). En lançant depuis deux ans de gros pavés dans la mare du consensus politique et de la sacro-sainte société de bien-être social-démocrate (que les conservateurs ne souhaitent que lentement remodeler), leur dirigeant, M. Carl I. Hagen, démagogue à souhait, s'est forgé une solide popularité. Les sondages créditent le FRP de 15 % à 20 % des intentions de vote, ce qui lui donnerait une trentaine de députés contre... deux dans le Parlement sortant. Les principales « victimes » de l'ascension des « ultra-libéraux », qui dénoncent aussi le laxisme de l'immigration, sont les deux vieux grands partis norvégiens : Høyre (droite) et Arbeiderpartiet (travailliste) qui est au pouvoir. Ils perdent chacun entre 7 % et 10 % de leurs électeurs. Quelques peu désorientés, ils ont pratiquement cessé comme pour se démarquer de ce M. Hagen aux choix politiques imprévisibles.

Paradoxalement, c'est pourtant grâce aux voix des progressistes que M. Gro Harlem Brundtland se trouve aujourd'hui à la tête d'un gouvernement travailliste minoritaire. Les élections de l'automne

1985, comme souvent en Norvège, n'avaient pas donné de résultat clair et net. Le premier ministre conservateur, M. Kaare Willoch, et ses partenaires centristes et chrétiens-socialistes avaient décidé de reconstruire une fragile coalition. Sa survie allait dépendre de l'humeur des deux députés progressistes qui étaient dans la situation de rêve, pour eux, de pouvoir faire pencher les plateaux de la balance à droite ou à gauche. Moins d'un an plus tard, c'était chose faite. En mai 1986, M. Hagen et son acolyte au Storting d'Oslo renversèrent le gouvernement « bourgeois » en refusant, comme les travaillistes, d'accroître les subventions agricoles. M. Hagen n'était-il pas fidèle à sa politique « anti-Etat » de réduction des dépenses publiques ? Au lendemain du vote, M. Willoch remettrait schématiquement sa démission et la Constitution norvégienne interdisant les élections anticipées — M. Gro Harlem Brundtland lui succéda.

« Gro » :
une femme à poigne

Femme à poigne que cette « Gro », comme on l'appelle ici, qui est parvenue à rétablir l'ordre dans son Parti travailliste, si longtemps déchiré sur des questions telles que l'appartenance à l'OTAN ou le statut des dépenses publiques ? La cinquantaine, médecin de formation, épouse d'un homme qui ne cache pas ses idées conservatrices, elle n'est pas vraiment populaire, mais elle a le respect pour ses compétences. Elle a, entre autres, réussi le tour de force d'imposer une cure d'austérité et de modération salariale après avoir promis monts et merveilles (gratuité, hôpitaux) aux Norvégiens quelques mois plus tôt, pendant la campagne électorale de 1985. Au point que... les conservateurs lui reprochent aujourd'hui d'avoir porté sacré la vie !

Au chapitre économique, le gouvernement minoritaire... de M. Brundtland peut présenter un bilan « macro » assez flatteur. Après le fantasme boom de l'aventure pétrolière en mer du Nord dans les années 70, puis la douche glacée consécutive à la chute des prix des hydrocarbures, la véritable « crise » en 1986 et la dévaluation de la couronne de 10 %, on recherche maintenant la stabilité, le renforcement des exportations traditionnelles et surtout le développement des secteurs d'avenir qui ne sont pas liés à l'industrie pétrolière. Avec un certain succès : la balance des paiements qui, voici trois ans, accusait un déficit de 40 milliards de couronnes (autant de francs français) devrait présenter en 1989 un excédent supérieur à 20 milliards ; les ventes à l'étranger augmentent et l'inflation, généralement à deux chiffres, est tombée à 4,5 %.

Le problème, surtout pour un gouvernement travailliste, est que ce redressement s'est fait aux dépens d'une croissance du chômage, auquel les Norvégiens ne sont pas habitués : 4,1 % officiellement, plus de 7 % si l'on prend en compte les employés des chantiers protégés, créés pour limiter le sous-emploi. Dans un contexte européen, ces chiffres peuvent paraître modérés, mais ici on n'a jamais connu une telle situation depuis la guerre. Et beaucoup d'industries traditionnelles ne peuvent plus leur vieux Parti travailliste qui mène aujourd'hui une politique économique fort libérale.

Une chose est sûre : le nouveau paysanisme d'Oslo sera domé, comme d'habitude, par les partis non socialistes. Mais ces quatre groupes (conservateur, centriste, chrétien-populaire et libéral), en dépit de leurs belles déclarations d'intention et d'un vague programme commun en vingt-deux points, paraissent difficilement capables de former une coalition viable. Les travaillistes de Mme Gro Harlem Brundtland, soutenus au Parlement par le petit Parti des socialistes de gauche, et toujours prêts à « déboucher » — avec succès au cours de la dernière législature — les centristes, ne sont pas disposés à céder la place, même en cas de défaite. La Constitution n'oblige pas le premier ministre à démissionner avant une motion de défiance.

« Bourgeois » ou travailliste, le futur gouvernement norvégien sera de toute façon minoritaire. Et les arbitres du jeu seront ces fameux populistes du Parti du progrès, qui deviendront probablement la troisième formation politique du pays.

ALAIN DEBOVE.

POLOGNE : avant le vote de la Diète

Les commissions parlementaires ont entamé les auditions des ministres désignés

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a complété, vendredi 8 septembre, pour la plupart des postes encore à pourvoir, la liste du gouvernement ; il l'avait soumise jeudi à la Diète. Les commissions parlementaires ont entamé trois jours d'audition des ministres désignés.

Un jeune réformateur du Parti communiste (POUP), M. Marcin Swierczkowski, proche de M. Mazowiecki, a été nommé ministre du commerce extérieur, l'un des quatre portefeuilles réservés au POUP (1). Secrétaire au comité central, chargé des questions économiques depuis juillet dernier, Marcin Swierczkowski avait été élu député grâce au soutien de Solidarité.

L'important office du Plan a été confié à un député de Solidarité, M. Tadeusz Syryjczyk, et la présidence de la Banque nationale de Pologne à un autre réformateur du POUP, M. Władysław Baka, fervent avocat du renforcement du zloty. Les chefs de Plan et de la Banque nationale siègent au conseil des ministres.

En outre, le petit Parti démocrate (SD) a obtenu un troisième portefeuille, celui des postes et télécommunications, et Solidarité rurale, en conflit ouvert avec M. Mazowiecki qui lui avait refusé un poste de vice-premier ministre, a fini par accepter un ministère sans portefeuille, chargé des affaires sociales paysannes. Le premier ministre a, enfin, nommé porte-parole du gouvernement un de ses amis, journaliste catholique, M. Henryk Wozniakowski, quarante ans, rédacteur en chef adjoint du mensuel catholique *Znak*.

Recevant une nouvelle fois M. Mazowiecki, le général Jaruzelski a accompagné de ses vœux ce gouvernement de « large coalition », qui doit être formellement, au grand complet, cette fois (c'est-à-dire avec la liste des vice-ministres), présenté à la Diète mardi. Si le chef de l'Etat a en effet tout lieu de se féliciter de cette collaboration POUP-Solidarité, qu'il avait lui-même vainement tenté d'instaurer après les élections de juin, les supporters du courant « historique » de Solidarité, celui des grandes figures du KOR (comité de défense des ouvriers polonais) et des militants syndicaux de premier plan, pourront, eux, s'estimer sous-représentés dans le gouvernement Mazowiecki.

Traitement
de choc

M. Jacek Kuron, cofondateur du KOR, qui a passé neuf ans de sa vie en prison, est en fait, en prenant la tête du ministère du travail et de la politique sociale, le seul grand personnage politique historique de Solidarité appelé au gouvernement. D'autres, comme le ministre de l'éducation, M. Samsonowicz, le ministre de la culture, M. Isabella Cywinski, ou le président du conseil économique, M. Witold Treczekowski, sont de fidèles militants de Solidarité, mais un peu moins célèbres. M. Mazowiecki a privilégié la compétence technique comme critère de sélection, accordant également une large place à quelques modérés, comme le ministre des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, et aux tenants de la droite libérale, comme M. Aleksander Gajda, chargé des relations avec les partis politiques. Mais ce dosage, qui reflète assez bien le tempéra-

ment de M. Mazowiecki, tient compte des réalités du moment, un moment de transition extrêmement délicat, où la nomenclature communiste détiendait encore la majeure partie des leviers de commande.

Les députés de Solidarité ont d'ailleurs compris ces impératifs en décidant, jeudi soir, après avoir écouté le premier ministre, d'accorder « un crédit de confiance » à ce gouvernement « sage », comme dit leur chef, le professeur Gernicki.

Cela ne les a pas empêchés de juger sans complaisance leurs collègues des autres formations, les candidats aux différents ministères venus passer vendredi l'épreuve des commissions parlementaires, qui devaient encore siéger samedi et dimanche. Aucun des ministres désignés n'a cependant été rejeté vendredi, et certains ont eu ainsi l'occasion d'apporter quelques débats d'éclaircissement sur leur projet. Le chef de l'équipe économique, M. Leszek Barcowski, vice-premier ministre, et ministre des finances, a, par exemple, fait grosse impression en préconisant un traitement de choc pour transformer l'économie polonaise en une économie de type occidental. Cela impliquait l'abandon du système de subventions étatiques, la fermeture d'entreprises non rentables, et le chômage, a-t-il averti, conscient d'avoir à prendre des mesures très impopulaires. M. Kuron, ministre du travail, a indiqué, pour sa part, qu'il faudrait prévoir des allocations chômage équivalentes au dernier salaire pendant trois mois, puis un revenu social minimum par la suite, tandis que le député de Solidarité, Henryk Wujec, demandait comment l'on s'y prendrait pour respecter la justice sociale.

Le ministre de l'Industrie, M. Tadeusz Syryjczyk, lui aussi un proche de Solidarité, a relevé qu'il y a beaucoup d'usines qui produisent des usines et très peu qui travaillent pour le marché de la consommation ; il faudra liquider

certaines des entreprises fabriquant des moyens de production », a-t-il dit. L'Office du plan doit également changer d'orientation pour devenir moins directif.

Le ministre des affaires étrangères, M. Stanisław Skarzynski, digne professeur en costume noir et membre de Solidarité, a souhaité, pour sa part, que la Pologne se libère du « carcan idéologique », mais respecte les impératifs géopolitiques en cherchant à développer une « coopération mutuellement avantageuse » avec Moscou. Le nouveau chef de la diplomatie polonaise entretient deux secrets pour le pays : la méfiance que suscite, au sein du bloc socialiste, l'évolution politique en Pologne, et l'indifférence de l'Occident, peu pressé d'apporter son aide matérielle.

Enfin, le général Kiszkacz, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, a planché trois heures, assailli de questions par les membres de la commission. Il les a assurés que certaines structures du ministère de l'intérieur, qu'il a, en d'autres temps, efficacement exploitées, seraient démantelées, comme le « département technique » (écoutes téléphoniques, photos secrètes), les départements chargés de l'Eglise et des associations religieuses. Les impopulaires « zones », unités anti-émeutes de la police, seront, en revanche, conservées car « il y en a dans tous les pays », mais leur effectif devrait être réduit. Le général Kiszkacz ne souhaite pas non plus dissoudre le corps d'auxiliaires bénévoles de la milice, l'ORMO, qui apporte une aide « très utile et gratuite ». Quant au ministre de la défense, le général Siewicki, il a promis une « humanisation » de l'armée et la réduction de la durée du service militaire de deux ans à dix-huit mois.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Les trois autres sont l'intérieur, la défense et les transports.

BIBLIOGRAPHIE

De la force à la raison

1980-1989, presque une décennie, l'intervalle qui rythme les tentatives de l'histoire politique en Pologne, les récurrences des luttes sociales, sur fond de crise. Et voici qu'une situation inédite s'est installée, au terme d'une difficile campagne électorale, la victoire de Solidarité, la formation d'un gouvernement dirigé par un premier ministre catholique, issu des rangs de Solidarité. Un retournement aussi radical pouvait-il être pressenti ? Si le cours des événements s'est emballé, à Varsovie, ces derniers mois, une telle évolution était cependant dans la logique de la stratégie de coopération initiée lors de la table ronde, et c'est le grand mérite de l'ouvrage de Georges Minik, publié à la veille des élections qui donnaient la victoire à Solidarité, que d'apporter les clés pour comprendre cette nouvelle configuration du rapport de forces politiques en Pologne. Quel qu'il soit, leur échec apparent, les luttes antérieures ont élargi l'espace de liberté, parvenant à structurer un large mouvement d'opposition, qu'il est devenu de plus en plus difficile au pouvoir d'ignorer. Les mêmes ont vu le rejet de l'illégalité. C'est « ce jeu à résultats non nuls » entre des adversaires contraints de devenir des partenaires, à l'issue d'un long affrontement, qu'explore cette *Histoire sociale et politique de la Pologne*.

Il manque à l'histoire immédiate « la profondeur de champ du temps long et le risque est grand de se perdre dans l'événementiel, ce que l'auteur évite avec bonheur. Le regard est centré sur l'échiquier politique pour suivre la dynamique des forces sociales en présence, leurs avancées et leurs replis stratégiques. La scène politique polonaise s'anime en quatre tableaux : Solidarité et son bref triomphe (1980-1981), « l'exhibition du muscle » qui caractérise l'état de guerre, la « phase baroque du totalitarisme polonais », un « impossible normalisation », enfin le temps des « Jeux », « jeux d'équilibre ou jeux de rupture », éclairant la volte-face d'un pouvoir qui a échoué dans sa tentative de mise au pas, et cherche à se faire « transférer » la légitimité détenue par Solidarité (p. 18).

Déficit de légitimité, voilà bien le mal qui, à chaque crise, sape un peu plus les assises du régime imposé aux Polonais. En 1956, en 1970, les révoltes ouvrières ont mis en cause la « nature ouvrière » de ce pouvoir, lui ont fait perdre la légitimité téléologique que son projet de changement social lui conférait. Infélicité, celui-ci vers un objectif de bien-être social, la stratégie de Giermek ne parvint pas davantage, à enrayer le processus de délégitimation, mais renforça à contrario l'usage d'un curieux pouvoir bureaucratique. En 1981, il ne restait au

général Jaruzelski que l'argument géopolitique pour justifier l'instauration de la loi martiale. Mais la logique « du pouvoir pour le pouvoir » suffit-elle lorsque la grande majorité d'une société refuse de collaborer et opte pour la politique du mépris ? « Cynisme », ainsi qu'il l'a prouvé en mettant un terme avec brutalité au renouveau de 1981, ce pouvoir est en même temps « baroque », usant de mesure et d'ostentation de la force armée, camouflant sa tentative de normalisation derrière un repli stratégique institutionnel, à la recherche de nouveaux soutiens. C'est encore cette quête de légitimité qui conduit le pouvoir à changer de tactique à l'égard de l'opposition, accordant une amnistie aux militants emprisonnés en 1982, pour tenter, à partir de là, de récupérer ce qui lui fait tant défaut.

A aucun autre moment, le dilemme entre « la force ou la raison » ne s'est posé avec autant d'acuité que ces derniers temps. Ainsi s'éclaire pour le lecteur intrigué le titre allégorique de l'ouvrage, prudemment laissé dans le non-dit, mais qui en est l'interrogation centrale : la force ou la raison, deux qualités contradictoires, mais aussi une alternative entre deux stratégies, qu'illustrent tout à tour les acteurs de la scène polonaise. Apparemment la force est toujours dans le même camp. Force armée brutale, répressive, de l'état de guerre, force institutionnelle des appareils. Mais il est d'autres principes d'action... Dans sa résistance obstinée, la société n'a-t-elle pas fait preuve d'une force plus décisive ? L'autorité morale de l'Eglise n'est-elle pas un ressort fondamental de la détermination de la nation ? C'est cela, l'équation polonaise, ce rapport inégal entre des forces politiques et sociales qui ne puisent pas aux mêmes sources de légitimation et apparaissent de ce fait inconciliables. A moins que la raison ne l'emporte et que les adversaires prennent conscience qu'il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de victoire (...), sans qu'ils adoptent tous deux une stratégie de coopération » (p. 192). Cette stratégie raisonnée sous-tend le compromis inauguré par la table ronde. Mais son issue reste encore incertaine parce que, parmi les représentants du pouvoir, certains n'ont pas abandonné l'idée de se défaire de l'opposant, à l'occasion d'un faux pas qu'il commettrait. C'est évidemment ce risque que court Solidarité, enfin parvenue au pouvoir. Peut-on souhaiter que désormais en Pologne la raison du plus fort ne soit pas la meilleure ?

MARIE-CLAUDE MOREL,
professeur à l'université de Montpellier.
★ Georges Minik, *La Force ou la Raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*, éditions La Découverte, 1989, 309 p.

Les pavés dans la mare de Carl I. Hagen

A quarante-cinq ans, Carl I. Hagen, le bouillant dirigeant du Parti du progrès, est la vedette de cette campagne électorale, dans laquelle travaillistes, conservateurs, centristes ou chrétiens populistes tentent sans beaucoup de succès d'attirer les foules aux problèmes d'environnement, d'emploi et de santé publique. Ses nombreux meetings sont souvent des show-biz. Avant de prendre la parole, il peut faire un numéro de funambule ou danser le rock avec son épouse, qui l'accompagne dans tous ses déplacements. Il se remuait récemment se servir d'un micro, il prend depuis longtemps des leçons de comportement devant les caméras de télévision.

Bref, c'est un homme « médiatique » à l'habileté qui affirme représenter et défendre « les nouvelles forces populaires » de Norvège face aux « partis », de droite comme de gauche, et à la bureaucratie envahissante qui paralyse les gens et les détourne du travail. « L'Eglise, lance-t-il, doit se contenter d'assurer les revenus des personnes âgées et les soins pour les malades ». Autrement dit, pour les catégories sociales « qui le méritent », il est contre les impôts, contre l'aide au tiers-monde (le du « pillage »), contre l'invasion des demandeurs d'asile en Norvège. Il défend la femme au foyer (mais mariée) qui rêve convenablement ses enfants et propose l'installation de missiles nucléaires américains sur le sol norvégien. En fait, il dénonce tous les avatars de la société de bien-être scandinave, « les écueils des sujets tabous et exprime, tout haut et non sans talent, ce que beaucoup de Norvégiens, qui votent habituellement conservateur ou travailliste, pensent au fond d'eux-mêmes ».

Toutefois, personne ici ne prévoyait que les progressistes

allaient obtenir un tel succès. Les sondages leur donnaient voici quelques semaines plus de 20 % des intentions de vote, mais tout indiquait qu'ils n'entreraient pas dans le résultat des élections du 11 septembre. Ce parti, fondé en 1973, était à l'origine un pur mouvement de protestation plus ou moins fantaisiste, comme il en existait déjà au Danemark et en Finlande. Sous la direction de Carl I. Hagen depuis 1978, il est devenu une vraie formation politique qui canalise tous les mécontents du royaume, en proposant des solutions souvent simplistes à des problèmes dont on ne niait pas l'existence, comme les listes d'attente pour les hôpitaux.

Cet empêcheur de tourner en rond, toujours souriant, a fait des études en Grande-Bretagne, au collège de Newcastle. Il a ensuite dirigé le filiale norvégienne de la société suédoise britannique Tate et Lyle, avant de se lancer dans la politique. Ses opinions sur l'économie, il les tire de théoriciens libéraux tels que Hayek.

Les vieux partis politiques établis ont une part de responsabilité dans le phénomène Hagen. A gauche, les travaillistes n'ont pas tenu leurs généreuses promesses électorales, notamment sur le plein-emploi. Au centre et à droite, les formations « bourgeois » sont chroniquement incapables de se mettre d'accord pour gouverner ensemble durablement. Carl I. Hagen, plus proche de l'extrême droite, profite de cette situation pour se présenter comme le « ras-le-bol » actuel d'une partie de la population. On vote pour lui un peu par mauvaise humeur. La preuve en est que plus de 50 % de ses administrateurs reconnaissent que son programme n'est pas réalisable... A. D.

Diplomatie

Deux nominations d'ambassadeurs

M. Jean-Michel Gaussoit en Equateur

M. Jean-Michel Gaussoit a été nommé ambassadeur de France en Equateur en remplacement de M. Jacques Royet.

[M. Gaussoit, né en 1944, est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été vice-président de l'UNEP (1974-1978), la FAO (1978-1980), Londres (1980-1982) puis à l'administration centrale, délégué dans les fonctions de sous-directeur à l'information et à la presse (1982-1984), avant de rejoindre Belgrade (1984-1987). Il était depuis janvier 1987 pro-

moir conseiller à la mission permanente auprès des Nations-Unies à New-York.]

M. Georges Martres au Rwanda

M. Georges Martres a été nommé ambassadeur de France au Rwanda, en remplacement de M. Pierre Bitard.

[M. Martres, âgé de soixante et un ans, a notamment occupé les postes de chef de la mission de coopération de la République française au Mali en 1974, au Niger en 1978, au Sénégal de 1982 à 1985 et, depuis, au Cameroun.]

ALAIN DEBOVE.

iban, et trait des

ment du e général tiques du à pris les leur déci-ambassa- t déclaré capitale « calme »

anglais des moé, ven- a décidé aide de 7 mil- jouera à e 31 août ontant de millions llars envi- ourt ver- mitions voyer au riture et

à la suite d'experts valeurs de La CEE te aide ficier à victimes -mination - (AFP,

lad

ES

mètres de l'équipe de celle du la chaleur ordre de

The Inde- vrait fait vait estimé es victimes point de d'ir à ce bilan, ai n'aurait rta, pour la des mem- vire venu à un dépôt

is

réens ypte

ats étaient il ne four- trait. Selon il en reste- Les soldats n 1977, à la a, afin de somaliens sn.

l'écart des avènement s régionales, bération du é vendredi, les 6^e et 32^e division et pris la province clandestine Nairobi, la a eu lieu t situé au les rebelles a quelques route entre de l'Ethio-

ilitation de centrafric- sants cen- deux partis terpellés, le onou où ils se au secret spitalé béri- d par un parrain à l'odi 8 sept- le ministre M. Panorace onfirmer ni e dormant à uête était lai à propos un certain nait que cos trouds vers ansop.)

Europe

RDA

L'exode est amplifié par la sclérose du régime

Les cent dix-sept ressortissants est-allemands qui occupaient depuis le début du mois d'août les locaux de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est les ont quittés vendredi 8 septembre « de leur plein gré ». Ils ont accepté de regagner leur domicile après que l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel leur eut donné des assurances sur leur impunité et sur le fait que leur demande d'émigration serait prise en charge par un avocat. Une solution de ce type semble également se dessiner pour les trois cents occupants de l'ambassade de RFA à Prague, où M. Vogel devrait se rendre très rapidement. L'espoir semble, d'autre part, resnaître d'un prochain départ vers l'Ouest des six mille citoyens est-allemands hébergés dans des camps de la Croix-Rouge en Hongrie. Des déclarations laissent entrevoir la prochaine mise en route d'une « solution humanitaire » ont été formulées à Bonn et à Budapest par le chancelier Kohl et M. Reszo Nyers, chef du Parti socialiste ouvrier hongrois.

(Suite de la première page.)

A l'ube de la glasnost et de la perestroïka, un autre dignitaire du régime de Berlin-Est, M. Kurt Hager, affirmait que « ce n'est pas parce que son voisin réagit à sa maison que tout le monde est obligé de faire de même ». Et, de fait, les murs de l'appartement RDA de la maison commune européenne n'ont pas changé de couleur et de dépit des efforts de ravivement entrepris à Moscou, à Varsovie ou à Budapest.

Sur le plan politique comme sur le plan économique, l'immobilisme est de rigueur : maîtrise absolue du parti communiste (SED) sur la vie politique, maintien de la fiction du pluralisme sous la forme de partis satellites réunis dans le « Front national », élections où l'on ne va pas « voter », mais « piler » son bulletin pour le mettre ostensiblement dans l'urne sans le raturer. L'industrie et l'agriculture obéissent à une planification centralisée dans les combinats et les LPG, version est-allemande des kolchozes. L'encadrement de la jeunesse et même de l'enfance dans des organisations de masses — Pionniers, L'existence à un haut niveau de mobilisation des « groupes de combats » de la RDA, ces milices ouvrières qui ont jadis construit le mur de Berlin, assurent avec une efficacité toute prussienne le contrôle de la population.

Il n'est naturellement pas question de procéder à des révisions déclinantes comme c'est le cas en Hongrie ou en URSS : dans les trois mois qui viennent de s'écouler, les dirigeants de la RDA ont soutenu la répression des étudiants chinois par Deng Xiaoping, justifié l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'écrasement du printemps de Prague, critiqué sévèrement les réformes engagées en Hongrie, considérées comme une dérive vers le capitalisme.

Un vieux mécontentement

La clé de cette résistance à toute révision, de cette allége à toute expérience réformatrice vient d'être livrée par un exposé prononcé au mois de mai d'août par M. Otto Rheinhold, président de l'académie des sciences de la RDA. Ce dernier passe pour l'un des principaux idéologues du parti, et dirige la commission qui mène le dialogue avec le SPD ouest-allemand. « Le socialisme et l'antifascisme a-t-il dit, sont les raisons d'être de la RDA qui n'a pas d'autre justification d'existence (...) c'est pourquoi nous ne pouvons pas nous conduire légèrement avec les principes du socialisme ».

Ainsi est justifié le maintien des normes stalinienne de fonctionnement étatique qui sont vitales pour l'existence même du pays en tant qu'entité. Occupant les sommets du pouvoir depuis près de vingt ans, M. Honecker et ses plus proches compagnons, MM. Kurt Hager, responsable de l'idéologie, Hermann Axen, spécialiste des affaires étrangères, Erich Mielke, chef de la toute-puissante et omniprésente Sécurité d'Etat (Stasi), tous au moins septuagénaires, ont le sentiment d'avoir réalisé ce qui leur tenait le plus à cœur : la reconnaissance par la quasi-totalité des pays de la planète de leur Etat dans lequel on n'a vu longtemps que la zone d'occupation soviétique.

Les problèmes que connaît actuellement le pays — mécontentement de plus en plus général de la population, fuite massive vers l'Ouest dès qu'une porte s'ouvre dans le rideau de fer, comme actuellement en Hongrie — ne sont pas nouveaux. Les manifestations de rejet par une majorité de la population du système qui leur est imposé ont ponctué les quarante ans d'histoire du pays : juin 1953 a vu la révolte des ouvriers de Berlin-Est écrasée par les chars soviétiques, août 1961 la construction du mur de Berlin pour enrayer la fuite vers la RFA, les années 70 la répression de la contestation artistique et culturelle symbolisée par l'expulsion du poète contestataire Wolf Biermann. Les dirigeants est-allemands sont passés maîtres dans l'art de s'accommoder d'un peuple qui les rejette sans l'ombre d'un regret si on lui donnait la possibilité de s'exprimer. Le quadrillage policier du pays, et la présence de près de 400 000 soldats soviétiques sur le territoire constituent une assurance de survie pour le régime en place mais cela ne suffit pas à expliquer la persistance de la domination des intégristes du communisme aux leviers de com-

mande du pays. La Hongrie, la Pologne subissaient, elles aussi, des régimes totalitaires s'appuyant sur un appareil policier et la présence des troupes du « grand frère ». Cela ne les a pas empêchées de s'engager sur le chemin des réformes et de l'abandon progressif des dogmes et modes de fonctionnement bolchéviques.

La spécificité de la RDA, c'est que le communisme comme mode de gestion du pays n'y a pas suffisamment échoué pour s'écrouler de lui-même comme en Pologne, mais qu'il n'a pas non plus suffisamment réussi pour enlever l'adhésion de la population au système. Comparée aux autres pays du camp socialiste, la RDA — tout les Allemands de l'Est, même les plus critiques, le concèdent — jouit d'un niveau de vie nettement plus élevé. On attend peut-être quinze ans à Trabant.

ignoble véhicule en plastique nu par un moteur deux temps aux gaz d'échappement nauséabonds, mais au bout du compte, les sorties de Berlin un week-end d'été sont aussi embouteillées que l'autoroute du Sud à Paris dans les rayons du Kadévé, le grand magasin de Berlin-Ouest, vitrine baroque d'un Occident envité d'abandon.

Le mal-être des habitants de la Prusse et de la Saxe n'est expliqué cependant pas uniquement par les frustrations liées à l'impossibilité d'acquiescer des biens matériels. Ce qui motive essentiellement le candidat au départ qui attend sous sa tente à Budapest ou au bord du lac Balaton c'est l'espoir, peut-être fallacieux, de pouvoir devenir un jour maître de son destin, plutôt que de couler son existence dans un moule préfabriqué. Un peu comme les rêveurs de Mai 68 qui rêvaient d'échanger la certitude de ne pas mourir de faim contre celle de mourir d'ennui. L'étrécissement du

chien et du loup, de la piance médiocre assurée dans la dépendance opposée à l'aventure sans garantie proposée par une société qui n'a jamais été tendre pour les perdants.

Aussi spectaculaires que puissent être les manifestations de rejet de l'Allemagne communiste par ceux qui en sont les sujets, jamais elles n'ont mis sérieusement en danger la survie de la RDA. Ce pays est utile à tout le monde : aux Soviétiques pour qui il constitue la seule base solide et le dernier rempart face à l'Occident, aux partisans occidentaux de la RFA qui craignent une Allemagne réunifiée dont le poids serait trop important en Europe. Et en République fédérale, le désir caché mais profond de se retrouver un jour entre Allemands dans une entité étatique est tempéré par la conviction que ces retrouvailles ne seraient pas gratuites.

Fort de la certitude que, de leur vivant, le pays qu'ils ont façonné ne leur échappera pas, les acteurs dirigeants de la RDA regardent avec sérénité l'Occident s'interroger sur l'avenir d'un pays qu'ils maintiendront sous leur coupe jusqu'à leur dernier souffle. L'absence d'une opposition structurée s'explique par les ponctions opérées par l'émigration vers l'Ouest, volontaire ou forcée, de la plupart de ceux qui au cours des années 80 se sont manifestés pour s'opposer au régime.

Certains experts ouest-allemands de la RDA pensent que l'on se trouve actuellement dans ce pays dans une



FANKHO

situation comparable à celle qui régnait en URSS au temps de Tchernomir : les réformateurs en puissance attendent que la disparition des acteurs dirigeants pour rejoindre la cohorte des réformateurs communistes. Des noms sont déjà avancés : Hans Modrow, secrétaire du SED pour la région de Dresde, blâmé récemment par le Comité central pour « faiblesse de direction », ou bien encore Markus « Mischa » Wolf, ancien chef de l'espionnage est-

allemand reconverti dans la littérature, qui semble avoir le favori des intellectuels. Tout le monde s'accorde cependant à dire que tout ce que M. Honecker, âgé de soixante-dix-sept ans, sera physiquement capable de tenir les rênes, personne ne sortira du bois pour prendre à la relève. C'est bien ce qui dissuade le constructeur de la Trabant qui hésite entre le chemin qui le conduit en Autriche et celui qui le ramène à la maison.

LUC ROSENZWEIG.

Amériques

CANADA : la préparation du scrutin du 25 septembre

Les problèmes d'environnement permettent au Parti québécois de remonter dans les sondages

MONTREAL de notre correspondant

La remontée du Parti québécois, confirmée vendredi 8 septembre par un nouveau sondage, a relancé l'intérêt de la campagne pour les élections du 25 septembre, au moment où les infirmités de la province, en grève illimitée depuis mardi dernier, engagent une épreuve de force avec le gouvernement.

D'aucuns commencent en effet à considérer ce scrutin comme une « ennuyeuse formalité » tant paraissait prévisible la réélection du Parti libéral, revenu au pouvoir en décembre 1985 après neuf années d'intermède « péquiste » (1).

Lorsqu'il a annoncé, le 9 août dernier, la dissolution de l'Assemblée nationale du Québec (2), le premier ministre, M. Robert Bourassa, comptait offrir à ses troupes l'occasion de redevenir tranquillement la machine électorale du parti, pendant qu'un bon nombre de la population était encore en vacances. Il espérait que les réussites économiques de son mandat suffiraient à conforter son avance d'une vingtaine de points sur le Parti québécois dans les sondages.

C'était compter sans les impondérables de l'actualité, que le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, mobilisé dès la première heure, a su habilement exploiter.

Fin juillet, M. Lise Bacon, vice-premier ministre, chargée des affaires culturelles mais aussi de l'environnement, avait regardé partir avec soulagement deux navires soviétiques emportant vers l'Angle-

terre leurs premières cargaisons de PCB, des polychlorobiphényles ou pyréthrine, utilisés dans les transformateurs électriques notamment. La province ne savait plus que faire de ces produits dangereux, ne disposant pas d'installations pour les détruire.

Un an auparavant, ces déchets, qui dégagent des substances très toxiques à la combustion, avaient commencé à brûler dans l'incendie encore mal expliqué d'un entrepôt situé à Saint-Basile, dans la grande banlieue de Montréal. Trois mille personnes avaient été évacuées. L'incident a eu pour conséquence d'éveiller la conscience écologiste des Québécois, auparavant peu réceptifs aux discours des groupuscules défendant l'environnement dans la province.

Avec le départ des PCB pour l'Angleterre, M. Bacon pensait bien avoir bouclé à temps cet épineux dossier avant le début de la campagne électorale. Elle a rapidement déchanté.

Alertés par l'organisme Greenpeace, les Britanniques n'ont pas voulu des déchets québécois dans leurs usines d'incinération. Les dockers ont carrément refusé de les charger. Les deux navires sont revenus au Québec, où la population s'est mobilisée. Les actions intenses par les Verts ont forcé les pouvoirs publics à se justifier à deux reprises devant les tribunaux, avant d'obtenir, le 29 août, l'autorisation d'acheminer les déchets vers le site de la centrale hydroélectrique de la Baie de la Grande Pente. Ils y seront entreposés pendant au moins dix-huit mois, jusqu'à ce qu'un incinérateur mobile, fréquemment

utilisé aux Etats-Unis, viennent les réduire en poussière.

C'est précisément la solution que préconisait depuis plusieurs mois le chef du Parti québécois, M. Parizeau, qui depuis son arrivée en mars 1988 à la tête de cette formation, n'avait cessé de dénoncer les « tentatives » et l'« indécision chronique » du gouvernement libéral. Une autre affaire allait bientôt renforcer la position de M. Parizeau.

Le Parti québécois a, en effet, obtenu fin août une copie d'un rapport officiel, révélant qu'au moins 500 habitants de Saint-Jean-sur-Richelieu, au sud de Montréal, avaient été contaminés par des émanations de plomb provenant d'une usine de recyclage des batteries d'automobiles. Ses propriétaires avaient, depuis 1984, refusé d'autorisations et une mise en demeure de respecter la réglementation. Les habitants de cette localité ont subi, ces derniers jours, des prélèvements sanguins pour déterminer leur degré de contamination.

A ces déboires, le Parti libéral a dû ajouter la rébellion de sa clientèle la plus fidèle. La minorité anglophone (moins de 15 % des 6,5 millions de Québécois) ne pardonne pas à Robert Bourassa d'avoir trahi une de ses promesses, en renouçant à l'imposer, en décembre dernier, le bilinguisme dans l'affichage à l'extérieur des commerces de la province. L'association Alliance-Québec, principal groupe de pression des anglophones, a créé un précédent en appelant ses membres à voter pour des petits partis favorables à l'égalité linguistique, quitte à opter pour l'abstention dans les circonscriptions où ces derniers ne présentent pas de candidat.

Le Parti québécois a, quant à lui, obtenu le soutien de la principale centrale syndicale de la province, la Fédération des travailleurs du Québec, qui le lui avait retiré en 1985, trois ans après que M. Parizeau, alors ministre des finances du cabinet Levesque, eut imposé, en pleine récession, une réduction de salaire de 20 % à tous les employés de la fonction publique.

Tous ces facteurs expliquent, pour une large part, les résultats du dernier sondage : 46 % des intentions de vote vont au Parti libéral, contre 40 % au Parti québécois. L'écart a diminué de moitié en l'espace de cinq semaines.

Reste à évaluer l'impact de la grève des 400 000 infirmières de la province qui n'ont pas hésité à se mettre dans l'illégalité en refusant d'assurer des services minimums dans les hôpitaux. M. Bourassa ne pourra, cette fois, être accusé de mollesse : les grévistes vont perdre une année d'ancienneté par journée de grève illégale et les responsables syndicaux risquent d'être traduits devant les tribunaux.

MARTINE JACOT.

(1) Terme formé à partir des initiales du Parti québécois.

(2) Conformément au système politique britannique, les mandats sont d'une durée de cinq ans, mais les élections sont organisées toutes les quatre années environ, au moment où le plus opportun par le parti au pouvoir.

ARGENTINE : l'hostilité au projet d'amnistie des militaires

Quarante mille personnes manifestent dans Buenos-Aires

BUENOS-AIRES de notre correspondant

« Non au pardon ! Non à l'oubli ! » scandés par quelque quarante mille personnes, vendredi 8 septembre, dans les rues du centre de Buenos-Aires, les slogans de la première manifestation contre le projet Carlos Menem, deux mois après son entrée en fonction, viennent rappeler que nombre d'Argentins ne sont pas prêts à oublier le passé et à passer en 1986 et en 1987, couvraient des amnisties partielles et déguisées qui n'ont satisfait personne, et certainement pas les militaires. A travers trois rébellions, ceux-ci sont venus rappeler que l'armée revendiquait, en fait, ses actions passées. Abus inclus.

M. Menem doit donner des réponses à quatre types de problèmes. Le premier porte sur l'avenir qui sera réservé aux quelque deux cents officiers qui attendent d'être jugés par la justice militaire pour avoir participé aux rébellions de la « semaine sainte », en 1987, et de Monte Caseros en 1988, dirigées par le lieutenant-colonel Aldo Rico, ainsi qu'à celle de Villa Martelli, en novembre dernier, menée par le colonel Mohamed Ali Seineldin. Les deux hommes sont détenus, le second actuellement à son domicile.

Le cas des trois membres de la haute commandement pour incompétence militaire lors du fiasco de l'invasion des îles Malouines, en 1982, est plus simple. Si M. Menem avait, semble-t-il, pensé, un temps, les gracier aussi, le secrétaire général de la présidence, M. Alberto Kohan, explique que « ceux-ci ont été condamnés par un tribunal militaire [et que] l'affaire est donc du ressort de l'armée ».

Le troisième groupe comprend les dix-huit officiers supérieurs qui sont en attente de jugement pour des violations des droits de l'homme commises pendant la « sale guerre », et le dernier cas porte sur les six officiers déjà condamnés pour les mêmes chefs d'accusation et qui purgent actuellement leur peine.

EDITH CORON.

● CHILI : la Cour suprême innocente la « Colonie Dignidad » — La Cour suprême du Chili a rejeté, vendredi 8 septembre, les accusations de violations des droits de l'homme concernant la Colonie Dignidad. La cour n'a relevé aucun délit grave dans cet établissement où quelque trois cents personnes, pour la plupart d'origine allemande, vivent à l'écart du monde, au pied des Andes, à 400 kilomètres au sud de Santiago. C'est à la suite de dénonciations du gouvernement de Bonn qu'un juge chilien, M. Hernan Roberts Arias, avait été chargé, au mois de janvier dernier, d'enquêter sur les activités de la Colonie. La cour a cependant décidé que le juge Roberts n'est toujours chargé de l'enquête concernant les accusations d'escroquerie et d'exercice illégal de la médecine contre certains des membres de la communauté. — (AFP, Reuters.)

صلى الله عليه وسلم

Asie

AFGHANISTAN : sept mois après le départ de leurs troupes

Les Soviétiques se félicitent d'avoir fait confiance à M. Najibullah

Menaçé par le retrait des troupes soviétiques, M. Najibullah doit à son habileté politique et à la division de la résistance d'avoir renforcé sa position à la tête du régime de Kaboul.

KABOUL
de notre envoyé spécial

« Alors, qui avait raison ? Ne vous en êtes pas dit que la politique de réconciliation nationale aurait des résultats, que l'armée serait capable de s'opposer aux moudjahidins sans l'aide des troupes soviétiques, que le PDPA (Parti démocratique du peuple afghan) était une réalité ? » Notre interlocuteur, un apparatchik du régime, savoure ce qu'il appelle les « succès » du président Najibullah. Le 15 février dernier, en effet, au moment où les troupes soviétiques achevaient leur retrait du territoire afghan, personne ne donnait très cher de la survie du régime et de son chef. Ni les services secrets ni les analystes occidentaux, qui se sont beaucoup trompés sur la capacité militaire de la résistance afghane, ni même les Soviétiques.

Dans les semaines qui suivirent, M. Najibullah a bien failli se retrouver lui aussi — au mieux — dans une datcha de la mer Noire, comme son prédécesseur Babrak Karmal. A Kaboul, des diplomates soviétiques avaient fait part à des collègues occidentaux de leurs doutes sur la tenue des soldats afghans sans l'aide du « parapluie » de l'armée rouge.

Si M. Najibullah est resté en selle, il le doit à son savoir-faire : pendant six ans, il a montré d'indéniables capacités à la tête du Khat (les services secrets afghans, responsables de la mort de plusieurs milliers de gens). Pour cette raison, le président afghan est rejeté par une grande partie de la population et par la résistance, pour qui son départ constitue une préalable à des négociations.

Les Soviétiques, cependant, ne regrettaient pas leur choix : « Je ne pense pas du tout que Najibullah soit un obstacle à la paix », explique l'un de leurs diplomates. A l'époque, on disait aussi que Babrak Karmal n'était pas acceptable pour l'opposition. Najibullah a mené de front cette politique de réconciliation nationale et aussi la défense de Jalalabad. Et il s'en est bien tiré. Il y a deux ans, il y avait des combats

dans tout l'Afghanistan. Aujourd'hui, ils se limitent, pour l'essentiel à Kaboul et à Jalalabad : c'est l'un des résultats de la politique de réconciliation nationale parce que cela veut dire que, localement, bien des commandants de la résistance ont cessé le feu. Le parti (le PDPA) est plus uni aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. M. Najibullah a quitté le pays (pour Belgrade, où il a assisté au sommet des pays non alignés depuis le 3 septembre), en étant absolument sûr que tout est sous contrôle, qu'un coup d'Etat était absolument impossible.

« Dieu m'a choisi »

A plusieurs reprises ces derniers mois, le chef de l'Etat afghan a évoqué sa propre démission, feignant de s'y résoudre : « Au-delà de mes fonctions, je suis même prêt à sacrifier ma vie (...). Mais si, avec la démission de Najib, un second Khat devait apparaître, nous ne pourrions pas qu'une telle situation se produise », a-t-il dit. Dans les milieux intellectuels de Kaboul, on prête cette phrase à l'intéressé : « Reagan, Zia Ul-Haq, Howe [l'ancien ministre britannique des affaires étrangères] m'ont dit de quitter le pouvoir. Aujourd'hui, ils sont tous partis et moi je suis toujours là. Dieu m'a choisi ».

Vraie ou non, l'anecdote illustre le fait que le président Najibullah se sent aujourd'hui plus fort que jamais, en dépit du fait que, à l'intérieur du PDPA, les deux factions antagonistes, le Khat et le Parcham, poursuivent une lutte qui, pour être furtive (l'important, officiellement, est l'unité du parti face à la menace militaire des moudjahidins), n'en est pas moins féroce. Les purges et les tentatives de coup d'Etat (certaines réussies) ont ainsi alterné avec les virages idéologiques : communiste et athée, prosocialiste, puis socialiste et même « social-démocrate » selon certains, officiellement islamique, enfin, pour une tendance qui se renforce depuis le départ des Soviétiques, nationaliste, voire anti-soviétique. Parcham (il fut longtemps le collaborateur zélé de Babrak Karmal, avant de contribuer à le renverser en mai 1986), le président Najibullah doit se méfier à la fois des karmalistes (partisans de Babrak Karmal) et des khatistes (1).

Il domine donc successivement des gages aux uns et aux autres pour

tenter de garder le contrôle du parti tout en présant la « réconciliation nationale » voulue par les Soviétiques. Jusqu'à présent, il s'est bien tiré de cet exercice délicat. En novembre dernier, le général Gulabzoi, chef de file du Khat et rival dangereux de M. Najibullah, a été nommé ambassadeur à Moscou, poste qu'il vient de quitter pour celui de Varsovie. A l'époque, le Parcham, craignant un complot militaire, avait besoin d'être rassuré. L'armée, en effet, est majoritairement khatiste : c'est d'ailleurs pour cela que les unités combattantes du Khat (organisé sur le modèle du KGB soviétique), qui sont dirigées par le colonel-général Yaqubi, ministre de la sécurité d'Etat, mais sous le contrôle du président Najibullah, sont particulièrement choyées.

Ménager l'équilibre ethnique

C'est avec le même souci de diviser pour régner — et aussi pour favoriser la conscription volontaire et obligatoire — qu'on a créé les unités de « soldats de la révolution » — et de la garde spéciale (environ vingt mille hommes, en majorité parchamistes, sous le contrôle direct du chef de l'Etat). Dans un même esprit, les militaires non membres du PDPA ont été congédiés lors du remaniement de février dernier, comme si la politique de « réconciliation nationale » était désormais caduque. Autant, en effet, les parchamistes approuvent cette politique et sont favorables à ce que l'ex-roi Zahir Shah joue un rôle, autant les khatistes y sont hostiles. Or le credo de M. Najibullah demeure une ouverture politique relative. Depuis deux mois, les rivalités internes sont devenues aiguës et, en juillet, les rumeurs d'une tentative de coup d'Etat à l'instigation du général Tanai, ministre de la Défense et « patron » de la faction khat, ont couru Kaboul.

En réalité, les khatistes ont fait appel aux Soviétiques pour que, une fois encore, le balancier revienne de leur côté. M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, s'est fait leur interprète lors d'une brève visite à Kaboul, le 6 août.

Les doléances du Khat sont nombreuses : d'abord, la concession majeure faite aux karmalistes (démarcation officielle) de nommer au poste de vice-premier ministre

Mahmoud Baryalai, le frère de Babrak Karmal. Parallèlement, le président Najibullah a fait revenir au gouvernement des proches (khatistes) de l'ancien président Hafizullah Amin. Mais le Khat a bien d'autres sujets de mécontentement : outre qu'il exige que l'armée régulière soit aussi bien payée que les membres de la garde spéciale, il demande que soit mis un terme aux activités du Setam-Milli dans les provinces du nord de l'Afghanistan. Mouvement composé de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Turkmènes, le Setam-Milli (2) est viscéralement anti-Pachouns et anti-Khat (les khatistes sont à 90 % Pachouns). Il est représenté au gouvernement notamment par un vice-premier ministre, M. Kochani.

Non content de donner des gages sur des critères politiques, le chef de l'Etat doit également prendre garde à l'équilibre ethnique qui conditionne toute la vie sociale et politique de l'Afghanistan. Pour cette raison, la nomination au poste de premier ministre de M. Sultan Ali Keschmar (Hazara chiite) se justifie peut-être par des impératifs diplomatiques (amélioration des relations avec l'Iran), mais elle ne peut être que provisoire, car elle est insupportable pour les Pachouns.

Tôt ou tard, un Pachoun ou un Tadjik devra obtenir ce poste. M. Najibullah, on le voit, est obligé de colmater des brèches en permanence. Dernière concession en date : la nomination du colonel-général Joma Atsek (khatiste et Pachoun) au poste de commandant en chef des troupes armées pour toute la région nord de l'Afghanistan. Cet équilibre politique permet à M. Najibullah de durer. Mais si la paix passe par un règlement politique, il faudra que le président afghan consente à bien d'autres concessions à la résistance. Il n'est pas sûr, le cas échéant, que les durs du PDPA placent l'échec.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le Khat et le Parcham, dans le passé, notamment au moment de l'intervention soviétique en décembre 1979, se sont entredéchirés. Les parchamistes (dont l'origine est plus urbaine) sont davantage portés aux concessions, notamment celles imposées par l'Union soviétique, que les khatistes. Ces derniers, activistes et idéologues, font preuve d'un nationalisme exacerbé.

(2) Le Setam-Milli a rejoint le Parcham en 1980.

Proche-Orient

LIBAN

Le gouvernement chrétien demande à Washington de rouvrir son ambassade

Le gouvernement de militaires chrétiens libanais du général Michel Aoun a demandé, vendredi 8 septembre, aux Etats-Unis, de « reconsidérer » leur position à l'égard du Liban et l'évacuation de leur ambassade. Dans un communiqué publié à l'issue de sa réunion hebdomadaire, le gouvernement Aoun « déplore » l'évacuation, mercredi, de la chancellerie américaine, et demande à Washington de « reconsidérer cette décision précipitée, afin de préserver les liens et les intérêts communs des peuples américain et libanais ».

Le ton modéré et conciliant de ce communiqué tranche avec la véhémence des propos tenus la veille par le général Aoun qui avait exigé « des excuses » au département d'Etat américain en fustigeant une fois de plus la complexité qui existait, selon lui, entre l'ambassade des Etats-Unis et les « trafiquants de drogue syriens ».

Le gouvernement Aoun a également choisi la modération pour commenter la décision du triumvirat arabe (Maroc, Algérie, Arabie saoudite) de réunir, le 13 septembre, ses ministres des affaires étrangères pour décider de la relance de ses efforts de paix, suspendus depuis le 17 août. Il a exprimé « son soulagement » et espéré que le triumvirat pourra aboutir à « une solution garantissant le droit du Liban à la sécurité, à la souveraineté et à l'indépendance ». Le communiqué émet cependant de commenter la résolution sur le Liban du sommet des non-alignés à Belgrade, qui ne mentionne pas la présence de

l'armée syrienne au Liban, et réclame uniquement le retrait des troupes israéliennes.

Se démarquant apparemment du ton polémique adopté par le général Aoun, les formations politiques du camp chrétien avaient déjà prié les Etats-Unis de revenir sur leur décision, et M. McCarthy, l'ambassadeur à Beyrouth-Est avait déclaré qu'il reviendrait dans la capitale libanaise « dès le retour au calme » au Liban.

Aide française

A Paris, le ministre français des affaires étrangères a annoncé, vendredi, que la France a décidé d'accorder au Liban une aide de 45 millions de francs (plus de 7 millions de dollars), qui s'ajoutera à l'aide d'urgence décidée, le 31 août dernier, par la CEE. Le montant de cette aide était de 8,6 millions d'ECU (9,5 millions de dollars environ), l'Italie et le Luxembourg versant par ailleurs 4,23 millions d'ECU au total pour envoyer au Liban médicaments, nourriture et matériel.

L'aide avait été décidée à la suite du rapport d'une mission d'experts qui était allée sur place évaluer les besoins de la population. La CEE avait précisé que cette aide d'urgence devait bénéficier à « toutes les populations victimes des événements, sans discrimination et de manière équilibrée ». — (AFP, Reuter.)

IRAK : selon une source occidentale à Bagdad

L'explosion dans une usine de fabrication de missiles aurait fait environ 1 500 victimes

Selon une source industrielle occidentale à Bagdad, l'explosion dans une usine de fabrication de missiles, située au sud de Bagdad (le Monde du 8 septembre), aurait fait environ 1 500 morts et un nombre indéterminé de blessés, dont de grands brûlés.

Le journal de Londres The Independent, qui avait le premier fait état de cette explosion, avait estimé à 700 morts le nombre des victimes dans une usine de mise au point de missiles. L'ambassade d'Irak à Londres avait démenti ce bilan minimisant l'accident qui n'aurait fait, selon elle, que 19 morts, pour la plupart des pompiers et des membres de la protection civile venus éteindre un incendie dans un dépôt de combustible. — (AFP.)

une soixantaine de kilomètres de Bagdad), au moment où l'équipe de l'après-midi remplaçait celle du matin, à une heure où la chaleur ambiante était de l'ordre de 50 degrés.

Le journal de Londres The Independent, qui avait le premier fait état de cette explosion, avait estimé à 700 morts le nombre des victimes dans une usine de mise au point de missiles. L'ambassade d'Irak à Londres avait démenti ce bilan minimisant l'accident qui n'aurait fait, selon elle, que 19 morts, pour la plupart des pompiers et des membres de la protection civile venus éteindre un incendie dans un dépôt de combustible. — (AFP.)

Afrique

ETHIOPIE : commencées aux Etats-Unis

Les négociations avec les Erythréens pourraient se poursuivre en Egypte

Les délégations du gouvernement éthiopien et du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLI), ont repris vendredi 8 septembre leurs négociations à Atlanta (Géorgie) sur le règlement du conflit érythréen, commencées la veille (le Monde du 9 septembre).

L'ancien président Jimmy Carter, qui sert de médiateur, n'a pas démenti une information du journal Atlanta Constitution selon laquelle ces pourparlers pourraient se poursuivre au Caire sous l'égide du président Hosni Mubarak, en cas d'accord à Atlanta sur un ordre du jour.

Le maire d'Atlanta, M. Andrew Young, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU des Etats-Unis sous le président Carter et qui collabore à ses efforts de médiation, a déclaré que l'atmosphère était « amicale », mais qu'il n'y avait « pas encore beaucoup d'échanges » entre les délégations.

Aucune limite dans le temps n'a été fixée pour ces négociations préliminaires visant à mettre fin à une guerre de vingt-huit ans, qui a fait près d'un million de morts.

M. Carter a indiqué qu'en plus du soutien des autorités américaines pour ses efforts de médiation, il avait aussi reçu celui des Soviétiques, qui auraient promis de faire tout ce qui leur était possible pour l'aider.

Un premier contingent de cent soldats cubains a quitté, vendredi, Addis-Abeba à bord d'un avion militaire à destination de Cuba, a confirmé l'ambassade cubaine à Addis-Abeba. Ce départ, qui marque la fin de douze ans de présence militaire cubaine en Erythrée, avait été annoncé jeudi à La Havane. Les diplomates cubains n'ont pas indi-

qué combien de soldats étaient encore basés en Erythrée au cours du calendrier pour leur retrait. Selon des sources occidentales, il en resterait environ trois mille. Les soldats cubains étaient arrivés en 1977, à la demande d'Addis-Abeba, afin de combattre les troupes somaliennes dans la guerre de l'Ogaden.

Pour le moment à l'écart des négociations entre le gouvernement éthiopien et les rebelles régionaux, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) a annoncé, vendredi, avoir mis en déroute les 6^e et 100^e brigades de la 102^e division aéroportée éthiopienne et pris la ville d'Alale-Susula dans la province du Wollo. Selon la radio clandestine du FPLT, captée à Nairobi, la bataille d'Alale-Susula, à ou l'ouest d'Alale-Susula, dont les rebelles ont annoncé la prise, il y a quelques jours, sur la principale route entre Addis-Abeba et le nord de l'Ethiopie. — (AFP, Reuter.)

● BÉNIN : interpellation de réfugiés politiques centrafricains. — Douze ressortissants centrafricains membres de deux partis d'opposition ont été interpellés, le 24 juillet dernier, à Cotonou où ils vivaient en exil et placés au secret dans une prison de la capitale béninoise, vient-on d'apprendre par un communiqué clandestin parvenu à Abidjan. Contacté, vendredi 8 septembre, par téléphone, le ministre béninois de l'intérieur, M. Pancerre Brathier, n'a pu ni confirmer ni démentir l'information, se bornant à préciser qu'une enquête était ouverte. Le silence officiel à propos de cette affaire révèle un certain embarras, et il se pourrait que ces opposants aient été extradés vers leur pays d'origine. — (Corresp.)

BIRMANIE : le maintien de la loi martiale

Les autorités s'inquiètent des effets de la pénurie de riz

Les Doane ont à nouveau dénoncé, vendredi 8 septembre, l'aggravation de la politique répressive en Birmanie. Dans un communiqué publié à Paris, ils ont fait part de leur inquiétude devant « la multiplication des violences et l'extension des mesures de contrôle de la population civile » et demandé « instantanément » à Rangoon de « mettre fin à la répression et de respecter les aspirations du peuple birman à l'instauration d'une société démocratique à travers des élections libres ».

BANGKOK
correspondance

La Birmanie va-t-elle connaître une nouvelle révolte du riz ? Ce pays, qui, il y a un quart de siècle, était l'un des grands exportateurs de riz de l'Asie du Sud-Est, en a vendu seulement 40 000 tonnes en 1988 et produit aujourd'hui à peine de quoi nourrir sa population. Il y a un peu plus d'un an, la pénurie de riz avait lancé les étudiants, puis une bonne partie de la population, dans la rue pour dénoncer le régime autocratique du général Ne Win, au pouvoir depuis 1962. Après une sanglante répression, un semblant de régime civil et quelques libérations, les militaires avaient repris la situation en main, mettant en place, le 18 septembre 1988, la junte du général Saw Maung, un proche de Ne Win, à la tête du nouveau Conseil pour la restauration de la loi et l'ordre dans l'Etat (SLORC en anglais).

Au milieu de cette année, le colonel David Abel, responsable au sein de la junte des affaires économiques, affirmait que cette fois il n'y aurait pas de rupture dans l'approvisionnement en riz. Dès la fin du mois de juillet, face au mécontentement croissant de la population, les autorités de Rangoon procédaient à des ventes de riz à des prix du

marché libre. L'inflation, de plus en plus mal contrôlée, menaçait en effet sérieusement les plus défavorisés.

Le régime militaire met en cause depuis quelques semaines les « spéculateurs rapaces » et accuse l'opposition d'utiliser « des moyens économiques à des fins politiques ». Il menace de faire appel aux tribunaux militaires de plus en plus nombreux. Les adversaires du régime mettent, eux, en cause l'incompétence des militaires au pouvoir. La privatisation active et mal gérée du commerce du riz, décidée à la fin de 1987, a eu des conséquences désastreuses.

Le prix du riz ne cesse de monter, une partie du maigre surplus de production est plus ou moins clandestinement vendu à l'étranger, surtout en Chine voisine. Les exportations officielles ne dépassent guère les 100 000 tonnes. Nombre de paysans, pour se protéger tant des bas prix offerts par les autorités que du peu de valeur de la monnaie locale, préfèrent stocker plutôt que vendre.

Mise en cause des médias occidentaux

La frustration populaire est telle que, tout comme en 1988, il suffirait de peu de choses pour que la contestation reprenne. La Birmanie vit toujours sous le régime de la loi martiale. La fragilité du régime, dont le plus grand soutien demeure les forces armées, l'a obligé, fin juillet, à mettre en résidence surveillée l'ancien général Tin U, président de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), et M^{me} Aung San Suu Kyi, secrétaire générale de la LND, fille du héros de l'indépendance. Ce parti, sans doute le plus populaire du pays, incarne aujourd'hui l'essentiel des espoirs démocratiques de la population.

M^{me} Aung San Suu Kyi avait entrepris aussitôt une grève de la faim qu'elle a interrompu au bout de

douze jours, après avoir reçu des autorités l'assurance que les militaires de son parti détenus par la police n'étaient pas torturés. Depuis des mois, les réunions de la LND attirent des foules de plus en plus nombreuses. Le régime a promis, en principe pour mai 1990, des élections générales, bien qu'il rende pratiquement impossible toute campagne électorale. Des centaines de responsables de la LND ont été arrêtés, de nombreux rassemblements du parti interdits et M^{me} Aung San Suu Kyi est victime d'une campagne de dénigrement systématique de la part des médias officiels et des seuls autorisés.

Tout en cherchant à attirer, sans grand succès jusqu'à présent, les hommes d'affaires étrangers, les autorités ne cessent de mettre en cause les « interventions » des médias et des ambassades occidentales dans les problèmes intérieurs du pays.

Si les arrestations d'opposants politiques se sont multipliées ces dernières semaines, les autorités ont cependant libéré au début de l'été huit mille détenus de droit commun. Elles ont pour faire de la place dans les prisons, déjà surpeuplées, ou pour créer un climat d'insécurité justifiant a posteriori l'omniprésence de la troupe pour le maintien de « la loi et l'ordre » ? L'opposition armée au régime, incarnée par les milices ethniques et par les tentatives d'étudiants qui ont gagné le jungle à la suite de la répression de l'an dernier, continue de poser de sérieux problèmes.

La réouverture des écoles fermées il y a plus d'un an à la suite des manifestations étudiantes, constitue sans doute l'un des rares motifs de satisfaction pour le général Saw Maung, toujours soupçonné par l'opposition de n'être qu'une couverture pour le général Ne Win, en retraite depuis juillet 1988, mais qui resterait le véritable arbitre de la situation.

JACQUES BEKAERT.

EN BREF

● M. Roland Dumas s'attend à une reprise des combats au Cambodge. — M. Roland Dumas a déclaré, vendredi 8 septembre, devant l'Assemblée nationale, que le prochain retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge « va être un événement majeur », dont les conséquences pourraient « conduire prochainement à une reprise des combats ». Il a ajouté que « l'attitude de la Chine a connu un changement décisif entre la première partie de la conférence sur le Cambodge, marquée par un esprit coopératif (...), et la seconde, marquée par un appui à l'attitude intransigeante des Khmers rouges ». D'autre part, le département d'Etat a appelé, vendredi, Moscou et Pékin à limiter leur aide militaire à leurs alliés khmers et à coopérer pour un règlement pacifique de la crise. — (AFP, Reuter.)

● Commémoration à Paris des « Cent jours » après le massacre de Tiananmen. — Une manifestation sera organisée à Paris, mardi 12 septembre, à 21 heures, au Trocadéro, place des Droits-de-l'Homme, par la Fédération pour la démocratie en Chine pour commémorer les « Cent jours » après le massacre de la place Tiananmen, dans la nuit du 3 au 4 juin dernier. Plusieurs dissidents chinois y participeront. Une exposition commémorative sera également organisée, du 12 au 26 septembre, à la mairie du seizième arrondissement. D'autre part, M. Chen Ziyang, ancien conseiller de M. Zhao Ziyang, a annoncé la tenue en France, du 22 au 24 septembre, d'un congrès international des dissidents chinois.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ÉCONOMIE

Politique

Les débats de l'opposition

Alors que M. Alain Carignon annonçait vendredi 8 septembre la création de son courant - VIE - au sein du RPR, M. Alain Juppé proposait aux autres formations de l'opposition la mise en place rapide d'un « conseil supérieur de l'opposition », afin d'éviter à celle-ci de revivre les moments « rudes » qui ont été les siens en 1988 et 1989.

Le secrétaire général du RPR s'est aussitôt attiré une réponse négative de M. Gérard Longuet, son homologue du Parti républicain : « J'ai peur qu'une structure préétablie ne permette pas à tout le monde de s'exprimer. Commençons par travailler ensemble au Parlement. » Selon M. Longuet, l'opposition n'a pas besoin d'une nouvelle structure puisqu'un intergroupe parlementaire existe déjà, mais « d'un maximum de démocratie ». Les cadres des deux mouvements RPR et PR qui sont réunis les uns à Saint-

Cyprien, les autres à Perpignan, devaient se rejoindre pour une séance commune, dans cette ville, dimanche matin.

Au sein du Parti républicain, où le malaise est profond, une question agite les esprits. Qui sera le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale ? M. Michel d'Ornano, député du Calvados et surtout bras droit de M. Giscard d'Estaing, a estimé que la candidature de M. François Létard à cette présidence « crée un malaise ».

M. d'Ornano se demande s'il y a « compatibilité » entre la présidence du groupe et la « contestation » de président de l'UDF, M. Giscard d'Estaing.

Au sein de cette confédération, petites et grandes formations souhaitent que soient clarifiées sa place sur l'échiquier politique ainsi que le poids respectif de ses différentes composantes, comme en témoigne l'entretien que nous a accordé le président du Parti radical.

Le PR ne sait plus à quelle ligne politique se vouer

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial

Eutane, vendredi 8 septembre, l'université du PR a inscrit à son programme des sujets aussi sérieux que la décentralisation, l'éducation, le rôle de l'Etat ou encore celui de la diplomatie française dans le monde libre. Mais, d'entrée, les militants ont manifesté qu'ils avaient, au sortir de cet été, la tête ailleurs : qu'un autre sujet les préoccupait : l'état du PR et de son président, M. François Létard.

Les couloirs, dont la fréquentation assidue était inversement proportionnelle à celle des ateliers de travail, ne bruisaient que de cela, et il devint vite évident que les militants du PR n'ont pas, en cette rentrée, grand moral et qu'au-dessus de leurs têtes, leurs dirigeants ne savent plus très bien, eux non plus, où ils vont.

Traduction concrète : un certain désamour chez les premiers et, chez les seconds, un certain enervement à l'égard notamment de la presse...

La réunion des secrétaires fédéraux, tenue à huis clos tôt dans la matinée de vendredi, fut, selon plusieurs témoignages concordants, édifiante. Se faisant l'écho de leur base, ils ont beaucoup commenté le rapprochement opéré à la fin août entre M. Létard et le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Eux qui, pour la plupart, assistaient au conseil national du PR d'Issy-les-Moulineaux en avril, avant les élections européennes, eux qui avaient entendu ce jour-là MM. Létard, Madelin et Longuet crier haut sur le boudoir centriste et condamner, dans le même mouvement, le cheval

UDF, ne se sont pas fait faute d'expliquer qu'il n'entendaient plus rien à cette stratégie zigzagante, certains s'alarmant même d'enregistrer, depuis deux semaines dans leurs fédérations, de nombreux renvois de cartes d'adhésion.

Incompréhension vis-à-vis de ce nouveau et soudain comportement de M. Létard : embarras aussi à l'égard de M. Valéry Giscard d'Estaing, dont il devient de plus en plus périlleux de prononcer le nom dans le parti ; interrogations sur la dégradation des rapports entre M. Létard et son second, M. Alain Madelin : les fédéraux du PR ne se sont donc pas privés d'exprimer leurs états d'âme, d'autant que, un malheur ne venant jamais seul, il leur est revenu à l'esprit que leur président ne peut plus espérer être élu dans un fauteuil à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Les plus pessimistes en ont donc conclu que leur parti, à court d'idées, coincé sur l'échiquier de la droite, filait un très mauvais coton. Les plus optimistes ont argué que leurs responsables, à tout le moins, seraient bien inspirés de se soucier autant de la communication interne que de celle qu'ils soignent, tant vers l'extérieur.

Tant bien que mal, MM. Létard, Longuet et Madelin ont donc serré les coudes pour tenter de désamorcer au plus vite ces petites bombes. M. Madelin a fait ce qu'on attendait de lui, en rappelant publiquement, au cours du déjeuner, qu'il n'y avait jamais eu l'once d'un différend entre lui et M. Létard ; que, bien sûr, l'avenir de l'UDF passe par le PR et François Létard ; que « cela était clair » ; et que le PR avait vocation « à être un trait d'union

entre l'ensemble des forces de l'UDF et du RPR ».

En termes peut-être moins choisis, MM. Létard et Longuet se sont mis à deux pour expliquer, enfin, à leurs ouailles, leur plan caché :

1. - Se rapprocher des centristes pour sauvegarder la confédération UDF et être capable d'opposer un front uni au RPR qui, selon eux, se félicite trop actuellement de pouvoir jouer tantôt avec le CDS, tantôt avec le PR, pour assouvir son éternelle aspiration bégonique sur l'ensemble de l'opposition ;

2. - Prendre la présidence du groupe UDF de l'Assemblée pour être capable d'imposer à M. Giscard d'Estaing, suspecté - selon M. Longuet - de vouloir s'en tenir à une présidence « jupitérienne », de nouveaux modes de fonctionnement, plus démocratiques et plus marqués au centre, au sein de cette confédération.

La bataille Létard-Millon-Mestre

Cette candidature de M. Létard a été abondamment commentée. Tout pointage sur les chances respectives de M. Létard ou de MM. Charles Millon et Philippe Mestre - ces deux derniers étant résolus à aller jusqu'au bout - serait plus de quinze jours avant l'échec, hasardeux. La moitié du groupe est encore flottante, mais l'entourage du président du PR se montre actuellement beaucoup moins optimiste qu'il y a encore une semaine. On parle sur un succès, mais pas sur un triomphe.

En tout cas, M. Létard a compris qu'il joue gros dans cette affaire. Frappé, semble-t-il, par le

syndrome Méhaignerie, le président du CDS ayant prouvé - avec moins de talent - que le cumul avec une présidence du groupe parlementaire était médiatiquement profitable, M. Létard ne cherche donc pas seulement un levier pour réformer l'UDF mais, comme il l'a confié à certains, « une nouvelle plate-forme médiatique ». Un autre PR est en concurrence avec lui, M. Millon, qui est venu, vendredi après-midi, à Perpignan... pour parler de décentralisation.

L'histoire se répète. En 1982, c'est la présidence du parti qui se joua entre les deux hommes. Le président de la région Rhône-Alpes pense être mieux à même de recueillir les morceaux avec les centristes. Il veut ramener le groupe UDF sur le terrain de la réflexion politique et parlementaire. Deux hommes, deux styles diamétralement opposés, deux projets différents. La tension commence à monter. M. Mestre, ancien bariste lui aussi, télégué par l'homme lige de M. Giscard d'Estaing - M. Michel d'Ornano - à son tour, envoyé, vendredi, une lettre de candidature à tous les parlementaires UDF. M. Millon fera de même mardi prochain, le bureau du groupe parlementaire UDF devant se réunir le même jour pour se pencher sur les procédures d'un vote difficile.

M. Giscard d'Estaing a fait savoir qu'il serait peut-être préférable de repousser le jour du vote - prévu le 25 septembre - aux prochaines parlementaires UDF de Vichy à la rentrée parlementaire du 2 octobre. Vendredi, des militants du PR exigeaient le vote d'une motion sollicitant la candidature de M. Létard et déclarant nulle et non avenue toute candidature d'un PR contre son président. M. Létard a rejeté cette démarche par trop directive et partisane. Se souvenant sans doute que les députés n'aiment jamais mélanger les serviettes du Parlement avec les torchons des partis.

DANIEL CARTON.

Après les injures antisémites de M. Claude Autant-Lara

Le parquet ouvre une information judiciaire

M. Le Pen juge « critiquables » les propos du cinéaste

Le cinéaste Claude Autant-Lara a quitté la vice-présidence de l'Académie des arts et lettres à la demande de M. Marcel Landowski, secrétaire perpétuel, à l'annonce, vendredi 8 septembre, l'Académie, M. Landowski, « profondément choqué des déclarations de Claude Autant-Lara rapportées par le journal *Globe*, et devant la légitime émotion des académiciens à la suite de ces propos », avait demandé au cinéaste de renoncer à toute fonction au sein de cette académie, indique l'Institut, qui souligne que l'Académie des arts et lettres est « une assemblée d'artistes d'art de mesure et d'humanité ». M. Autant-Lara demeure cependant académicien français et membre de l'Institut. (Nos dernières éditions du 9 septembre.)

De son côté, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a donné instruction vendredi soir au procureur de la République de Paris d'engager des poursuites judiciaires contre le cinéaste, ex-député européen du Front national. Dans un communiqué, la chancellerie indique que : « A la suite de la publication de jour, dans le mensuel *Globe*, d'une interview de M. Claude Autant-Lara, le garde des sceaux, ministre de la justice, a donné instruction au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris de requérir l'ouverture d'une information des chefs d'injures raciales, diffamation raciale, provocation à la haine raciale et complicité contre Claude Autant-Lara et tous les autres. »

Il appartiendra au magistrat-instructeur de déterminer s'il y a également lieu de poursuivre le cinéaste pour la publication de *Globe* ainsi que le journaliste qui a recueilli les propos du cinéaste.

Le garde des sceaux avait déjà fait engager le 17 août dernier des poursuites contre M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et député européen, pour des propos considérés comme racistes et antisé-

mites et publiés par le quotidien d'extrême droite *Présent* (le Monde du 9 septembre).

Ce dernier a affirmé, vendredi, que « la mise en cause de Mme Simone Veil est tout à fait critiquable », mais que « tout cela ne mérite pas ces remous politiques et médiatiques, car il y a en France des problèmes beaucoup plus importants ». Interrogé à FR3 Dijon, qui lui demandait s'il avait pu tenir des propos identiques à ceux de M. Claude Autant-Lara, élu sur sa liste aux élections européennes, M. Le Pen a répondu : « Non, je ne les tiens pas. Si je les avais tenus, cela se saurait. Or je ne les ai pas tenus. Je considère que la mise en cause de Mme Veil est tout à fait critiquable. D'ailleurs, Mme Veil, à l'exception de tous les autres commentateurs, a eu une position digne, elle s'est abstenue de commenter. » Pour le président du FN, le mensuel *Globe* et son directeur de la rédaction, Georges-Marie Benamou, sont « critiquables ». « Je crois qu'il est tout à fait coupable du scandale qu'il a créé délibérément en rendant publics des propos qui sont choquants, mais qui étaient prononcés dans une ambiance privée. » M. Le Pen s'en est pris également « à la meute de chiens courants qui, comme d'habitude, exaltent, dans ces circonstances, avec MM. Juppé et Létard, de se précipiter avant d'avoir l'article sous les yeux. »

Venu à Dijon pour soutenir les trois candidats de son parti aux sénatoriales, M. Le Pen a par ailleurs demandé à M. Laurent Fabius un débat « public et télévisé » sur les accusations d'antisémitisme dont fait l'objet le Front national, « sujet, dit-il, sur lequel on ne donne que des appréciations vagues et furieuses ». Il a estimé que « l'affaire qui vient de naître et qui est orchestrée est un de ces orages de vendetta qui reviennent chaque année pour accablés la fable d'antisémitisme du Front national. Ainsi, cha-

que année, on chasse à courre le fasciste et on traque sans pitié la bête, mais généralement tout cela tourne en eau de boudin ». Il s'agit, selon lui, entre M. Claude Autant-Lara et *Globe* d'une conversation téléphonique extorquée, espionnée, dont on s'est servi contre la volonté de celui qui l'a prononcée. Il appartenait à M. Benamou, pour respecter la dignité de Mme Veil, égaré, c'est vrai, de manière regrettable, de ne pas publier ce qu'il avait entendu par le tronc de la serrure.

D'autre part, quatorze députés, sept socialistes et sept RPR, avaient demandé vendredi soir au garde des sceaux, d'engager immédiatement des poursuites judiciaires, après les propos tenus par le cinéaste. Ont signé le texte : les députés socialistes Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), Jean-Marie Bockel (Haut-Rhin), Frédérique Bredin (Seine-Maritime), Julien Dray (Essonne), François Hollande (Corrèze), Jean-Marie Le Guen (Paris), Marie-Noëlle Lienemann (Essonne) ; les députés RPR Michel Barnier (Savoie), Alain Carignon (Isère), Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine), François Fillon (Sarthe), Etienne Pinte (Yvelines), Eric Roult (Seine-Saint-Denis) et Jacques Toubon (Paris).

Le CGT du Monde. - « Alors qu'en cette année du Bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, l'antisémitisme des groupes fascistes d'avant-guerre resurgit sur la scène politique pour se conjuguer avec les campagnes d'incitation à la haine raciale contre les immigrés : alors que, comme sous Pétain, le racisme semble redevenir une doctrine », la CGT du journal le Monde condamne avec force les déclarations et propos racistes, en appelle le gouvernement à appliquer à leurs auteurs la législation réprimant ces délits. »

« La représentativité du CDS est excessive » déclare M. Yves Galland, président du Parti radical

« Pourquoi êtes-vous hostile à une réforme du fonctionnement interne de l'UDF, qu'appellent de leurs vœux MM. François Létard et Pierre Méhaignerie ? »

- Ce ne sont pas les structures telles qu'elles sont qui nous ont empêchées de travailler, mais les hommes. Je suis tout à fait ouvert à toute réflexion qui nous permettrait d'améliorer les structures. Nous avons envisagé de le faire pour le conseil national, mais je suis hostile à toute évolution qui se paraitrait soit néfaste - par exemple l'apparition du droit de veto d'une commission serait stérilisante, soit injuste, comme la prééminence de telle ou telle formation sur les autres alors qu'en onze ans je n'ai jamais vu aucune petite formation créer de difficultés.

- Sur le plan électoral, une remise en cause s'impose afin que chacun puisse bénéficier d'une façon équitable de l'efficacité de la confédération. Avec sérénité et à la lumière des résultats des européennes, je demanderais, et je crois que je ne serai pas le seul, un réajustement pour le Parti radical et des engagements qui nous permettent d'assurer, en particulier aux élections législatives, une meilleure représentation. Je suis tout prêt à ouvrir ce

débat, convaincu par exemple que la représentativité excessive du CDS est aujourd'hui excessive, compte tenu de sa force réelle. Cette démarche ne s'engage pas contre quelqu'un, mais pour ce que je considère comme élémentaire à l'égard du Parti radical et utile à la confédération.

- En tout état de cause, l'UDF fonctionne, prend des décisions, son bureau se réunit et nous prouvons le mouvement en marchant, et nous apportons la clarification sur le certain nombre de formations participent beaucoup plus qu'on ne le disait à la vie et à l'efficacité de l'UDF.

Clarifier

- Le président du Parti républicain et celui du CDS souhaitent également une clarification sur le positionnement politique de la confédération.

- C'est un problème essentiel que je souhaite aborder avec nos partenaires de la confédération. François Létard et Pierre Méhaignerie posent un débat qui est celui de toute l'opposition : comment pouvons-nous être une force d'alternance qui gagne en 1993 ? Il faut que nous menions une réflexion sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas gagné en 1988, après avoir bien gouverné. Nous sommes convaincus que c'est la dimension solidaire du libéralisme qui doit être prédominante dans l'axe de l'opposition : libéralisme, générateur de richesses, richesses permettant de financer une politique économique porteuse d'emplois, et une politique de réajustement des chances avec de véritables projets concrets en matière scolaire, auxquels nous sommes très attachés.

Entre les tenants de plusieurs lignes, nous voulons savoir quelle sera l'orientation de l'UDF d'abord et de l'opposition tout entière ensuite, car nous ne regagnerons pas la majorité sur l'axe qui pouvait être celui de 1981, choix de société, ou celui de 1986, changement fondamental de cap gouvernemental. Nous sommes placés maintenant devant la nécessité impérieuse d'affiner notre positionnement politique et notre communication. Ceci est un vrai débat dans l'opposition, que nous devons d'abord avoir à l'UDF.

Propos recueillis par
DANIEL CARTON ET
ANNE CHAUSSEBOURG.

● M. JOSPIN : « Solidaire dans l'expression publique ». - « Il faut discuter au sein du gouvernement (...) mais il faut être solidaire dans l'expression publique », a déclaré, vendredi 8 septembre à Toulouse, le ministre de l'éducation nationale,

صحنه من العمل

Un rapport sur la santé en France Vieillir ou fumer

Les Français sont-ils en bonne santé ? Interrogés en 1987 par l'INSEE, des d'entre eux - 71 % des hommes et 63 % des femmes - jugeaient leur état de santé « bon » ou « très bon ». Cette appréciation est-elle corroborée par les données statistiques les plus récentes ? Un rapport intitulé *La Santé en France*, élaboré par la direction générale de la santé et le service de statistiques des études et des systèmes d'information (SESI) du ministère de la Santé, de la Santé et de la protection sociale (1), montre que si l'état sanitaire de la France est dans l'ensemble satisfaisant, encore faut-il nuancer ce jugement en tenant compte des nombreuses disparités, sociales en particulier, qui subsistent.

En 1987, l'espérance de vie des hommes était de 72 ans et celle des femmes de 78,3 ans. Ce qui indiquait une progression respectivement de 2,3 et 2,5 ans par rapport à 1977. Aujourd'hui 10,5 millions de Français, soit une personne sur cinq, sont âgés de plus de soixante ans. Il y a vingt ans on en comptait une sur six. En l'an 2000 il y en aura 12 millions. Plus nombreux, les vieux sont, en outre, de plus en plus vieux.

Ce vieillissement de la population, qui signifie d'une meilleure prise en charge des maladies les plus répandues, est illustré par une autre donnée : actuellement, la probabilité de fêter son quatre-vingt-cinquième anniversaire est de 19 % pour un homme et de 41 % pour une femme. Soit plus du double de ce que l'on observait en 1950.

Cet accroissement de la durée de vie pose de très nombreux problèmes, tant d'ordre sanitaire que d'ordre socio-économique. Ainsi, par exemple, les dépressions concernent actuellement un quart des personnes de plus de soixante-cinq ans. Environ 5 % de la population âgée de plus de soixante-cinq ans souffrent de troubles cognitifs sévères plus communément appelés « démence ». Ce taux croît de façon importante avec l'âge et, approche 15 % au-delà de quatre-vingt-cinq ans. La moitié de ces personnes - soit environ 300 000 personnes - sont des démences séniles de type Alzheimer.

Le recul de l'infarctus

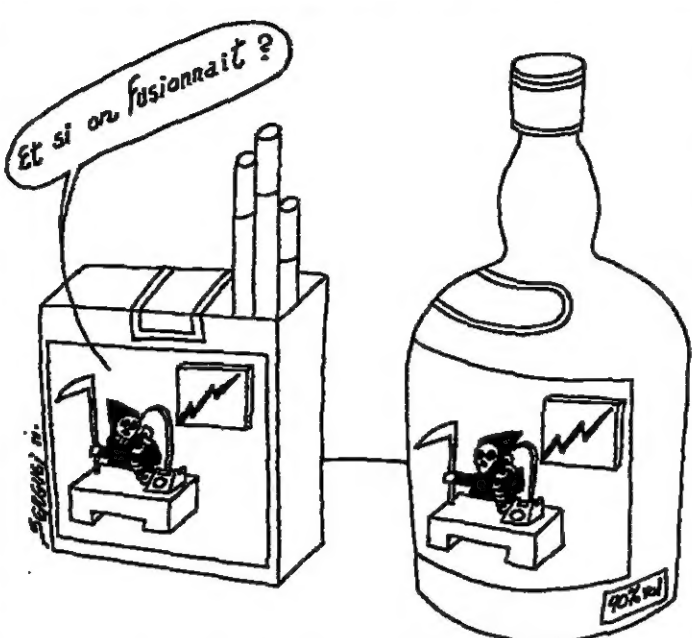
La bonne santé relative des Français a donc ses revers. Comme le note le rapport, ces problèmes qui touchent déjà plusieurs millions de personnes « s'accroissent car la situation démographique de la France est telle que le vieillissement de la population est inéluctable ».

En ce qui concerne les principales causes de mortalité, on retrouve dans le rapport à peu près les mêmes constatations que dans le document similaire élaboré en 1984 sous l'égide de M^{me} Georgina Dufaux et de M. Edmond Hervé, respectivement à cette époque ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et secrétaire d'Etat chargé de la santé.

Les maladies cardio-vasculaires demeurent aujourd'hui la première cause de mortalité en France avec environ 200 000 décès par an soit plus du tiers de la mortalité générale. Ces pathologies constituent la deuxième cause de décès avant soixante-cinq ans après les cancers. Fait encourageant : de 1975 à 1985 les décès par maladie cardio-vasculaire dans la tranche d'âge de quarante-cinq à soixante-cinq ans ont diminué. Plus spécifiquement, la mortalité par cardiopathie ischémique (infarctus du myocarde) a baissé durant cette période et dans cette classe d'âge de 11 % chez l'homme et de 30 % chez la femme. Mais encore, la mortalité par accident vasculaire cérébral s'est réduite de 38 % chez l'homme et de 41 % chez la femme. L'apparition de nouvelles thérapeutiques et en particulier un meilleur contrôle médical de l'hypertension artérielle (l'un des principaux facteurs de risque des maladies cardio-vasculaires) expliquent pour partie cette réduction des décès qui, comme le notent les rapporteurs, constitue une des causes principales des gains de mortalité observés ces dernières années.

A l'inverse, la part des cancers dans la mortalité globale ne cesse de progresser, essentiellement chez les hommes. Quatrième grande cause de décès en 1925, le cancer est en dixième position cinquante ans plus tard. Il constitue même la première cause de décès entre trente-cinq et soixante-quatre ans. Principal responsable, le cancer du poumon chez l'homme qui ne cesse de croître. Il est devenu aujourd'hui la cause de la mort la

Un important rapport consacré à la santé en France réalisé sous l'égide du ministère de la Santé, de la Santé et de la protection sociale sera rendu public lundi 11 septembre. Comme en témoigne l'augmentation constante de l'espérance de vie, l'état sanitaire de la France est relativement bon. Même si l'on note une hausse des cancers, en particulier broncho-pulmonaires, et si demeurent de nombreuses inégalités devant la santé.



plus meurtrier responsable chaque année de 30 000 décès environ (on en prévoit 30 000 dans les années 90). Il est de préciser que cette augmentation du nombre de décès par cancer broncho-pulmonaire, qui jusqu'à présent a concerné neuf fois sur dix des hommes, résulte de l'accroissement quasi ininterrompu du tabagisme. Fait inquiétant, on peut craindre également dans les années à venir une augmentation de la mortalité féminine par cancer du poumon, le tabagisme n'ayant que récemment touché cette population.

EN revanche le cancer de l'estomac qui était le plus fréquent dans les années 50 a rétrogradé au cinquième rang après les cancers du poumon, du colon, du sein et des voies aéro-digestives supérieures. Sans doute faut-il voir là une conséquence positive de la généralisation de la conservation des aliments par réfrigération. Parmi les autres localisations cancéreuses, le cancer du sein demeure le plus fréquent chez la femme. Sa fréquence croissante pourrait être due, selon le rapport, à l'évolution récente de deux facteurs de risque : l'âge tardif des femmes à la naissance de leur premier enfant et le faible nombre d'enfants.

En ce qui concerne le sida, les auteurs du rapport estiment que s'il pourrait y avoir dix mille nouveaux cas en 1990 il est impossible de faire des prévisions fiables à plus long terme. Tout juste observent-ils « les premiers signes positifs d'une prise de conscience du danger dans les groupes à risque et dans la population générale. Ainsi, la vente des préservatifs dans les pharmacies a-t-elle augmenté de 40 % après la levée de l'interdiction de leur publicité ».

Plus inquiétant, les rapporteurs notent que « les maladies infectieuses ont interrompu leur tendance séculaire à la baisse et tendent à croître maintenant chez les hommes. La situation, ajoutent-ils, devrait s'aggraver avec le sida dans les effets sur les indicateurs de mortalité vont rapidement devenir sensibles ».

La surconsommation des tranquillisants

Parmi les autres grands problèmes de santé publique, la consommation d'alcool et de tabac demeure l'une des préoccupations majeures. Même si on peut constater que depuis 1963 la consommation totale d'alcool en France diminue (un adulte de plus de vingt ans consomme en moyenne par an 19,6 litres d'alcool pur actuellement contre 25 litres en 1970), il n'en reste pas moins qu'en 1987 13 600 décès, 10 800 par cirrhose et 2 800 par alcoolisme et psychoses alcooliques, ont été attribués à l'effet direct de la consommation d'alcool. A cela il faut ajouter environ 14 000 décès par cancer des voies aéro-digestives supérieures, de l'oesophage et du foie ainsi que les morts par accident.

En ce qui concerne le nombre annuel de décès liés au tabac, on l'estimait en 1985 à 61 000 (soit 12 % de la mortalité) - dont 55 000 pour les hommes. La moitié de ces décès sont dus au cancer, un tiers aux maladies cardio-

vasculaires et le reste surtout aux maladies de l'appareil respiratoire.

Signe des temps, la consommation de somnifères, de tranquillisants et d'antidépresseurs s'est multipliée par cinq depuis 1970. 16 % de la population française consomment régulièrement un médicament psychotrope en associant bien souvent au tabac ou à l'alcool.

Globalement, la baisse de la mortalité n'a pas profité à tout le monde de la même manière. Les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans et de cinquante-cinq à soixante-cinq ans n'ont pas eu effet bénéficié de cette bonne conjonction générale, les premiers du fait de l'accroissement du nombre des accidents de la circulation, des suicides et des « troubles immunitaires » (c'est-à-dire essentiellement le sida), les seconds à cause de l'augmentation de la fréquence de certains cancers.

D'une manière générale indique le rapport « les femmes continuent de mieux profiter de l'amélioration générale de la durée moyenne de vie. Durant ces vingt dernières années la distance entre hommes et femmes s'est accrue d'une année de vie ». Cette différence, de huit ans actuellement, est plus forte que celle observée dans les autres pays d'Europe. A tel point que les femmes françaises sont parmi les européennes celles qui vivent le plus longtemps tandis que ce

point de vue la place des hommes est, dit le rapport, « médiocre ». L'explication de ces disparités n'est guère aisée. L'influence des modes de vie semble en tout cas prépondérante. Nombreux sont les désavantages des hommes en la matière indiquent les rapporteurs : consommation excessive de tabac et d'alcool, suicides plus fréquents, conduite dangereuse au volant mais aussi dans les tâches domestiques ou les loisirs. A quoi il faut ajouter des conditions de travail risquées ou usantes. Certains spécialistes voient en outre dans ces disparités le fait que les femmes « ont une meilleure capacité à profiter des progrès sanitaires ». Elles sont en effet mieux suivies médicalement que les hommes entre quinze et quarante-cinq ans du fait des maternités et de la contraception.

Les inégalités sociales

Au-delà de ces disparités liées au sexe, l'inégalité sociale reste toujours d'actualité sur le plan de la santé. Chez les hommes une différence de mortalité importante existe entre catégories socio-professionnelles. Pendant la période de 1975 à 1980, neuf ans d'espérance de vie à trente-cinq ans séparaient un professeur d'un ouvrier. Les comportements vis-à-vis des soins médicaux diffèrent aussi d'un milieu social à l'autre. Tout indique, peut-on lire dans le rapport, que les plus aisés accordent une plus grande attention à la santé.

Les différences sociales n'ont pas semblé-t-il pas tendre à se réduire (à ce propos on regrettera que les données n'aient pas été actualisées, les plus récentes datant de 1980) : ainsi, par exemple, les cancers frappent proportionnellement plus les ouvriers tandis que la baisse des décès par maladie cardiovasculaire a été plus forte pour les catégories les plus favorisées.

Cette photographie relativement précise de l'état sanitaire des Français souligne une fois de plus le fait que notre système de soins, à savoir l'absence d'une véritable politique de santé publique qui s'attaquerait enfin aux grands maux que sont, par exemple, le tabac ou l'alcool. Faudrait-il que la consommation médicale qui en 1988 a atteint 8,28 F, en moyenne par habitant, soit 8 % de l'ensemble du produit intérieur brut - atteigne un seuil difficilement compatible avec la richesse nationale pour qu'enfin les pouvoirs publics dépassent en matière de santé publique le stade des bonnes intentions ?

FRANCK NOUCHI.

(1) La santé en France - faits majeurs, grandes tendances, édité par la Documentation française, 110 F.

RELIGIONS

Israël évite de monter en première ligne dans le conflit du carmel d'Auschwitz

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Dans le conflit du carmel d'Auschwitz, le gouvernement israélien est, jusqu'à présent, resté relativement discret. L'attitude peut surprendre : « Ne sous le signe de l'holocauste, pour reprendre l'expression d'un historien, Israël se veut le défenseur naturel des Juifs du monde entier » (1), ayant vocation à occuper une « position centrale » dans la vie du peuple juif.

Ce n'est pas que le contentieux sur Auschwitz laisserait indifférent à Jérusalem - bien au contraire. Sans avoir été partie prenante à l'accord de Genève sur le déplacement du carmel, le gouvernement israélien en soutient sans réserve les résolutions et approuve l'action des communautés juives qui entendent en obtenir l'application.

Les propos du primat de Pologne, Mgr Józef Glemp, notamment sur le prétendu pouvoir des Juifs dans des « mass media » qui seraient « à leur disposition », n'ont pas non plus laissé indifférent. La presse israélienne s'est largement faite l'écho de l'indignation. De même s'est-elle prise position, depuis le début de l'affaire d'Auschwitz, contre tout déniement de la symbolique de la Shoah et s'est-elle longuement, et parfois amèrement, commentée les récentes déclarations du pape sur les relations entre l'Eglise catholique et le judaïsme. Cela a notamment été le cas lorsque Jean-Paul II a évoqué « l'infidélité » du peuple juif à son alliance avec Dieu.

Normalisation avec Varsovie

Mais les prises de position, les commentaires officiels ont été assez rares, comme si le gouvernement jouait inopportuniste, voire contre-productif, de s'impliquer plus avant dans ce conflit entre Juifs et chrétiens. De retour fin août d'une visite officielle à Varsovie, où il a séjourné à l'invitation de son homologue polonais, le ministre israélien des affaires religieuses, M. Zevulun Hammer, n'a guère été prolix. Le chef de la section d'intérêts israéliens à Varsovie (qui tient lieu d'ambassade) a participé à certaines des cérémonies marquant en Pologne le cinquantième anniversaire de la seconde guerre mondiale - ces mêmes cérémonies que des représentants de communautés juives ont boycottées pour manifester leur mécontentement après les déclarations de Mgr Glemp.

En somme, on s'attache d'abord à faire la différence entre l'Eglise polonaise et le gouvernement polonais, un gouvernement qui, après tout, n'était pas, lui non plus, partie

prenante aux accords de Genève et avec lequel Israël entend poursuivre un processus de normalisation diplomatique déjà bien avancé. Mais les milieux officiels disent encore que dans une affaire dont la portée - morale, religieuse ou politique - dépasse les seuls intérêts de l'Etat hébreu, il est préférable qu'Israël ne se mette pas en avant et laisse faire les communautés juives et autres.

Une intervention plus directe

Interrogé, de manière plus générale, sur la question de l'anti-sémitisme, le premier ministre, M. Itzhak Shamir, confiait, vendredi 8 septembre, au *Jerusalem Post* : « La lutte contre ce phénomène est certainement noire dévoir, et même noire destin (...) Idéologiquement, spirituellement, nous devons être à l'avant-garde (de ce combat) mais pas nécessairement en première ligne quand il s'agit de l'activité quotidienne où il y a des organisations juives et non juives qui s'en chargent et pas si mal... ». Je n'ai pas intérêt, ajoutait M. Shamir, à ouvrir de nouveaux fronts de par le monde, le gouvernement d'Israël a déjà suffisamment de problèmes, son rôle est de s'occuper de l'Etat. Un Etat, c'est quelque chose de différent... ».

Sur le conflit avec l'Eglise catholique, il répond : « Vous ne suggérez tout de même pas que l'Etat d'Israël doive déclarer une guerre totale à l'Eglise ? d'accord, nous avons un différend, nous devons nous en occuper (...) et le préférons de beaucoup que nous entretenions de bonnes relations avec l'Eglise et que le Vatican reconnaisse Israël ; nous ne devons pas ignorer les tensions [avec l'Eglise] ni même les minimiser mais devons-nous, pour autant, monter aux barricades ? ».

Les propos n'est pas toujours partagés par les commentateurs de la presse israélienne : à mesure que s'enlève le contentieux sur Auschwitz et que le Vatican est à son tour sollicité, certains éditorialistes commencent à appeler à une intervention plus directe d'Israël.

ALAIN FRACHON.

(1) Elie Baranvi, Une histoire moderne d'Israël, Flammarion.

● Soutien du Vatican aux dernières propositions polonaises. - Radio-Vatican a longuement cité, vendredi 8 septembre, le texte de la commission de l'épiscopat polonais proposant une « reprise des pourparlers, pour la réalisation du nouveau centre interreligieux de prières (NDLR : à l'extérieur du camp d'Auschwitz), dans l'esprit des accords de Genève » (*Le Monde* du 8 septembre). A ce propos, le Père Jean Dujardin, responsable au nom de l'épiscopat français des relations avec le judaïsme, a fermement démenti dans un communiqué les informations faisant état d'un durcissement de la position de l'épiscopat polonais.

Une lettre au pape de M. Gorbatchev

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a écrit à Jean-Paul II. Selon un responsable du Vatican, cité par la *Repubblica* du samedi 9 septembre, M. Gorbatchev a exprimé le souhait de rencontrer personnellement le pape au moment de sa prochaine visite à Rome, sans doute le 25 novembre prochain. Ce serait la première rencontre d'un numéro un soviétique avec le pape au Vatican. Cette lettre serait également une réponse à celle que le pape avait fait parvenir à M. Gorbatchev par l'intermédiaire du cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat, en juin 1988, au moment des festivités du millénaire de l'Eglise russe. Le pape avait alors évoqué la question des libertés religieuses en URSS.

● CHARVIEU-CHAVAGNEUX : inauguration de la mosquée provisoire. - Un lieu de culte musulman provisoire a été inauguré, vendredi 8 septembre, à Charvieu-Chavagneux (Isère) par des personnalités d'Algérie et de Tunisie, pour remplacer la mosquée qui avait été détruite au bulldozer le 16 août dernier. Aux termes d'un récent accord entre la communauté musulmane de Charvieu et la municipalité, une villa de la commune sera prochainement achetée en vue d'en faire un lieu de culte permanent.

ARCHÉOLOGIE

Les éclats d'Angkor

Les temples d'Angkor (Cambodge) semblent ne pas avoir trop souffert de la guerre. Tel est l'avis de M. Claude Jacques, qui a travaillé sur des fouilles à l'Ecole française d'Extrême-Orient. Secrétaire général de l'Association des amis d'Angkor (1), M. Jacques est allé voir quelques-uns des deux cent quatre-vingt-sept temples de l'ensemble d'Angkor à trois reprises depuis le début de cette année.

Des éclats d'obus ont abîmé quelques mètres carrés de la galerie sud d'Angkor Vat et des soldats se sont « amusés » à tirer à la mitrailleuse sur des statues, des gracieuses danseuses célestes qui ornent par milliers les parois des temples. Le temple de Phnom Bakheng - qui n'a pu être visité par M. Jacques - pourrait être fort endommagé car on s'y est battu.

Il y a aussi les pillages. D'une part, des têtes de statues ou des stèles ont été manifestement détachées au burin. D'autre part, on voit apparaître sur le marché des sculptures indubitablement khmères. Mais l'ensemble d'Angkor couvre plusieurs centaines de kilomètres carrés et la conservation ne dispose que de quatre-vingt personnes dont une partie travaille dans les bureaux...

La végétation couvre en partie les temples. Les broussailles sont très spectaculaires, mais ne sont pas dangereuses pour les monuments. Les foragers (des armées gigantesques) commencent tout

juste à insérer leurs racines entre les pierres qu'elle décolleront si rien n'est fait. Mais autant les broussailles peuvent être bien utiles pour les paysans, autant les foragères nuanceront l'intervention de spécialistes. M. Jacques a rappelé le rôle bénéfique de la végétation que Bernard-Philippe Groslier (le dernier conservateur français d'Angkor) avait déjà souligné : la végétation protège les temples de la pluie et du soleil. Mais la végétation actuelle cache d'innombrables mines...

L'âge est le plus grand menace qui pèse sur les temples construits du septième au treizième siècle. Particulièrement les « temples monogènes » dont les terrains de support mal drainés ont tendance à s'affaisser, déstabilisant ainsi les monuments.

Restauration polonaise

Le 1^{er} septembre, M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a reçu le prince Norodom Sihanouk. Le prince a demandé à l'UNESCO d'assurer la coordination des travaux de sauvetage d'Angkor. Mais la situation est compliquée : l'UNESCO et la plupart des pays ne reconnaissent pas le régime cambodgien actuel mis en place en 1978 par les Vietnamiens. Toutefois, les autorités de Phnom Penh seraient d'accord pour que l'UNESCO joue ce rôle de coordinateur.

La mise sur pied d'une coordination internationale est urgente. Déjà, une mission indienne travaillant à Angkor Vat avec plus ou moins de bonté d'âme, les polonaises s'occupent de peintures faites en... 1900 d'un temple de Phnom Penh et va commencer à s'intéresser au Bayon (un des principaux temples d'Angkor). Certes, les Polonais ne comptent pas grand chose à l'art khmer. Mais ils sont des restaurateurs très sérieux et très méthodiques et ils espèrent l'aide des spécialistes français.

De toute façon, les travaux à faire sont gigantesques sans qu'il soit possible actuellement de faire la moindre évaluation du coût des opérations. Ils demanderont beaucoup de temps et d'argent. Ce qui suppose une très large coopération internationale dans laquelle les organisations non gouvernementales devraient jouer un rôle très important. Déjà la Getty Foundation a fait savoir qu'elle était prête à donner de l'argent pour le temple de Baphuon (proche du Bayon) et des experts français travaillent avec elle. La World Monument Foundation voudrait, elle aussi, participer au sauvetage d'Angkor.

Il est vrai que l'ensemble d'Angkor est une des grandes merveilles du monde dont la sauvegarde s'impose à la conscience du monde entier.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le siège de l'Association des amis d'Angkor est au musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris.

Société

SPORTS

TENNIS : Open des Etats-Unis

John McEnroe
du simple au double

Pour la première fois dans l'histoire du tennis open une équipe de gauchers a remporté l'épreuve de double d'un tournoi du grand chelem : l'Américain John McEnroe et l'Argentin Mark Woodforde se sont, en effet, imposés, vendredi 8 septembre, à la paire américaine Flach-Seguso en finale de l'Open des Etats-Unis. C'est aussi la quatrième fois que l'ancien champion du monde inscrit son nom au palmarès de cette épreuve.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Martina Navratilova s'est offert, vendredi 8 septembre, le luxe d'une colère. La championne était furieuse parce que les organisateurs de l'Open des Etats-Unis avaient programmé la finale du double messieurs entre les deux favoris, John McEnroe et Jim Flack, à la place d'une partie de double mixte. Elle a tenu à la présence d'un seul homme sur le Stadium : John McEnroe, l'ancien champion qui n'était pourtant pas tête de série. Un drôle de phénomène.

« La dotation du tournoi de double représente 30 % du montant total des bourses versées à l'Open, mais l'audience de ces matches ne représente pas 3 % », a constaté Ken Flach qui a longtemps constitué avec Robert Seguso la meilleure paire du monde. Avec une amertume avouée par la défaite sabbatienne dans la finale du double messieurs, l'Américain se demandait s'il ne valait pas mieux supprimer cette épreuve du programme des tournois. Mais en posant la question il y répondait : « Dans les clubs de tennis les trois quarts des pratiquants jouent en double, mais dans les tournois les spectateurs connaissent les cinq ou six premiers du classement mondial et payent pour les voir jouer. Voilà le paradoxe, voilà le scandale ! Alors qu'avec Seguso nous avons été la paire de Coupe Davis américaine invaincue pendant des années, alors que nous avons été les champions en 1984 et finalistes en 1987, pendant tout ce tournoi 1989 nous n'avons pas joué une seule fois sur le Stadium avant la finale. Uniquement parce que les gens ne nous reconnaissent pas, parce qu'ils veulent voir seulement des célébrités. »

La meilleure paire
du monde

Flach et Seguso sont méconnus du grand public parce qu'ils n'ont pas bénéficié d'une promotion comparable à celle des joueurs de golf : « Les trente meilleurs golfeurs ont gagné plus de 300 000 dollars cette année. En tennis, seuls les deux ou trois premiers ont franchi cette barre. » En fait, la déaffection pour cette épreuve a d'abord commencé par celle des grands joueurs eux-mêmes. Björn Borg a été l'un des premiers à donner le mauvais exemple, bientôt

suivi par tous les meilleurs confrontés à une concurrence de plus en plus sévère en simple. Le public et les médias n'ont fait que suivre.

Ken Flach pourra toujours dire : « Le double ne requiert pas seulement la puissance, il faut encore beaucoup de finesse car la stratégie est totalement différente, et les points sont beaucoup plus rapides, plus spectaculaires. » Il lui sera toujours objecté que le niveau de la compétition est infiniment plus faible depuis que les meilleurs du classement individuel s'en sont désintéressés.

Il y a une dizaine d'années l'Américain Peter Fleming affirmait que « la meilleure paire du monde était constituée de John McEnroe avec n'importe qui ». Il était d'autant mieux placé pour porter ce jugement qu'il n'avait jamais dépassé la centième place mondiale individuelle et que cela ne l'avait pas empêché de remporter quatre fois Wimbledon et trois fois Flushing Meadow aux côtés de son copain d'enfance. Si Flach et Seguso sont montés un peu plus haut que Fleming dans la hiérarchie ils ne sont jamais restés très longtemps dans les cinquante meilleurs. Rick Leach et Jim Pugh, qui les ont aujourd'hui dépassés dans le classement du double, ne sont pas mieux placés.

Bref, pour le malheur de la spécialité, John McEnroe, son dernier fleuron au début des années 80, avait décidé en 1984 de concentrer son énergie sur le simple. Et pour son bonheur il a repris le collier cette année : « J'avais arrêté parce que c'était trop dur de mener de front simple et double. Mais je suis maintenant pourquoi j'aimais tellement cette spécialité. C'est formidable de se battre à deux, de s'encourager mutuellement. Malgré tout il faut reconnaître que nous avons gagné avec Woodforde parce que nous avons été éliminés rapidement du simple et que cela nous a permis de nous concentrer sur ce titre. » A-t-il dit après une victoire qui porte à huit ses succès majeurs en double et à cent quarante sept (record masculin absolu) le total de ses victoires.

Il ne se voyait pas pour autant dans la peau d'un simple spécialiste du double même s'il compte s'aligner aux Internationaux d'Australie, en janvier prochain, pour permettre à son complice de faire la levée australienne du grand chelem. Mais un simple échange - cinq volées échangées avec Flach - a bien montré vendredi qu'elle était sa maîtrise de la discipline. Quoiqu'en pense tous les Flach et Seguso du circuit, elle reste une spécialité mineure sans la participation des plus grands. Or, pour le malheur des médiocres qui en avait fait leurs choux gras, par un mouvement de balancier comme il y en a en toute chose, des joueurs de premier plan comme Ivan Lendl y reviennent insensiblement. Personne alors ne pourra plus se désintéresser du double, mais personne ne s'intéressera plus alors aux malheureux Flach et Seguso, qui n'ont pas pesé bien lourds devant McEnroe et son partenaire.

ALAIN GIRAUDO.

Graf et Navratilova
en finale

Comme il était logique, sinon prévisible, Steffi Graf et Martina Navratilova, les deux premières joueuses au classement mondial féminin devaient s'affronter pour la troisième fois de leur carrière samedi 9 septembre, en finale de l'Open des Etats-Unis.

En dépit de crampes aux cuisses à la fin de la troisième manche contre l'Argentine Gabriela Sabatini, l'Allemande de l'Ouest, championne d'Australie et de Wimbledon en titre, s'est qualifiée vendredi pour sa troisième finale consécutive à New-York.

Après avoir éliminé Chris Evert en quarts de finale, Zina Garrison n'a manqué de clairvoyance en demi-finale que dans le tie-break de la première manche contre Martina Navratilova, qui a ensuite pu remporter un vingt-cinquième victoire en simple contre la Noire américaine.

Steffi Graf, qui a perdu seulement deux parties depuis le début de l'année, a été battue pour la dernière fois par Martina Navratilova lors de la finale de l'Open 1987. Depuis, elles ne se sont rencontrées que deux fois, à Wimbledon, où l'Allemande a vaincu en trois manches l'Américaine. Martina Navratilova menait néanmoins 7-5 en les douze matches précédents.

A. G.

Résultats
du 8 septembre

SIMPLE DAMES

● Demi-finales. - S. Graf (RFA, n° 1) b. G. Sabatini (ARG, n° 3) 3-6, 6-2. M. Navratilova (EU, n° 2) b. Z. Garrison (EU, n° 5) 7-6, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS

● Finales. - J. McEnroe (EU)/M. Woodforde (AUS) b. R. Seguso/K. Flach (EU, n° 4) 6-4, 4-6, 6-3, 6-3.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS

● Quart de finale. - F. Sauter (FRA, n° 3) b. M. Rosstrom (SUE) 6-1, 4-6, 6-2.

SIMPLE JUNIORS FILLES

● Quart de finale. - J.-A. Fall (AUS, n° 1) b. S. Testud (FRA) 6-4, 6-3.

ÉDUCATION

● Un collège « Pailleron » fermé pour raison de sécurité. - M. Gabriel Sotto, maire de Villard-Bonnnot (Isère) a pris, vendredi 8 septembre, un arrêté municipal décidant la fermeture du collège de la commune. Construit en préfabriqué, ce collège de type « Pailleron » avait ouvert ses portes en 1988. Une nouvelle inspection de la commission départementale de sécurité, effectuée en janvier 1989, avait recommandé un certain nombre de travaux qui n'ont toujours pas été réalisés.

JUSTICE

En détention préventive depuis quarante-trois mois
L'inspecteur de police Dominique Loiseau
remis en liberté

Après quarante-trois mois de détention préventive, la chambre d'appel de Paris a remis en liberté, vendredi 8 septembre, l'inspecteur de police Dominique Loiseau inculpé d'association de malfaiteurs, vols à main armée, vol avec effraction de nuit, complicité de recel de vols aggravés.

Dominique Loiseau, inspecteur à la brigade de répression du banditisme (BRB) du Quai des Orfèvres, était soupçonné d'être lié à des policiers « ripoux » accusés d'avoir commis plusieurs vols contre des bijoux en profitant de leur fonction. Lui-même avait été accusé,

sous la foi d'une dénonciation provenant d'un déteu, d'avoir pris part à une agression contre un centre Leclerc, à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), ainsi que contre deux fourneaux à Auvers-sur-Oise (le Monde du 27 février 1988).

Survenant quelques jours après la mort d'un autre policier, l'inspecteur Jean Vriandis, tué le 14 janvier 1986 à Paris, rue du Docteur-Blanche, lors d'une fusillade avec des malfaiteurs, l'arrestation de l'inspecteur Loiseau, le 21 janvier 1986, avait créé un certain émoi dans les rangs policiers. L'inspecteur Vriandis, mort en service, faisait, en effet, l'objet de

la même enquête que celle qui allait conduire Dominique Loiseau en prison.

La lenteur de l'instruction et la sévérité du magistrat qui avait fait placer son inculpé au secret durant six mois avaient accru le malaise dans les rangs de la police judiciaire parisienne, provoquant, à de multiples reprises, la mobilisation des syndicats. Ces derniers qui, toutes les fois que des policiers étaient arrêtés, se faisaient de la libération de leurs collègues, réclamaient soit un jugement rapide, soit une mise en liberté dans l'attente du jugement. L'inspecteur Loiseau devait être jugé aux assises dans le courant de l'année prochaine.

Au tribunal de Draguignan

Les « potes » et les « sales Français »

Farid Tahri, dix-neuf ans, tuciste depuis le mois de mars dernier à la « maison des potes » de SOS-Racisme du Luc-en-Provence (Var) a été accusé de...

« racisme » pendant une audience du tribunal correctionnel de Draguignan. Du racisme « antiraciste », a précisé le substitut du procureur de la République, M. Jean-Claude Dury. Farid, qui comparait, mercredi 8 septembre, pour outrage à agent de la force publique et vol de fait en compagnie de quatre de ses camarades, était accusé d'avoir frappé et insulté des gendarmes au cours d'une bagarre survenue lors d'une fête.

Au milieu de la mêlée, les jeunes beurs - qui sont de nationalité française - avaient traité les français de « sales Français » en leur promettant : « On aura votre peau. » Une insulte suffisamment grave pour que le substitut invoque pendant l'audience une circulaire de la chancellerie du 6 juillet 1989

demandant au parquet une plus grande vigilance envers les « infractions inspirées par le racisme ».

Mardi 5 septembre, à 1 heure du matin, Farid revenait d'un conseil d'administration départemental de SOS-Racisme en compagnie d'autres « potes ». La fête votive du Luc, la Saint-Joseph, n'était pas terminée, et Farid décidait d'y faire un tour. Là-bas, il reconnaissait dans la foule un militaire de la base de l'EALAT du Cannet-des-Maures, qui, selon lui, l'avait insulté quelques semaines auparavant. La bagarre s'est engagée. Arrivés sur place un peu plus tard, les gendarmes étaient bousculés et pris à partie par les jeunes beurs. Le militaire, Eric Escalier, qui souffrait notamment d'un enfoncement du nez et de la boîte crânienne, était évacué, dans un état sérieux, vers l'hôpital militaire de Marseille dans la nuit.

Cinq jeunes étaient alors arrêtés. Quatre d'entre eux ont

été condamnés le lendemain, mercredi, à un an de prison dont sept mois avec sursis par le tribunal correctionnel de Draguignan. Farid Tahri, Messoud Aourib, Selim Bouthagen et Jean-Philippe Loré, accusés de voies de fait et d'insultes à agent, ont été incarcérés à la prison de Draguignan. Le cinquième a été condamné à deux cent quarante heures de travail d'intérêt général (TIG). « Nous condamnons le geste de Farid, qui est inexcusable, mais il faut le resituer dans son contexte, souligne Gérard Keiff, le responsable départemental de SOS-Racisme. Ici, les jeunes se font insultés tous les jours par les militaires de la base, et le climat est extrêmement tendu. Les accusés de racisme antiraciste » est absurde : pour une fois qu'on applique la circulaire de la chancellerie, on le fait contre eux alors que ce sont eux qui entendent le plus d'injures racistes ! »

A. C.

POINT DE VUE

Les juristes français et l'Europe

La politique du courage

par Philippe Lafarge
bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris

En juillet 1988, le gouvernement de Georges Pompidou créait une commission d'étude chargée de réformer les professions juridiques et judiciaires, et de proposer « l'homme juridique nouveau », selon le projet de René Capitant.

En juillet 1989, M. Dominique Saint-Pierre, chargé par M. Pierre Arpaillange et M. Edith Cresson d'« éclairer le gouvernement dans ses choix et les professionnels du droit dans leur stratégie », vient de déposer un rapport vigoureux dont les premiers mots se lisent : « Une réforme urgente, demain il sera trop tard. »

Il aura fallu vingt et un ans d'attente, de maturation, d'évolution des mentalités, pour que les avocats français, les avocats étrangers en France et les conseils juridiques comprennent, dans leur grande majorité aujourd'hui, qu'ils font le même métier, sont devenus solidaires que concurrents et doivent s'unir s'ils veulent être capables de servir la demande de droit d'un marché européen de 340 millions d'habitants.

C'est dire le temps nécessaire en France pour pénétrer les consciences et modifier les comportements. Sans doute l'histoire de la formation de l'Etat explique-t-elle que la démocratie se soit organisée chez nous avec des corporations, espèces de libertés, mais aussi bastilles de conservatisme.

Il faut avoir le courage de dire que certains avocats ont trop longtemps fermé les portes au progrès, à l'audace et à l'esprit d'entreprise. Ils ont trop longtemps paru obnubilés par une forme traditionnelle d'activité abusivement considérée comme liée aux valeurs morales, à la défense des libertés et à l'indépendance. Ils ont trop souvent pensé défendre les grandes principes alors qu'ils ne faisaient que soutenir de petites convenances.

Mais sous la pression considérable des jeunes la culture du barreau

est devenue réaliste, elle est devenue de servir une demande de droit plutôt que sauvegarde de privilèges ou gestion de monopoles.

Cette prise de conscience est le résultat d'un paradoxe : malgré son retard dans l'organisation des professions juridiques et judiciaires, Paris est devenue la première place juridique en Europe devant Londres.

Parce que Paris est, depuis la fin du dix-neuvième siècle, la capitale d'Europe la plus ouverte aux avocats étrangers, non seulement de l'actuelle Communauté des Douze, mais du monde entier.

Le protectionnisme
aux ordres

Loin d'avoir retiré le pain de la bouche des juristes français, les juristes étrangers ont créé un marché, formé de jeunes Français, entraînés nos propres juristes, qui, malgré les handicaps que la réforme va faire disparaître, sont présents et performants dans le concert international.

Ce constat est à l'origine d'une décision très importante du gouvernement, qui en 1985, a jeté le protectionnisme aux ordres et décidé que les barreaux français seraient ouverts aux avocats de la Communauté au terme d'un simple examen. Cette petite révolution a placé Paris, huit ans avant 1993, à la pointe du progrès en matière de liberté d'établissement des avocats.

Unilatéralement, les barreaux français ont dû parler sur la Communauté européenne. Ils en retirent déjà le bénéfice avec l'installation d'une centaine d'avocats de la CEE qui viennent concourir à l'élargissement du marché juridique français et à sa notoriété.

Tous ces efforts n'auraient pas de sens et seraient ruinés si le gouvernement, maintenant, ne transformait pas sans délai en loi l'excellent rapport de la mission d'étude qu'il a créée sur l'Europe et les professionnels du droit.

Il ne s'agit pas de protéger les juristes en France. Il s'agit seulement de les autoriser à travailler d'une manière moderne, comme

leurs voisins, en unifiant les avocats et les conseils juridiques, en leur permettant de s'associer avec des avocats étrangers, d'exercer dans le cadre de sociétés de capitaux et en définissant l'exercice du droit.

Avec cinquante ans de retard, l'Europe connaît, aujourd'hui, les problèmes qu'ont connus les Etats-Unis avant-guerre. Deux professions complémentaires, mais parfois incompatibles sur le plan déontologique, se sont trouvées tout à coup face à face dans les grandes villes américaines : les comptables (comptables) et les lawyers (juristes). Les comptables auraient-ils la possibilité de faire du droit ?

Commencée en 1938, la confrontation très violente ne s'est résolue que vers les années 1955 par la délimitation très claire de chaque activité. Chaque profession a conservé son territoire. Non pas pour des raisons corporatistes qui, en trente ans, auraient été balayées, mais pour des raisons fonctionnelles et logiques. Les professionnels du chiffre n'ont pas les mêmes repères que ceux du droit. Un cabinet d'audit qui contrôle ne peut aussi jouer à l'avocat qui conseille. Un commissaire aux comptes dont le devoir est de dénoncer au parquet les infractions qu'il constate n'exerce pas une fonction de défense par la force des choses.

Les grands cabinets comptables d'audit internationaux en ont pris leur parti aux Etats-Unis, mais ils ont tant leur chance de faire une OPA sur le droit en Europe.

Ces « Big Eight », les « huit gros », qui sont en passe de devenir, à la suite de fusions-absorptions les « Big Four », ont déjà conquis 90 % de l'expertise comptable française importante, ce qui est naturel compte tenu de leur puissance financière et de leur avance technologique. Ils s'attaquent maintenant en Europe au juridique, ce qui leur est interdit aux Etats-Unis, mais aussi en France, sauf à titre accessoire, depuis l'ordonnance du 12 septembre 1945. Ils convoitent aussi bien l'activité des juristes européens que des juristes américains et représentent trois cent cinquante mille personnes, avec un chiffre d'affaires de plus de la moitié

de celui du budget de la défense nationale en France.

Ces trusts veulent intégrer l'activité juridique dans des ensembles commerciaux internationaux monopolistiques, ce qui ferait perdre aux juristes toute spécificité déontologique. Or la déontologie, ce n'est pas seulement la morale. Un journaliste qui trahit ses sources perd ses sources. Un avocat qui n'observe pas le secret professionnel ou travaille en prenant des commissions sur les affaires qu'il traite trahit ses clients et ne rend pas le service qui lui est demandé.

Un formidable
espoir

Il serait dommage que l'Europe de 1993, faite de six ou de douze pays, voie se détruire une activité juridique spécifique sauvegardée dès 1836 aux Etats-Unis dans l'intérêt du public. Il est donc indispensable que le gouvernement entérine le plus tôt possible le plan de M. Saint-Pierre. Tous les professionnels courageux et clairvoyants sont d'accord. Ces propositions de réorganisation forment un tout qui n'est pas divisible. Une architecture s'accepte ou se refuse mais ne se détaille pas.

Les jeunes sont pour, les syndicats sont majoritairement pour, le barreau de Paris est pour, de même que l'Organisation nationale des conseils juridiques et l'Association des avocats étrangers. Enfin, la Conférence des bâtonniers, qui représente les 55 % d'avocats français hors de Paris, s'est également montrée favorable à une évolution qui aurait dû se produire dès 1971, date d'une réforme malheureusement avortée.

Le gouvernement doit aller de l'avant. Députés et sénateurs doivent avoir la lucidité d'une vision prospective dépourvue de tous les conservatismes. Ils ont en charge l'avenir de ces jeunes pour lesquels le marché unique est un formidable espoir.

Puisse le pouvoir politique avoir autant de ténacité dans les six mois qui viennent que les professionnels du droit en montrant de leur côté.

En Seine-et-Marne

Suicide
d'un parachutiste

Un jeune homme, âgé de vingt-six ans, et dont l'identité n'a pas été communiquée, s'est donné la mort d'une façon spectaculaire, en sautant brusquement son parachute avant de se jeter dans le vide depuis un avion effectuant un lâcher, à 3 000 mètres d'altitude, dans le ciel de Seine-et-Marne.

Le désespéré, un Parisien domicilié dans le dix-huitième arrondissement, était arrivé dans la soirée de jeudi au centre de parachutisme civil de La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne) afin de participer à un stage. Huitième et dernier de son groupe à sauter de l'appareil, il a soudain retiré son harnachement au moment où il s'approchait de la porte avant de se précipiter dans le vide. Son corps a été retrouvé dans un champ de maïs après de longues recherches effectuées par les gendarmes de Coulommiers avec l'aide d'un hélicoptère.

Au domicile du jeune homme, les gendarmes ont trouvé une lettre dans laquelle le désespéré indiquait son intention de mettre fin à ses jours de cette manière.

● Inculpation d'un incendiaire présumé dans le Gard. - Rémy Cornbes, dix-neuf ans, carrossier, auteur présumé de l'incendie de forêt qui s'est produit le lundi 4 septembre à la Grand-Combe, a été inculpé vendredi 8 septembre, d'incendie volontaire et placé sous mandat de dépôt à Alès (Gard). Le jeune homme, qui avait été interpellé la veille, aurait expliqué aux policiers avoir allumé ce feu en raison d'un différend sentimental. Deux pilotes d'un Fokker bombardier d'eau avaient trouvé la mort, en luttant contre cet incendie, après que leur appareil se fut écrasé à la Grand-Combe (le Monde du 8 septembre). Quatre pompiers au sol avaient été blessés par des débris de l'avion.

Défense

Les députés RPR soulignent « l'incapacité du gouvernement » à résoudre la crise de l'armée

Les députés RPR de la commission de la défense demandent, dans un communiqué publié vendredi 8 septembre, au chef de l'Etat, chef des armées, d'indiquer « comment il compte rétablir l'ordre et la confiance dans les armées » et ils déclarent attendre de lui qu'il « mette un terme à la confusion gouvernementale » en constatant « l'incapacité du gouvernement à résoudre la crise de l'armée ».

« La volonté non dissimulée du ministre de l'Intérieur de démanteler la gendarmerie, la totale incompréhension des problèmes de défense dont font preuve plusieurs ministres et, en particulier, celui du budget sont de nature à aggraver la crise et à étendre à l'ensemble de l'institution militaire », soulignent les députés RPR.

« Une commission sénatoriale de contrôle de la gendarmerie. Trois sénateurs du CDS : MM. Jacques Garton (Cher), Bernard Laurent (Aube) et Georges Lombard (Finistère) ont déposé au Sénat une proposition de résolution visant à créer une commission de contrôle sur la situation et l'avenir de la gendarmerie ». Cette commission se proposerait de concevoir des solutions qui remédieraient aux « maux de la gendarmerie », qui, écrivent les trois sénateurs, « n'est pas un simple conflit d'ordre professionnel ».

Pour la première fois

Une brigade ouest-allemande sera aux ordres des Français pour l'exercice « Champagne 89 »

Pour la première fois, une brigade de la Bundeswehr va manœuvrer en France aux côtés du 1^{er} corps d'armée, à Metz, pour lequel ce sera le dernier exercice en terrain libre avant sa dissolution prévue dans le cadre du plan Armées 2000 de réorganisation des forces françaises. A cet exercice, qui mettra en œuvre environ vingt-huit mille hommes, pourront assister des observateurs du pacte de Varsovie.

Baptisé « Champagne 89 », cet exercice aura lieu du 18 au 22 septembre sur le territoire de six départements de l'est de la France, c'est-à-dire la Moselle, la Meuse, la Marne, la Haute-Marne, l'Aube et la Haute-Saône. Du côté français seront engagés la 10^e division blindée (de Châlons-sur-Marne), la 1^{re} division blindée (de Trèves, en Allemagne fédérale) et la 7^e division blindée (de Besançon). Du côté ouest-allemand, c'est la 15^e brigade blindée (de Coblenche) qui, pour la première fois, traversera le Rhin et sera mise aux ordres du général Clarke de Dromantin, commandant le 1^{er} corps d'armée.

Les accords militaires franco-allemands prévoient ce cas de figure où une unité de l'un ou l'autre pays est placée sous le contrôle opérationnel de son allié. Déjà, en 1987, des unités de la Force d'action rapide (FAR) française avaient été mises

sous les ordres du 1^{er} corps d'armée de la Bundeswehr à Stuttgart, à l'occasion des manœuvres « Mäusen hardi ». Ces accords sont valables en temps de paix comme en période de conflit, en coopération avec l'OTAN.

Dès le 11 septembre, des mouvements de troupes par route et sur rail achemineront les forces françaises et ouest-allemandes sur les lieux de la manœuvre. Au total, huit mille véhicules sont concernés. « Champagne 89 » nécessitera le stockage de 15 tonnes journalières de rations individuelles de combat, 39 tonnes de vivres frais et 350 mètres cubes de carburants.

Indépendamment du fait que, pour la première fois, une brigade ouest-allemande sera subordonnée à un commandement français, l'exercice est le dernier qu'organise en terrain libre le 1^{er} corps d'armée français, dont le PC est à Metz. En effet, le plan « Armées 2000 » de restructuration des forces armées françaises, adopté en juillet par le gouvernement, prévoit la dissolution du 1^{er} corps d'armée et l'organisation du corps de batailles français autour, désormais, de deux corps d'armée (à Baden, en Allemagne fédérale, et à Lille), au lieu de trois précédemment, et de la FAR, dont le PC est dans la région parisienne. Au cours de « Champagne 89 » sera testé en vraie grandeur le nouveau système de transmission RITA de l'armée française.

Bicentenaire

Un monument contre-révolutionnaire dans le Berry

LIMOGES de notre correspondant

Un monument contre-révolutionnaire vient d'être érigé dans l'Indre, à Buzançais, par une association berriochonne, Venti 89, qui se propose de dénoncer les « turpitudes de la Révolution française ». Lors de son inauguration, une messe selon le rite de saint Pie-V a été célébrée par un moine de l'abbaye intégriste de Fontgombault (où Paul Touvier fut hébergé quelques temps dans les années 30), en présence de Charles Gosselin de Bourbon, duc d'Aquitaine, oncle de Louis XX, le prétendant légitimiste au trône de France.

Charles Gosselin de Bourbon a prononcé à cette occasion un discours musclé : « La France, a-t-il déclaré, c'était une civilisation fondée sur les principes moraux et des aspirations spirituelles. C'est pourquoi, lorsqu'un gouvernement terroriste et corrompu aspire à la décadence, il est légitime de le combattre les armes à la main. C'est ce que firent nos ancêtres (...). Le combat de nos aïeux est encore d'actualité aujourd'hui et nous avons à le mener quotidiennement jusqu'à ce qu'enfin la France retrouve sa grandeur et son bonheur ».

Ce monument commémore la « Vendée de Palluau », qui opposa le 25 ventôse an IV (15 mars 1796) une armée de sept cents paysans à une unité « bleue » d'une centaine d'hommes venus rétablir l'ordre. Médicinement armés et sans expérience militaire, les paysans furent mis en déroute. Ce fut la « journée des sabots », ainsi nommée en Berry parce que les insurgés abandonnèrent leurs sabots sur le terrain pour enfiler plus vite, sans laisser une centaine de mètres.

GEORGES CHATAIN.

Communication

Accord entre Téléperformance et Actiphone

Concentration dans le marketing téléphonique

Les groupes Etudes et communication (contrôlé par la Générale des eaux) et La Rochefortaise (contrôlé par la famille Douce) viennent de passer un accord pour regrouper leurs moyens dans le secteur de marketing téléphonique et des opérations liées en termes de marketing direct. Cet accord se traduit par divers échanges de participations et la constitution de deux pôles.

Téléperformance (filiale de La Rochefortaise dirigée par M. Daniel Julien) sera l'opérateur unique en matière de marketing téléphonique et supervisera ainsi les activités d'Actiphone (filiale Etudes et communication), l'ensemble des deux sociétés visant un chiffre d'affaires de 150 millions de francs environ et revendiquant la place de premier européen du secteur.

L'actionnariat d'Actiphone devrait être prochainement complété par l'entrée d'assurances et de sociétés d'assistance.

En même temps, toutes les activités liées au marketing direct des deux groupes (gestion de fichiers, d'abonnements, impression d'adresses, routage, télématique) seront sous la houlette de BSI, une société qu'Etudes et communication a rachetée en mai au groupe Bayard-Press. Ce second pôle escompte un chiffre d'affaires de 150 millions de francs également. Il s'inscrit dans les activités d'Etudes et communication (qui contrôle aussi Télémarketing), tournées vers la maîtrise de l'information appliquée à la vente à distance.

M.C.I.

Régie-Presses renforce son état-major

Le groupe Régie-Presses, qui gère médias et régies du groupe Publicis, renforce son état-major. M. Jean-Philippe Saint-Geours, directeur général, a été nommé directeur général adjoint. M. Gérard Morax, directeur général de l'Opéra de Paris, devient directeur général, et M. Gérard Morax prend le poste de directeur des régies. Avec Mme Françoise Huguet-Devallet et M. Philippe Denis, directeurs généraux adjoints, et sous la présidence de M. Bruno Desbarats, l'équipe de direction de Régie-Presses comprendra ainsi cinq membres.

Après une carrière entièrement consacrée au service public, notamment aux ministères des finances et de l'industrie, et un passage de deux ans au cabinet de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre,

M. Jean-Philippe Saint-Geours s'attachera plus particulièrement au développement du groupe. Quant à M. Gérard Morax, qui avait déjà travaillé au sein des groupes Publicis et Régie-Presses avant de rejoindre TV 6 puis M 6, son rôle sera d'animer les différentes régies de magazines et de quotidiens régionaux de Régie-Presses.

Régie-Presses, outre des participations dans les médias comme l'Alliance (Giroudy, Métrobus), réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires de 1,35 milliard de francs dans la régie publicitaire de presse. Régie-Presses détient notamment 49 % du Monde Publicité, régie publicitaire du Monde dans laquelle le Monde est majoritaire.

Un nouveau magazine pour jeunes

Média-Participations lance « Week-end » en association avec « la Suisse »

Le groupe d'édition Média-Participations a lancé le 2 septembre un hebdomadaire destiné aux jeunes de dix à dix-huit ans, *Week-end*. Ce journal de trente-deux pages, consacré pour une moitié à la bande dessinée et pour l'autre à des informations magazine, accompagnera la livraison du samedi du quotidien genevois *la Suisse*, édité par le groupe CICOM de M. Jean-Claude Nicole. Il bénéficiera donc d'une diffusion de cent dix mille exemplaires.

Média-Participations, holding franco-belge constituée à partir du groupe Ampère, a l'intention d'étendre son hebdomadaire à d'autres pays francophones, en signant un accord de partenariat avec divers quotidiens qui le diffuseront. Plusieurs quotidiens de la presse quotidienne régionale ont déjà été approchés en France. Le magazine, selon un administrateur de Média-Participations, « représente un concept novateur : il est publié par un groupe franco-belge, réalisé par les maisons d'édition de bande dessinée *Dargaud* et *Le Lombard* et diffusé en Suisse ». Après l'arrêt de son journal *Tintin reporter*, au début de cet été, Média-Participations, qui ne cache pas ses ambitions européennes (*le Monde* du 21 juillet), souhaite diffuser ce nouveau supplément hebdomadaire à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires en France, en Belgique et en Suisse.

Y.-M. L.

● Nouvelle formule pour la « Cote Desfossez ». — Le quotidien d'informations financières la Cote Desfossez va lancer, le 11 septembre, sa nouvelle formule : maquette redessinée par la société de design britannique Moon Associates, ouverte à la vie de l'entreprise et à l'international dans les articles. La rédaction de la Cote, dont M. Georges Ghosn a pris la présidence en février grâce à l'appui de divers actionnaires (les assurances Prudential, EIFFAGE, le Crédit agricole, la BNP, la Mondiale, etc.), a aussi été renforcée. Le groupe de M. Ghosn prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 100 millions de francs en 1989 (contre 83 en 1988). Il comprend le quotidien la Cote Desfossez (24 121 exemplaires vendus en moyenne en 1988), un service minitel (11 million d'appels par mois, ce qui en fait le leader du secteur de l'information économique), un service d'archives et de documentation, un studio audiovisuel. Grâce à un accord entre la Société des Bourses françaises (SBF) et la Cote, celle-ci offre aussi un service boursier de cotations relié par satellite à la SBF, le Flux instantané de marché (FIM).

● Walt Disney ouvre un studio d'animation à Montreuil-sous-Bois. — Les studios Walt Disney ont annoncé qu'ils allaient implanter à Montreuil-sous-Bois, dans la région parisienne, un studio d'animation qui produira des longs métrages d'animation et des émissions de télévision. Walt Disney Animation France sera dirigé par MM. Paul et Gaëtan Brizzi, déjà producteurs de films d'animation.

Le Carnet du Monde

Décès

— La baronne d'Arthay, Anne-Karine et Cécile d'Arthay, Le baron et la baronne Philippe d'Arthay et leurs enfants, Le baron et la baronne François d'Arthay et leurs enfants, Xavier et Sophie d'Arthay et leur fille, Béatrice de Chavagnac, ont la douleur de faire part de décès accidentel de

Jacques d'ARTHUY,

survécu à Rio-de-Janeiro, le 2 septembre 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris-4^e, le mardi 12 septembre, à 14 heures, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Ses amis sont invités à se retrouver à 13 h 45, devant la fontaine Saint-Phal, rue du Cloître-Saint-Merri.

— Sennereux, Loches (Indre-et-Loire), Paris (Seine), Vandœuvre-sur-Meuse (Aube), Peymeinade (Alpes-Maritimes).

M^{me} Jeanine Degliame-Fouché, son épouse, M^{me} Claude Degliame, sa fille, et M. Jean-Michel Rabreau, M^{me} veuve Suzanne Bouffière, sa sœur, M. et M^{me} Louis Quervillès, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux, nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marcel DEGLIAME, dit Fouché, compagnon de la Libération, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, ancien membre du conseil national de la Résistance, croix de guerre avec palmes, officier de la Résistance, croix des combattants volontaires de la Résistance, médaille des brades, ancien membre de l'assemblée consultative provisoire, colonel de l'armée de terre, ancien gouverneur du district de Constance, survécu dans sa soixante-dix-septième année.

La levée du corps aura lieu à la chapelle funéraire de l'hôpital de Loches, le lundi 11 septembre 1989, à 8 h 15 où il sera inhumé, suivie de la crémation au cimetière d'Evreux-sur-Indre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bray, 37600 Senneville.

(Lire page 18.)

— Vincent RADIE, avocat, ancien bâtonnier, parlementaire honoraire, ancien ministre, l'un des Quatre-Vingts, déporté résistant, nous a quittés le 8 septembre 1989.

De la part de Béatrice Radie, son épouse, Joël et Jean-Claude Bonifacio, Et Alexandre Radie, ses enfants, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part de décès de

Ses obsèques auront lieu à Montpeller, en l'église Saint-Bernadette, à 10 h 30, le lundi 11 septembre.

8, rue Gustave-Courbet, 34000 Montpellier.

— M^{me} Marie-Marthe Fergani, Myrtille et Jean-Pierre Michel, Martine Fergani, ont la douleur de faire part de décès de

M. M. FERGANI,

le 5 septembre 1989, dans sa soixante-dixième année.

L'inhumation a eu lieu à Nice, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Rambouillet, avenue des Chênes, 91100 Nices, 32, avenue des Ormeaux, 70400 Héroucourt, 4, place de Regensburg, 63000 Clermont-Ferrand.

— M. et M^{me} Michel Fouché et leurs enfants, Le président, Le secrétaire général, Les membres du conseil d'administration de LADAPT, Ainsi que tous leurs collaborateurs, La présidente Et les membres du conseil d'administration de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés, ont la tristesse de faire part de décès de

Suzanne FOUCHÉ,

survécue à Rouen, le 7 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée par Mgr Gallot, le mardi 12 septembre, à 11 heures, en l'église du Neubourg (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des cars de l'Association pourront assurer le transport depuis la gare d'Evreux (départ Paris, 9 h 21, arrivée Evreux 10 h 29). Merci à ceux qui souhaitent les utiliser de bien vouloir le faire savoir.

LADAPT, 185 bis, rue Ordener, 75018 Paris. Tél. : 42-64-59-99.

— M. Roger Gérard, M^{me} Françoise Gérard, M. et M^{me} Pierre Collet, Brigitte, Philippe, Yves Collet, Les familles Fusch, Viel, Thomas, Anger, Durand, Chevreton, Cocteau, Debarre, Hémery, Lebouche, M^{me} Graciele de Piedade, Et les nombreux amis qui l'ont soutenu au cours de sa douloureuse maladie, ont le très grand chagrin de faire part du décès survenu le 6 septembre 1989, dans sa soixante-huitième année, de

M^{me} Roger GÉRARD, née Jeanne Collet.

La levée du corps se fera le mardi 12 septembre, à l'Institut Corie, 25, rue d'Ulm, Paris-5^e, où l'on se réunira à 7 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Pavin, rue de la Fontaine, Le Mans (Sarthe), à 11 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

15, rue Parrot, 75012 Paris, 111, rue de la Grande-Maison, 72000 Le Mans.

— M^{me} Jeannette Hazzan, son épouse, Michèle, Hervé, Yves et Alain, ses enfants, Paul et Thomas, ses petits-enfants, La famille Hazzan, Sa famille et ses proches, ont l'extrême douleur de faire part de décès de

Albert Abraham HAZAN,

survécue le 7 septembre 1989, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 11 septembre, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Alphons-Berillon, 75015 Paris.

— M^{me} André-Marie Lévis, née Nicole Godechot, M. Daniel Lévis, M. et M^{me} Marc Lévis et leurs enfants, Julien et Pierre-Richard, ont la douleur de faire part de décès de

M. André-Marc LEVIS,

survécue dans sa soixante-neuvième année.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Saint-Pierre, 60300 Senlis.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

— Très touchée par les nombreuses marques de sympathie et d'affection reçues lors du décès de son époux,

M^{me} Claude Biedermann-Gibert remercie vivement ceux qui les lui ont adressés.

— L'ensemble des membres de sa Communauté, Et tous les amis de « la rue Vendôme », après avoir cruellement perdu

Maurice MANIFICAT,

remercient chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont contribué à adoucir leur peine.

Anniversaires

— Albert SOBOUL

est mort il y a sept ans, le 11 septembre 1982. Il n'a pas vécu le Bicentenaire de l'événement qui a guidé sa vie d'enseignant, d'historien et de chercheur.

Sa famille, Ses amis, Ses camarades, demandent à tous ceux pour qui la Révolution française n'a pas été un événement, d'historien et de chercheur, de lui adresser une pensée pour lui.

Messes anniversaires

— A la mémoire de

Anne CELLIER

une messe sera célébrée le samedi 16 septembre 1989, à 11 heures, en l'église de Maréchal-Mendry (Yvelines), nationale 307.

« Retenez les cœurs purs car ils verront Dieu. » Les Béatitudes, saint Matthieu.

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, le lundi 11 septembre à 9 heures, salle des commissions, M. Mimoun Brahimi : « Audiovisuel et vidéo au Maroc : cas pratique de Rabat. »

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 9 h 30 au siège du journal, 7, r. de l'Indre, 75427 Paris Cedex 08. Tél. : 42-47-95-03. Télécopie : 42-23-06-61.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F Abonnés et actionnaires 73 F Communications diverses 86 F Les lignes en capitalisation sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

TOP-COM 89

Le 2^e Salon des Directeurs de la Communication

DEAUVILLE DU 21 AU 24 SEPTEMBRE 89

Venez découvrir les nouvelles voies de la communication d'entreprise.

200 Exposants
Conférences
Ateliers
Rencontres

Pour tout renseignement appelez le (1) 46.04.12.12

TOP-COM

CINÉMA

Quinzième Festival de Deauville

Les recettes s'épuisent

Films riches ou films pauvres, tous essaient de se conformer à des recettes censées émouvoir, faire rire, faire recette. En définitive, c'est un film mal fichu mais sincère qui retient l'attention.

Combien de fois un spectateur d'âge certain ou même moyen a-t-il vu dans la clarté de la lune le visage baigné de larmes d'une jeune femme occupant toute la surface de l'écran ? Puis, suivant son regard, un homme gisant sur le pavé et qui bave son sang par ses narines. Ainsi, après bien d'autres, se termine le film de Walter Hill *Johnny Belle Gueule*.

La jeune femme est Elisabeth McGovern, l'homme Mickey Rourke. Il vient d'être descendu au cours d'une bagarre extrêmement sauvage, avec couple de tueurs «speedy» et sadiques.

Le film commence par un casse non moins sauvage, dans un magasin de numismatique. Les vitrines violent en éclats, les pièces tombent, les coups de feu explosent. Le couple sadique abat ses complices. Mickey Rourke reste seul et se fait prendre.

Entre les deux bagarres, il y a un orage pas vraiment surprenant, malgré le rôle à transformations de Mickey Rourke. D'abord, il apparaît oiseau : Elephanta Man à bec de lièvre ; ensuite, ayant été poignardé en prison, il est pris en charge par un médecin noir idéaliste (Forest Whitaker) qui, avec son assistante — une religieuse au sourire empreint d'indulgence bonté — lui fait de la chirurgie réparatrice. Il lui redonne les traits que nous lui connaissons, et espère qu'avec une figure normale,

une nouvelle identité, Mickey Rourke se fera une nouvelle virginité.

C'est compter sans le passé. Sans un fil noir (Morgan Freeman), qui, tel le destin dans les films poétiques des années 40, poursuit Mickey Rourke, lequel se doit de venger son seul ami, du temps où il était odieux, abattu pendant le casse.

Un rocker de légende

Le film a beau accumuler les anecdotes, à l'exception des bagarres impressionnantes, il se laisse voir. C'est tout. Là encore, pour ce genre d'histoire, Walter Hill manque par trop de folie lyrique. La folie, en revanche, ne manque pas à Jerry Lee Lewis, incarné par Dennis Quaid dans *Great Balls of Fire* de Jim Mac Bride, qui prévient : « Nous n'avons pas cherché à imiter une biographie authentique. Nous avons été fidèles à la légende. Nous avons inventé une trame à partir de faits réels, et avons choisi les années 1956-1958, qui ont vu la vertigineuse ascension de Jerry Lee Lewis, et sa première chute ».

Comme une façon de comédie musicale, le film raconte donc la légende de ce rocker frénétique, homme du Sud, élevé dans la musique noire, qui mettait le feu à ses pianos, se livrait que de déborder Elvis, donnait aux filles des spasmes de plaisir, a épousé sa cousine de treize ans, et qui est finalement le seul des grands de cette époque à vivre encore.

Jim Mac Bride aime sans complaisance les personnages excessifs, un peu ridicules ou dépassés. Il aime sincèrement Jerry Lee Lewis, déjà l'idole d'un Richard Gere ringard dans *A Bout de souffle* made in U.S.A. Mais il ne lui fait pas de cadeau.

Il le montre à l'image de ses héros habituels. Un inconscient narcissis-

que, séduisant autant qu'exaspérant. Donnage que Dennis Quaid soit si peu crédible. Il est même curieusement épouvantable, lui qui collait si bien à son personnage de filic sexy de *Big Easy*.

Cette fois, selon la méthode américaine, il a longuement travaillé avec son modèle, à minutieusement observé ses attitudes et ses mimiques, les a reproduites. Mais elles ne lui vont pas du tout.

Il n'a pas retrouvé le personnage, et flotte en grimaçant. Donnage, car Jim Mac Bride transmet sa fascination pour un Sud sensuel, primitif, bordélique. Donnage surtout, parce que Wynona Ryder, la très jeune épouse de Jerry Lee Lewis est parfaitement juste dans son rôle complexe, qui pourrait devenir facilement gênant. Mais elle est magnifique, bien plus intéressante que dans *Un charme fatal*, de Mikael Lehman, comédie de mœurs noire, où elle est une jeune fille de dix-huit ans.

Elle fait partie d'un groupe de chippies (trois filles portant le même prénom), pour qui l'important est de régner sur le même collège par n'importe quel moyen. Wynona Ryder trouve qu'elles exagèrent, et s'en débarrasse volontiers ainsi que de quelques garçons particulièrement bornés. Son diabolique petit copain (Christian Slater) va l'aider à réaliser ses rêves.

La première partie fait penser à *Arsenic et vieilles dentelles* chez les ados. Mais, peu à peu, l'histoire s'élève. Au fond, ça aurait pu suggérer un film à Peter Greenaway. Mais Dieu sait que Mikael Lehman ne possède pas le centième de sa personnalité. Il n'en possède pas plus d'ailleurs que Ted Kotcheff, réalisateur de *Week-end chez Bernie*, comédie macabre où on voit deux jeunes crétins, un cadavre encombrant, des mafiosi supérieurs de Aldo Maccione c'est Laurence Olivier.

L'histoire se passe dans une sorte de Saint-Tropez sensé transpirer le luxe. Mais le film est tellement pauvre que ça devient drôle. A part ça, c'est sinistre.

Avec *Torch Song Trilogy*, de Paul Bogart, on opère un virage à 180 degrés vers le fait de société : le cas d'un travesti de cabaret, Harvey Firestein, aux grands yeux langoureux, à la voix complètement érotisée. Cousine d'un monde louche, confidences d'un homme triste qui n'atteignent pas la profondeur grinçante d'un Michel Tremblay dans *la Duchesse de Langeais* par exemple. Pourtant, ce travesti provoque, nous montre la dérision. Il rêve de chanter une grande mélodie sentimentale (*Torch Song Trilogy*), et d'un grand amour.

Désir de paternité

Trois hommes et une femme comptent dans sa vie. La femme est sa mère, Ann Branciflora, mère juive, compréhensive jusqu'à un certain point. Les hommes sont : un homme bon genre et bisexuel, un modèle qui se fait tuer dans la rue par des casseurs de pieds, et le garçon qu'ils auraient voulu adopter.

Un mérite de ce film est d'abord, même maladroitement, ce problème de désir de paternité. Un autre mérite du film est de montrer l'évolution de la condition homosexuelle, au cours de la décennie de 70, et sans se croire obligé de parler du sida. Le film est d'ailleurs mal fichu. Il juxtapose des scènes du genre *Cage aux folles*, avec du pathétique, du didactisme pesant mais manifestement autobiographique. Il apporte ce qui manque le plus à ce festival : une vérité viscérale.

COLETTE GODARD.

Jouvet, de croisières en galères



Louis Jouvet dans « Ramuntcho » de René Barberis (1937)

Louis Jouvet par José Cathala, c'est un album où tout ce qu'on connaît déjà — mais Jouvet, grâce aux films, trouve régulièrement un public nouveau — est rassemblé d'une façon vivante et chaleureuse. Soixante-treize pages de biographie qui nous promettent à travers sa vie, cent trente pages de filmographie bien commentées.

L'auteur a ses préférences, et elle a raison, car Jouvet s'est embarqué parfois sur de drôles de galères. Or, la surprise vient de ces galères-là plus que des « classiques » chers à tout le monde : *la Carmélite* de Henri-Georges Clouzot, *les Bas-Fonds*, *la Marseillaise*, *l'Alibi*, *Drôle de drame*, *Entrée des artistes*, *Hôtel du Nord*, *Quoi des Orfèvres*, *Un revenant*, j'en oublie.

Mais qui connaît le *Ramuntcho* disparu de René Barberis (1937) avec Madeleine Ozeray dans le rôle de Gracienne et Louis Jouvet en chef de contrebandiers qui aurait aussi bien pu figurer dans *Carmen* ? Et *Sérénade*, invraisemblable épi-

sode de la vie amoureuse de Franz Schubert, tourné par Jean Boyer, à Paris, en 1939 ? Schubert, c'était Bernard Lancret, un jeune premier très « smart » aux prises avec l'Anglaise Lilian Harvey en danseuse excentrique. Louis Jouvet l'édouard ? Le chef de la police de Vienne, pas moins. Il avait bien été un agent secret allemand camouflé en marchand de fruits et légumes dans *Mademoiselle Docteur* (ou *Salonique, nid d'espions*) de Patst. Le même Patst, en revanche, lui a donné un rôle étonnant dans le *Drame de Shanghai*. Mais, là, le dialogue de Jouvet avait été écrit par son ami Henri Jeanson.

Tout cela est illustré par des photos plutôt rares : cet album réserve bien du plaisir.

J. S.

* Louis Jouvet, par José Cathala. Editions Henri Veyrier, collection Cinéma, 224 p. ill., 195 F.

Mort de Gina Manès

La femme ardente des années 20

L'actrice Gina Manès, depuis longtemps retirée, est morte à Toulouse. Elle était âgée de quatre-vingt-seize ans.

Dans la mémoire des cinéphiles, s'est fixée l'image de Joséphine de Beauharnais coiffée en boucles, fascinant de ses yeux verts, un certain Napoléon Bonaparte dans la fresque révolutionnaire d'Abel Gance. Ce fut le titre de gloire de Gina Manès, star, vamp dévouée d'hommes du cinéma français des années 20. Cette Parisienne du faubourg Saint-Antoine n'avait certes pas le type de la créole langoureuse et elle-même ne se croyait pas faite pour le rôle. Gance la convainquit. Il eut raison. Gina Manès n'a pourtant pas été que Joséphine. Son impressionnante filmographie en témoigne, bien que la véritable aventure de Gina Manès soit sa vie.

De son vrai nom Blanche Moulin, elle naît à Paris, le 7 avril 1893 — la plupart des dictionnaires indiquent 1900 et se trompent. Son père est un fabricant de meubles assis du faubourg Saint-Antoine. Blanche tombe follement amoureuse du dessinateur de son père et l'épouse à seize ans. Le mariage ne dure pas longtemps. Blanche Moulin rêve de faire du cinéma.

En 1919, elle est engagée par René Navarre, acteur et réalisateur, directeur des *Cinéfômes*, et débute dans *l'Homme sans visage*, de Louis Feuillade. Très vite, elle impose sa troublante beauté, son tempérament ardent, sa démarche féline. Elle sera séductrice, femme fatale.

D'abord actrice de romans cinématographiques, elle devient l'interprète des grands cinéastes d'avant-garde : Jean Epstein (*Cœur fidèle* et *l'Auberge rouge*, en 1923), Germaine Dulac (*Ames d'artistes*, 1925), Alberto Avancini (*le Train sans yeux*, 1926), Abel Gance (*Napoléon*, 1927). Elle s'est mariée avec un jeune premier de l'époque, Georges Charlia, dont l'histoire du cinéma retient qu'il fut le partenaire de Louise Brooks dans *Prix de beauté*, tourné en France en 1930. La carrière de Gina Manès atteint son sommet avec *Thérèse Raquin*, de Jacques Feyder, d'après *Zola*, en 1928.

Ce film, salué en son temps comme un chef-d'œuvre, n'est plus

qu'un mythe. Il n'en reste aucune copie.

Gina Manès fréquente alors les studios allemands et suédois, tourne *Nuits de prince*, avec Marcel L'Herbier. Le parlant arrive. Elle a bien passé l'examen du son et *Une belle garce*, de Marco de Gastyne (1930) (elle y est la maîtresse « aussi sauvage que leurs lionnes » de deux dompteurs, père et fils) consacre sa réputation. A trente-neuf ans, elle reste magnifique dans un personnage féminin vénérable de *la Tête d'un homme*, film de Julien Duvivier, d'après un roman de Simenon, avec Harry Baur en commissaire Maigret.

De nouvelles « garces » à la mode

Brusquement elle part pour le Maroc. Lorsqu'elle en revient, en 1935, les producteurs français l'ont oubliée et d'autres actrices, plus jeunes, telles Ginette Leclerc et Viviane Romance sont désormais les « garces » à la mode. Gina Manès ne tient que de petits rôles, qui ne correspondent plus à son tempérament. Il est même triste de la voir en dame de lavabos dans *les Caves du Majestic* de Richard Pottier (1944) — Maigret est incarné, cette fois, par Albert Préjean.

Sous l'Occupation, elle devait entrer avec une audace folle dans la cage aux tigres, au Cirque d'Hiver pour un numéro de dressage. Le 13 novembre 1942, un fauve la blesse grièvement. Fin de la carrière de dompteuse.

Venue au Maroc pour le tournage de *la Danseuse de Marrakech* (Léon Mathot, 1949) Gina Manès s'installe à Rabat, décidée à travailler pour le cinéma marocain. Elle ouvre un cours d'art dramatique et obtient même une chaire d'interprétation cinématographique au conservatoire de la ville.

Déçue par le manque d'enthousiasme des pouvoirs publics, elle revient à Paris. Le cinéma, entre 1954 et 1965, est pour elle un lugubre crépuscule. Infatigable, elle se retrouve dans la troupe théâtrale du Grenier de Toulouse pour des rôles convenant à son âge. En 1972, elle entre dans une maison de retraite à Salies-de-Béarn. L'aventure finit là.

JACQUES SICLIER.

MUSIQUES

Jeunes chefs d'orchestre en jachère

(Suite de la première page.)

Pour donner un nouveau souffle à ces épreuves, d'autres modifications seront nécessaires. Il est urgent, en particulier, de réévaluer les récompenses : le prix unique de 20 000 francs décerné par le ministère de la culture est d'un montant ridicule (48 000 F pour le concours Clara Haskil) ; l'on s'étonne qu'il y ait encore des Américains et des Japonais pour y prétendre (1). Il faudrait surtout obtenir que tous les orchestres français, y compris les orchestres parisiens, offrent un concert aux lauréats.

La composition du jury mériterait aussi d'être réexaminée : à côté des chefs et des spécialistes, il devrait accueillir des personnalités représentant le public et influant sur l'opinion (directeurs de sociétés de concert, de maisons de disques, critiques).

Enfin, le programme a besoin d'être rafraîchi et repensé. On est resté un peu trop fidèle dans la lettre à certaines idées d'Emile Vuillier.

Le palmarès

Le prix du Concours de Besançon a été décerné vendredi soir ex-aequo au Japonais Yutaka Sado et à l'Anglais Christopher Gayford. La Française Philippe de Chalendar, bien que fûté par le public, n'a rien obtenu, même pas une mention (sur ces candidats, voir le Monde du 8 septembre).

DISQUES

Moussorgsky, par Boris Christoff

Sans doute peut-on imaginer chanteur plus simple que Boris Christoff, interprète théâtral, et ceux qui gisent la voix incendiaire de Maria Callas n'auront guère de mélodies jouées aussi que chantées. Les autres recevront cette voix sans âge, noire, si triste, cette voix virile de basse qui chante l'oubli, la mort, les femmes pleurant leurs enfants.

Soixante-trois mélodies déchirantes et méconnues (y compris les *Chants et Danses de la mort*, *Sans soleil* et les *Enfants*) dont on comprend qu'elles aient fasciné un Ravel en rupture de Wagner (sans elles il n'y aurait pas eu *Gaspard de la nuit*), enregistrées entre 1951 et 1957 dans un son sur lequel les

moz, originales et fécondes il y a quarante ans, mais dont certaines n'ont plus leur raison d'être (celles viennoises) ou sont mal adaptées (épreuves d'accompagnement et de dépitage des fautes).

Le menu de cette année était particulièrement tarabiscoté, avec, entre autres, une épreuve éliminatoire consacrée à diriger... la *Sonate pour deux pianos et percussions* de Bartok, jouée cinquante-trois fois de suite par un groupe qui avait donné sa propre interprétation en concert la veille. Et la finale de vendredi soir s'éparpillait entre la timide ouverture de *Beautés et Bénédict de Barillon*, le *Concerto pour harpe* de Ginastera, *Till Eulenspiegel*, de Strauss, et une œuvre inconnue primée au concours de composition de l'an passé. Ne vaudrait-il pas mieux, pour permettre au grand public d'apprécier le véritable talent des lauréats, leur faire interpréter une symphonie de Beethoven ou de Brahms, la *Mer* de Debussy ou *Daphnis et Chloé* de Ravel ?

C'est un défaut bien français que de se montrer indifférent à des institutions estimables qui nous appartiennent en propre. Le Concours de Besançon est un monument en péril ; n'attendons pas qu'il se soit écroulé pour le regretter.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Épargnons certains prix en nature, telles les montres offertes aux lauréats japonais.

MÉMORIAL

Un Musée Pétain à l'île d'Yeu

Le maréchal bien caché

C'est peut-être le plus petit musée de France. Celui, en tout cas, qui cache le mieux son jeu. Son nom : Musée historique de l'île d'Yeu. Son ambition n'est pas, on le voit, de retracer l'histoire des lieux, mais de raconter dans un style accessible aux enfants (ils viennent nombreux en été) la curieuse destinée de cet îlot rocheux planté à quelques encablures de Nantes.

Si le nom de cette île charmante est plus ou moins familier à tous les Français, c'est parce que Philippe Pétain purgé là, de 1945 à 1951, une condamnation à mort prononcée en détermination perpétuelle. On sait que, incarcéré au fort de Port-Joinville, le chef de l'État français reçut chaque jour la visite de son épouse et que celle-ci logea toutes ces années à l'Hôtel des voyageurs, établissement de catégorie 8 qu'on peut toujours voir sur le port.

De l'actuel propriétaire — fils de l'hôtelier qui prit soin de la maréchale — émane l'idée de ce musée. Qui ne s'appelle pas Musée Pétain mais qui le mériterait.

Oh, la couleur n'est pas annoncée d'emblée ! Coincée contre la paroi d'un escalier étroit comme celui d'un cabinet secret, des dioramas remontent le temps à la prisonnière (doigts, sacrifices humains), au Moyaï Age (naufraqueurs), aux moines du monastère de Saint-Sauveur sauvés de l'invasion normande, au débarquement du comte d'Artois... pour aboutir, au bas des marches, à une reconstitution de la cellule de Pétain digne du Musée Grévin.

La voix d'un invisible commentateur vous guide alors vers la seule pièce du musée : quelques mètres carrés entièrement occupés par le lit de mort du maréchal et par les meubles de sa cellule. Sur ce lit, protégés par une vitre, les vêtements que portait le mourant : sa canne, ses gants, son feutre.

Rien ne manque, sur les murs et dans les vitrines. Ni les draps, la franchise, les photos-souvenirs, les banderoles d'hommage des bataillons reconnaissants. Ni les gamelles en fer-blanc dans lesquelles l'épouse apportait des gâteaux à son mari. Ni la bâton (de maréchal) ni les boutons.

Discrète commémoration

C'est que M. Nolleau père, propriétaire de l'Hôtel des voyageurs, fut un collectionneur. Poursuivant la tradition, M. Nolleau fils continue à alimenter sa récolte d'objets, importants ou non, que Pétain a utilisés, vus, aimés, touchés. Et il a décidé cette année d'en faire bénéficier les touristes auxquels cette trachée de notre histoire aurait échappé.

Si chaque objet de ce petit Versailles est présenté avec précision, composition, discrète commémoration, rien n'est dit, bien sûr, des raisons qui ont poussé le vainqueur de Verdun à venir mourir, solitaire, sur cette petite île de Vendée. Un livre d'or permet de constater que quelques visiteurs (pas tous !) s'en étonnent. Comme des raisons qui font qualifier de « musée » ce discret mais fervent musée.

ANNE REY.

صلى الله عليه وسلم

Chronologie

ÉTRANGER

17. - ARGENTINE-GRANDE-BRETAGNE: Buenos Aires lève les barrières commerciales imposées aux produits britanniques depuis la guerre des Malouines en 1982. Des représentants des deux pays se rencontrent, du 16 au 18, à New-York, après cinq ans d'absence totale de contacts (3, 18, 20-21 et 31/VIII, 17/IX).

4. - ÉTATS-UNIS-IRAN: M. Hachemi Rafsanjani, président élu iranien, propose d'« aider » Washington à résoudre l'affaire des otages du Liban, si les États-Unis « renoncent à recourir à la force ». Cette offre de « dialogue » permet d'apaiser la tension provoquée par l'enlèvement du chef d'État libanais, le 23 juillet, la pendaison du colonel Higgins, le 31 juillet, et les menaces lancées contre d'autres otages américains. Le 6, les extrémistes chiites libanais acceptent d'envisager l'échange d'otages occidentaux contre des détenus en Israël, proposant d'autoriser à la Syrie le rôle de principal médiateur. Le président Bush, qui avait multiplié les « appels personnels » à de nombreux chefs d'État, pour tenter de désamorcer la crise, se félicite de l'évolution iranienne et se dit prêt à utiliser « toutes les voies diplomatiques possibles », tout en réaffirmant son refus de négocier avec des terroristes (du 1^{er} au 17, 19 et 20-21).

4. - URSS: M. Mikhaïl Gorbatchev, dressant le bilan de la première session du Soviet suprême, souligne que ce dernier a « confirmé qu'il était l'organe suprême du pouvoir » et que ses débats ont constitué une « véritable école de politique » pour la population (du 3 au 7).

5. - BOLIVIE: M. Jaime Paz Zamora (social-démocrate) est élu président de la République par le Parlement. Après être arrivé en troisième position à l'élection du 7 mai, il a conclu une alliance avec le général Hugo Banzer (droite), dictateur au pouvoir de 1971 à 1978 (6-7 et 8).

7. - NICARAGUA: Les cinq chefs d'État d'Amérique centrale, réunis depuis le 5 à Tela (Honduras), signent un accord qui prévoit le démantèlement des « comités » nicaraguayens dans un délai de quatre mois (du 6 au 12, 16 et 18).

7. - NOUVELLE-ZÉLANDE: M. David Lange, premier ministre depuis juillet 1984, renonce à ses fonctions. Il est remplacé, le 8, par M. Geoffrey Palmer, qui était vice-premier ministre (8 et 9).

8. - ESPACE: La fusée européenne Ariane-1 lance deux satellites, l'un allemand de télévision directe, TVSAT-2, et l'autre européen d'astronomie, Hipparcos. Mais ce dernier, chargé d'établir une carte du ciel de cent vingt mille étoiles, voit son efficacité réduite, car il ne parvient pas à rejoindre son orbite de travail en raison d'une défaillance de son moteur d'apogée (du 9 au 16, 19, 23, 24 et 27-28/VIII, 2/IX).

8. - PROCHE-ORIENT: L'appel à l'« intensification de l'effort » lancé à l'issue du cinquième congrès du Fath, principale formation de l'O.L.P., réuni depuis le 3 à Tunis, est suivi d'un regain de violence en Cisjordanie et à Gaza, d'où cinq nouveaux Palestiniens sont expulsés par Israël le 27 (5, 8, du 10 au 15 et du 20/VIII au 4/IX).

Liban: la destruction de Beyrouth

A partir du 10, les duels opposent l'artillerie de la Syrie et de ses alliés libanais à celle du général Michel Aoun, chef du gouvernement libanais chrétien, atténuant une violence sans précédent. Beyrouth et ses environs sont noyés sous un déluge d'obus.

Le 13, les forces du général Aoun parviennent à repousser une offensive contre Souk-el-Gharb, verrou stratégique qui commande l'accès sud au « pays chrétien ». Afin de tenter de faire cesser les combats, qui se poursuivent de façon intensive jusqu'au 14, la France est la plus active diplomatiquement: espérant « sensibiliser » la communauté internationale, elle dépêche cinq émissaires dans plusieurs capitales arabes, à Moscou et au Vatican, du 12 au 15, puis à Beyrouth, les 17 et 18.

Le 15, le Conseil de sécurité de l'ONU appelle « toutes les parties intéressées » à observer un cessez-le-feu immédiat. Les bombardements, qui s'étaient déjà un peu calmés, deviennent les jours suivants nettement moins fréquents.

Le 17, la France, qui avait décidé, le 14, de « renforcer sa

9. - ÉTATS-UNIS: Le président Bush signe la loi votée par le Congrès sur le sauvetage des caisses d'épargne. 159 milliards de dollars sont prévus pour remettre à flot cinq cents des trois mille caisses qui ont été déclarées en faillite (5, 6-7 et 11).

9. - JAPON: M. Toshiki Kaifu, élu par la Diète, devient le troisième premier ministre en moins de trois mois, après avoir été nommé, le 8, président du Parti libéral-démocrate (PLD). Son principal objectif est de renouveler l'image d'un parti au pouvoir depuis 1953 et discrédité par les scandales (du 4 au 11, 23, 26, 29 et 31).

11. - OMS: L'Organisation mondiale de la santé s'inquiète d'une recrudescence « nette et régulière » du paludisme, qui menace près du tiers de l'humanité (13-14 et 23).

14. - AFRIQUE DU SUD: M. Pieter Botha, au pouvoir depuis 1978, renonce à ses fonctions de président de la République, après un conflit avec son successeur désigné, M. Frederik De Klerk. Ce dernier, devenu le 15 chef de l'État par intérim avant d'être élu officiellement le 14 septembre, confirme ses intentions réformatrices et sa volonté de supprimer l'apartheid. Le 25, à Goma (Zaire), il s'entretient avec le président zairois Mobutu du processus de réconciliation nationale en Angola, qui est dans l'impasse depuis l'accord de paix du 22 juin.

Puis, le 26, à Livingston (Zambie), il rencontre à sa demande le président zambien Kaunda qui, depuis 1964 qu'il est au pouvoir, n'avait eu que deux entretiens avec un chef de l'État sud-africain, en 1975 et en 1982 (2, 3, 4, 8 et du 10 au 30).

17. - IRAN: M. Hachemi Rafsanjani, élu président le 28 juillet, prête serment. Confirmant son pragmatisme, il se donne pour priorité le redressement économique du pays. Il forme un gouvernement de techniciens - d'où sont exclues toutes les personnalités connues pour être de tendance radicale - qui obtient, le 29, l'investiture du Parlement (3, 8, 9, du 17 au 23, 25, 29 et 31).

18. - COLOMBIE: L'assassinat de Luis Carlos Galán, favori des sondages pour l'élection présidentielle de 1990, provoque une vive réaction des autorités. Le président Virgilio Barco décide une « guerre totale » contre les narco-trafiquants, et une vaste opération anti-drogue est lancée le 19. Les jours suivants, près de onze mille personnes sont interpellées, tandis que se multiplient les attentats revendiqués par la mafia de la drogue, qui menace d'assassiner dix magistrats par traquant extradé vers les États-Unis. Le 25, le président américain George Bush annonce une aide d'urgence à la Colombie de 65 millions de dollars, comprenant de l'équipement militaire ainsi que des conseillers américains (2, 16 et à partir du 18).

19. - RDA-RFA: Un groupe de près de cinq cents Allemands de l'Est franchit clandestinement la frontière entre la Hongrie et l'Autriche pour se réfugier en RFA. Alors qu'augmente sans cesse, depuis le début de l'été, le nombre des Allemands de l'Est profitant de leurs vacances en Hongrie pour passer à l'Ouest ou se réfugiant dans les ambassades de RFA à Budapest, Berlin-Est et Prague qui ont dû être fermées, les autorités de RDA refusent la présence navale au large du Liban, annonce l'envoi du porte-avions Foch, qui quitte Toulon le 19. Cette initiative étant vivement dénoncée à Beyrouth par les alliés de Damas et de Téhéran, M. Mitterrand précise, le 20, que « la mission des navires est une mission de sauvegarde et que l'assistance française est destinée à tous les Libanais ».

Une nouvelle mise au point présidentielle s'accompagne, le 23, de la décision d'alléger le dispositif naval et de le maintenir éloigné des côtes libanaises.

Alors que deux émissaires, l'un soviétique, du 22 au 25, et l'autre français, du 27 au 31, se rendent successivement à Damas puis à Beyrouth où ils rencontrent toutes les parties concernées, le comité tripartite arabe (Algérie, Arabie saoudite, Maroc) est sollicité de toutes parts de reprendre sa mission de paix.

A partir du 30, les combats et les duels d'artillerie reprennent avec violence à Beyrouth, dévastée et évacuée par plus de la moitié de ses habitants. Le 31, le bilan des victimes s'élève à 756 morts et 3 546 blessés depuis le 14 mars (à partir du 1^{er}).

Août 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

sent tout arrangement direct avec Bonn (4, 5, du 9 au 12, 15, 16, 18 et du 20 au 28).

19-20. - ESPAGNE: Cinq cent mille jeunes pèlerins de soixante pays accueillent Jean-Paul II à Saint-Jacques-de-Compostelle. Le pape est acclamé lorsqu'il annonce une « nouvelle christianisation » et qu'il dénonce la « permissivité aliénante » de la société moderne (11, 17 et du 19 au 23).

20. - GRANDE-BRETAGNE: Cinquante-sept personnes périssent à Londres dans le naufrage sur la Tamise d'un bateau-discothèque dépourvu par un navire sablier (22, 23 et 25).

25. - CANADA: Des biologistes canadiens et américains annoncent qu'ils sont parvenus à isoler le gène responsable de la mucoviscidose, une maladie héréditaire très grave (26).

25. - CORÉE DU SUD: Le chef du principal parti d'opposition, M. Kim Dae-jung, est inculpé d'espionnage au profit de la Corée du Nord. Le 26, protestant de son innocence, il accuse le gouvernement de M. Roh Tae-woo de renouer avec les méthodes répressives (17, 24, 26 et 29).

25. - ESPACE: La sonde américaine Voyager-2, lancée en 1977 et

Pologne: un premier ministre issu de Solidarité

Le 1^{er}, le plan de libération des prix agro-alimentaires entre en vigueur, provoquant de très importantes hausses qui aggraveront le mécontentement de la population face à la dégradation de la situation économique.

Le 2, le général Czesław Kiszczak, ancien ministre de l'intérieur, est élu par la Diète au poste de premier ministre. Mais M. Lech Wałęsa affirme, le 7, que ce choix ne fait qu'aggraver la crise de confiance et qu'il confirme les craintes de la société que rien n'a changé. Il propose une coalition entre Solidarité (181 des 460 sièges à la Diète), le Parti paysan (78 sièges) et le Parti démocrate (27 sièges), mais sans les communistes du POUF (173 sièges). Le général Kiszczak renonce, le 14, à former le gouvernement.

Le 16, après de multiples tractations et en dépit de mises en garde de Moscou contre les risques de « déstabilisation », les députés de Solidarité et ceux des partis paysan et démocrate,

alliés traditionnels du POUF, adoptent une résolution en faveur d'un gouvernement de coalition dirigé par Solidarité mais incluant des communistes.

Le 18, le président Januszki désigne comme premier ministre M. Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique, membre de la direction de Solidarité et conseiller de longue date de M. Wałęsa. Tandis que M. Gorbatchev fixe, le 22, les limites à ne pas dépasser, Berlin-Est, Prague et Bucarest critiquent ouvertement le changement en cours en Pologne.

Le 24, M. Mazowiecki souligne devant la Diète son intention de rétablir une économie de marché tout en respectant « les engagements du pacte de Varsovie ». Il est ensuite investi, par 378 voix contre 4 et 41 abstentions, devenant ainsi officiellement le premier non-communiste depuis plus de quarante ans à diriger l'exécutif dans un pays de l'Europe de l'Est (du 1^{er} au 4 et du 8 au 30).

qui a survolé Jupiter en 1979, Saturne en 1981 et Uranus en 1986, s'approche à 4900 km de Neptune et à 38 000 km de son satellite Triton. Les images et les informations transmises permettent de multiples découvertes (5, 13, 16, 22 et du 24 au 29).

25. - ESPAGNE: Le gouvernement attribue les trois canaux de télévision privée, dont l'un à Canal Plus, associé au groupe Pire, qui édite le quotidien *El País* (27-28).

26. - RELIGION: Des déclarations du cardinal Josef Glemp, primat de Pologne, sur « l'air haïmat » des juifs et leur pouvoir de répandre des sentiments antipolonaux grâce aux médias internationaux qu'ils contrôlent, enveniment les relations entre juifs et catholiques, déjà très perturbées par l'air de carnage d'Anaschitz (6-7, 12, 13-14, 16, 18 et à partir du 29).

29. - JAPON: Les banques Mit-su et Tai-yo Kobe annoncent leur intention de fusionner pour former le numéro deux japonais et mondial des établissements financiers (30).

30. - CAMBODGE: La conférence internationale de Paris, ouverte le 30 juillet, « suspend » ses travaux en constatant qu'« il n'est pas encore possible de parvenir à un règlement global » (du 1^{er} au 14, 22 et du 26/VIII au 1^{er}/IX).

30. - CHINE: Amnesty International remet à la Chine et à l'ONU un rapport qui recense des témoignages accablants sur la répression du printemps de Pékin et dénombre au moins mille trois cents morts. D'autres sources parlent de plus de dix mille victimes et les dissidents affirment que les arrestations (plus de cent mille, selon eux) et les exécutions (près de dix mille) se poursuivent dans le secret, tandis que s'amorce la reprise en main idéologique des étudiants (3, du 5 au 19, du 22 au 28 et 30/VIII, 1^{er} et 2/IX).

31. - LIBYE-TCHAD: Un « accord-cadre » est signé à Alger, mettant fin à plus de seize ans de conflit. Il prévoit le règlement pacifique du contentieux territorial sur la bande d'Azouzi, annexée par la Libye en 1973. Paris se félicite de cet accord, négocié sous les auspices de l'Algérie, et envisage un allègement du dispositif militaire français au Tchad (du 1^{er} au 4/IX).

FRANCE

1^{er}-3. - 335 Kurdes irakiens, qui étaient réfugiés dans des camps à l'est de la Turquie et que la France a accepté d'accueillir, arrivent dans le Puy-de-Dôme (1^{er}, 2, 3, 5 et 12).

3. - Le bilan de quatre jours d'incendies dans le Sud-Est et en Corse est particulièrement lourd: quatre morts, trente cinq mille hectares de forêts et de maquis brûlés, vingt-deux incendiaires interpellés. Du 28 au 30, dix mille hectares sont à nouveau détruits dans les mêmes régions, particulièrement touchées par la sécheresse (du 2 au 7, 10, 11, 15, 17, 20-21, 22 et du 29/VIII au 1^{er}/IX).

6. - Mort d'Hubert Benne-Méry, fondateur du Monde, qu'il dirigea de 1944 à 1969. De nombreuses personnalités lui rendent hommage, soulignant son « indépendance », son « intégrité » ou sa « rigueur » (du 8 au 11).

8. - Le groupe Suez annonce une OPA sur la Compagnie industrielle, holding majoritaire du groupe Victoire, deuxième assureur français dont il souhaite prendre le contrôle et sur lequel il lance aussi une OPA. Cette décision déclenche une très importante bataille boursière (6-7, 10, 11 et à partir du 19).

10. - M. Philippe Guilhaume est nommé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à la présidence commune d'A2 et de FR3, après avoir été préféré à quatre autres candidats plus proches de la gauche (10, 12, 13-14, 16, 18, 19 et 22).

15. - Douze mille catholiques traditionnalistes défilent à Paris pour protester contre la célébration du Bicentenaire de la Révolution (12, 16 et 17).

16. - A Charvieu-Chavagnon (Isère), la destruction « par erreur » d'un lieu de culte islamique provoque une vive polémique entre la communauté musulmane et la municipalité (RPR) ainsi que des protestations d'associations antiracistes. Un accord est signé le 27 pour rétablir la liberté de culte (du 18 au 22 et du 26 au 30).

16. - Dominique Perrault, architecte français de trente-six ans, est choisi par M. Mitterrand pour construire la Bibliothèque de France, qui devrait accueillir à partir de 1995 l'ensemble des imprimés, y compris ceux conservés à la Bibliothèque nationale, ainsi que les supports audiovisuels (18 et 22).

17. - Le ministère de la justice fait engager des poursuites pour « diffamation raciale » contre M. Jean-Marie Le Pen, qui avait évoqué, dans un entretien à *Présence du 11 août*, le rôle de « l'Internationale juive » dans « la création de l'esprit antinational » (12, 13-14, 15, 18, 19 et 26).

18. - M. Michel Rocard commence par l'Australie un voyage dans le Pacifique sud, qui le conduit ensuite en Nouvelle-Calédonie, du 19 au 22, à Fidji, le 23, à Wallis-et-Futuna, le 24, et en Polynésie française, du 24 au 26. A l'issue de son séjour en Nouvelle-Calédonie, il se déclare « plutôt optimiste » après avoir constaté que « la volonté de développement est née dans toutes les communautés », tandis qu'aux Wallisiens comme aux Polynésiens, il demande de davantage contribuer à leur développement afin de moins dépendre de la métropole (13-14 et du 16 au 29).

18. - M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, est le trente-troisième inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE (19, 20-21 et 26/VIII, 2/IX).

22. - Les trois derniers militants nationalistes corses encore emprisonnés sont mis en liberté conditionnelle (8, 23 et 24).

22. - Thomson conclut un accord avec Philips pour l'achat de trois de ses filiales spécialisées dans l'élec-

tronique militaire (18, 19 et 24/VIII, 1^{er}/IX).

23. - M. Jean-Pierre Chevènement parvient à apaiser le mécontentement qui se manifestait depuis un mois dans la gendarmerie en organisant à Paris une réunion de concertation avec 87 gendarmes tirés au sort parmi 4 900 volontaires. Une première série de mesures, qui concernent l'augmentation des effectifs et de nouveaux crédits pour l'équipement des personnels et des casernes, est annoncée. Le 28, M. Chevènement estime qu'il y a eu « une campagne orchestrée par une partie de la droite et de l'extrême droite » et attise par la presse, qui a publié des lettres anonymes de gendarmes (27 et 29/VII, 6-7 et du 10/VIII au 2/IX).

23. - M. Henri Nallet présente en conseil des ministres une première série de mesures en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse. Ce plan, qui prévoit 580 millions de francs d'aides, est jugé insuffisant par les organisations agricoles (19, 20-21, 23, 24, 26 et 27-28).

23. - La compagnie d'assurances Assa-Midi annonce qu'elle s'associe à l'OPA lancée par Sir James Goldsmith sur le conglomérat britannique BAT afin d'acquiescer, en cas de succès, la société d'assurances américaine Farmers, filiale de BAT (3, 10, 12, 22 et 25).

23. - Mort à Saint-Tropez du psychiatre écossais Ronald Laing, l'un des fondateurs de l'antipsychiatrie (25 et 26).

25. - Huit personnes sont tuées dans un incendie d'origine criminelle, qui détruit un hôtel meublé de Chichy (Hauts-de-Seine) habité par des immigrés (27-28, 29 et 31/VIII, 1^{er}/IX).

25. - En juillet, le nombre des chômeurs s'est accru de 0,8 %, le déficit du commerce extérieur a atteint 1,5 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,3 % (18, 26, 30 et 31/VIII, 1^{er}/IX).

26. - Pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789, plusieurs festivités sont organisées et M. Mitterrand inaugure la Fondation de l'Arche de la fraternité au sommet de l'Arche de la Défense. Présidée par M. Claude Cheysson, cette fondation a pour objet la défense et la promotion des droits de l'homme dans le monde (du 19 au 29).

26-27. - Les championnats du monde cyclistes sur route, à Chambéry, sont remportés, le 26, par la Française Jean-Marie Le Goff, qui obtient son quatrième titre consécutif, et, le 27, par Greg LeMond: tous deux avaient déjà gagné le Tour de France cette année (27-28 et 29).

28. - Le Club Méditerranée et Nouvelles Frontières renouent à leur projet d'alliance annoncé le 27 avril (29 et 30).

29. - M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet de M. Michel Rocard, présente, devant les jeunes rocardiens réunis en université d'été à Avignon, le programme du gouvernement pour les mois à venir, sous le titre « les onze travaux d'Hercule ». L'ancrage à gauche du premier ministre est souligné et l'accent est mis sur le social, alors que s'annonce une rentrée difficile dans le secteur public (25 et du 29/VIII au 2/IX).

29. - Un décret limitant la hausse des loyers dans la région parisienne est publié au *Journal officiel* (12, 19, 25, 30 et 31).

30. - Le rapport de M. Hubert Prévot sur la réforme des PTT est rendu public. Sa proposition de séparer la Poste et les Télécommunications en deux entités suscite l'opposition de plusieurs syndicats (à partir du 27).

Edouard Masurel

L'année 1988 dans Le Monde

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

296 pages

20 F.

folio

Économie

AFFAIRES

Après le feu vert des autorités allemandes

La fusion Daimler-Benz - MBB donne naissance au troisième groupe industriel européen

Le feu vert donné le vendredi 8 septembre par le gouvernement ouest-allemand (le Monde du 9 septembre) à la fusion entre les deux groupes industriels Daimler-Benz (Mercedes) et Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB, aéronautique) met fin à plus d'un an de tergiversations, au début de clore la controverse sur ce qui constitue, au

dire même du ministre ouest-allemand de l'économie, M. Helmut Haussmann (Parti libéral FDP) « la plus importante décision de l'histoire industrielle allemande depuis la seconde guerre mondiale ».

M. Haussmann, qui a tranché en dernier ressort, permet ainsi la constitution

d'un « super groupe » qui se classera numéro un dans son pays, numéro trois dans la Communauté européenne et numéro dix sur le plan mondial, avec un chiffre d'affaires supérieur à 80 milliards de deutschemarks (environ 280 milliards de francs), dont 10 % dans l'armement, et quelque 380 000 salariés.

Le ministre de l'économie, qui a définitivement tranché, après consultation de nombreux experts. Malgré les conditions imposées, le ministre de l'économie inflige ainsi pour la première fois à l'Office des cartels une décision peu conforme à la doctrine anti-monopole de la RFA.

Une position prédominante

Le nouveau groupe va en effet occuper une position prédominante dans le secteur de l'aéronautique, sinon dans celui de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Un danger réel, qui avait conduit l'Office des cartels, dont la consultation est obligatoire, à donner un avis défavorable en avril dernier à cette opération. Daimler-Benz avait alors fait appel de cette décision devant le

tribunal fédéral de Karlsruhe, qui avait finalement porté sur Daimler-Benz, déjà premier groupe industriel allemand. Les négociations avaient soulevé l'opposition du SPD et des Verts, qui mettaient en cause l'appui financier que le gouvernement offrait pour la reprise de MBB par la Daimler-Benz et le risque de situation monopolistique pour le futur groupe dans le domaine de l'armement.

Trois questions pour un géant

La reprise, qui semble désormais bien engagée, de Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB) par le géant Daimler-Benz pose trois questions essentielles pour l'industrie en Allemagne, en Europe et en France. La première vient de trouver sa réponse : en posant comme condition le retrait à plus ou moins brève échéance des deux groupes du secteur de l'armement, le ministre de l'économie de Bonn a mis fin au risque de création d'un monopole outre-Rhin dans ce secteur. Vivement dénoncée, en particulier par le SPD, cette menace est écartée. Les autres industries européennes des armes y verront sans doute quelques occasions à saisir.

Mais deux autres questions n'ont toujours pas de réponse. Elles concernent des activités civiles : l'importance au moins aussi considérable pour l'avenir que l'armement : l'aéronautique et l'automobile.

Pour Bonn, la reprise de MBB par Daimler-Benz permet de faire basculer dans le secteur privé la production des Airbus dont MBB est le partenaire ouest-allemand. A partir de là, les autres partenaires devront un jour ou l'autre suivre la même voie. Daimler-Benz même sera là pour militer en ce sens en dénonçant les « aides » publiques dont bénéficieraient ses partenaires concurrents, comme l'Aérospatiale. La logique « pri-

vé » l'emporte. Mais est-ce réaliste ? Le programme d'avion européen a-t-il assez décollé pour se passer ainsi de l'Etat, même si de solides parachutes sont prévus jusqu'en 1995 en matière de taux de change ? N'est-ce pas trop vite céder aux pressions de Boeing ?

On a pu montrer qu'au travers des commandes du Pentagone le gouvernement américain aidait autant ses constructeurs aéronautiques que l'Europe Airbus : 23 milliards de dollars en dix ans (le Monde du 13 mars 1988). Dès lors, et comme l'en interdit l'armement à Daimler, quel système civil mettre en place pour s'assurer de la pérennité de la construction aéronautique européenne ? Le Vieux Continent n'a pas tellement de points forts dans les secteurs de pointe pour que l'on ne s'inquiète pas.

La troisième question a trait à l'automobile. A l'horizon de l'an 2000, l'avenir de l'automobile est-il ou non dans l'aéronautique ? M. Edzard Reuter, le président de Daimler-Benz, le croit (le Monde des affaires du 19 novembre), qui a engagé depuis 1985 les investissements de son groupe vers les avions (reprise de MTU, puis de Dornier, enfin de MBB) et, d'autre part, vers l'électronique (reprise d'Alcatel). Les technologies qui sont en préparation dans ce qui vole : matériaux nouveaux, allégement

des structures, systèmes de pilotage... L'électronique, d'autre part, troisième pilier de Mercedes, représente le quart du coût d'une automobile dans cinq ou dix ans.

La réponse japonaise

Personne ne conteste la « synergie » des activités aéronautiques et automobiles ni l'envahissement de l'électronique, mais faut-il pour autant y investir soi-même ? Les Américains avaient répondu positivement et précédé Daimler-Benz : General Motors a acquis les réseaux informatiques EDS, puis Hughes Aircraft, tandis que Ford est présent depuis longtemps à bord des satellites. En Europe, Fiat a fait de même, tandis que dans le sens inverse — la britannique Rover a été rachetée par British Aerospace.

En revanche, les constructeurs japonais estiment que la technologie sera transférée d'un secteur à l'autre sans difficulté. Point n'est besoin d'investir soi-même. Les Français ont choisi, pour l'instant, la réponse japonaise. Peugeot s'est satisfait d'un petit accord avec Dassault, un peu « pour voir ». Mais, dans le fond, leurs interrogations demeurent. **ÉRIC LE BOUCHER.**

Après quatre ans de rude bataille

GEC et Siemens prennent le contrôle de Plessey

LONDRES
de notre correspondant

Les deux gros ont fini par absorber le petit. Le premier groupe britannique de matériel électrique, General Electric Company (GEC), allié à l'allemand Siemens, a réussi sa longue et mouvementée OPA sur la compagnie Plessey, spécialisée dans l'électronique de pointe, notamment militaire. GEC et Siemens avaient conjointement acquis, vendredi 8 septembre, 62 % des actions de Plessey. Sir John Clark, président de Plessey, qui avait longtemps et résistamment résisté, depuis la première offensive de GEC en 1985, a accepté sa défaite. « Une majorité d'actionnaires de Plessey ont fait leur choix. Notre responsabilité consiste maintenant à assurer un passage des pouvoirs en bon ordre », a-t-il déclaré.

Lord Westminster, directeur général de GEC, a annoncé de son côté que les négociations avec Siemens pour le partage du coût de cette OPA allaient commencer dans quelques jours. Il a confirmé que Siemens mettrait davantage d'argent que GEC dans le pot commun. On estime généralement dans la City que, pour cette OPA inamicale de deux milliards de livres (21 milliards de francs), le groupe allemand devrait verser 1,25 milliard de livres et GEC 750 millions.

Lord Westminster avait lancé, sans appui étranger, une première OPA sur Plessey en 1985, qui avait été bloquée par la Commission des fusions et monopoles. Il était reparti à l'attaque avec l'aide de Siemens en novembre dernier et l'issue de ce combat de dix mois a paru incertaine à plusieurs reprises. Plessey avait notamment tenté une défense originale en essayant de monter en janvier, avec des intérêts américains et français (Thomson-CSF s'était alors déclaré « intéressé ») sa propre OPA sur GEC.

Les ambitions de GEC

Les modalités du dépeçage de Plessey par les deux vainqueurs ne sont pas encore arrêtées. Mais les grandes lignes sont les suivantes : Les activités à caractère militaire de Plessey seront séparées en deux, GEC prenant les systèmes électroniques destinés aux avions et à la lutte anti-sous-marine, tandis que Siemens va acquérir la branche radars et communications. La filiale com-

mune que GEC et Plessey avaient créée, juste avant de se déclarer la guerre, pour la construction de câbles téléphoniques, appartiendra à 40 % à Siemens. C'est cette filiale commune qui a fait rattraper ces dernières années le retard accumulé par la Grande-Bretagne en livrant à une cadence accélérée de nouveaux entrées à l'entreprise privée British Telecom. Toutes les autres branches de Plessey, en particulier la production de semi-conducteurs, seront transformées en entreprises dont le capital sera détenu pour moitié par GEC et par Siemens.

Lord Westminster a laissé entendre vendredi qu'il pourrait procéder à d'autres OPA. Le groupe d'électronique militaire Ferranti pourrait être la prochaine cible, d'autant que 2,7 % des actions de celui-ci avaient été acquises par Plessey, et appartiennent désormais aux deux vainqueurs. Beaucoup dépendra de la part que Ferranti obtiendra dans la conception du radar du futur avion de combat européen, qui doit être construit par la Grande-Bretagne, la RFA, l'Italie et l'Espagne (la France ayant choisi de développer le Rafale).

On retiendra enfin que l'amertume de la défaite sera compensée, pour Sir John Clark, par un cadeau de départ (comportant la vente de ses propres actions) de 2,7 millions de livres. M. Stephen Walls, directeur général de Plessey, qui n'était entré dans cette compagnie qu'il y a deux ans, principalement pour réussir l'offensive de GEC, recevra de son côté un million de livres.

DOMINIQUE DHOMBER.

● M. Christophe Mugajir, PDG de La Laitière de Roubaix. — M. Christophe Mugajir devient PDG de La Laitière de Roubaix en remplacement de M. Christian Darvelsky (qui demeure président du groupe Prouvost). Ainsi en a décidé le conseil d'administration vendredi 8 septembre. Filiale intégrée du holding La Laitière détenu à 73 % par le groupe Prouvost et à 27 % par une filiale du groupe de Bernard Arnault, La Laitière de Roubaix, qui emploie environ 2 200 personnes a enregistré en 1988 une perte de 245 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard. Le nouveau PDG devra annoncer à la fin du mois de septembre un plan de licenciements, qui n'a pas encore été chiffré, mais selon les syndicats, informés mardi 5 septembre, il pourrait prévoir quelque 500 suppressions d'emplois.

L'Europe des colosses

(Suite de la première page.)

Déjà la CGE dans la téléphonie et sa filiale Alstom dans l'électromécanique et l'énergie ont pris leurs marques pour 1993, comprenant que la conclusion de grands contrats ne pouvait passer que par la constitution de groupes assurant des propositions fortes. Mais, tandis que le secteur nationalisé français, gêné dans son développement par le mot d'ordre présidentiel du « ni privatisation ni nationalisation », déploie des trésors d'imagination pour assurer malgré tout son développement, le statut des entreprises qui seront les participants de premier plan du marché unique, est mis en cause. Jusque à maintenant les initiatives les plus spectaculaires dans ce domaine viennent du secteur privé, du côté anglais comme du côté allemand, et même du côté français (Suez, CGE, BSN). Qu'on le veuille ou non le grand marché est un concept forcément

libéral où il n'est pas prévu de place pour les entreprises nationales ou subventionnées.

Tandis que pleuvent autour de l'Hexagone les annonces de regroupement, va se poser très vite, par exemple, la question des moyens qu'il convient de donner au groupe nationalisé Rhône-Poulenc pour qu'il puisse tenir son rang face aux grands de la chimie allemande et au colosse anglais ICI. Problème que l'on retrouve chez Thomson, et que Renault pourrait connaître bientôt si les pourparlers — avec Volvo notamment — prennent tournure.

Le dynamisme des Britanniques et des Allemands dans la perspective de 1993 ne se limite pas à un savoir-faire particulier en matière de fusion et d'OPA, c'est un véritable défi qui incite à changer profondément les structures industrielles de la France de l'économie mixte.

DIDIER POURQUERY.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS
ET DES SERVICES AGRICOLES - ONAPSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre de la ligne de crédit ouverte à la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), financée par la Banque Africaine de Développement, la direction générale de l'Office national des approvisionnements et des services agricoles (ONAPSA) lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

● Véhicules utilitaires genre PICK-UP - 7 à 9 CV

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe et sous pli cachetés et recommandés au siège de la direction générale de l'ONAPSA, chemin Hassan-Benachmane, « Les Oliviers », Birkhadem - Alger BP 155 - au plus tard 60 jours date de parution de l'A.O.L. au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public) et porter la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL, VEHICULES UTILITAIRES, NE PAS OUVRIR ».

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :
a) Les instructions aux candidats
b) Le cahier des clauses générales
c) Le cahier des clauses particulières
d) Le cahier des prescriptions techniques
e) Le modèle de soumission et le bordereau des prix
f) Le modèle de marché
g) Le modèle de caution de soumission
h) La déclaration à souscrire
i) Le modèle de caution de bonne fin.

Seuls sont autorisés à soumissionner les fournisseurs ressortissant d'un pays membre de la Banque Africaine de Développement (BAD) ou membres du Fonds Africain de Développement (FAD).

Les biens proposés devront provenir d'un pays membre de la BAD ou du FAD.

Économie

SOCIAL

Les suites du rapport Prévot sur la réforme des PTT

M. Quilès a entamé les discussions avec des syndicats

Le ministre des PTT, M. Paul Quilès, a entamé neuf jours après la publication du rapport Prévot, le dialogue avec les syndicats sur l'avenir des Postes et télécommunications. Un nouveau rendez-vous est pris pour le 3 octobre afin de discuter au fond. Mais d'ici là des discussions vont s'ouvrir sur des problèmes immédiats.

Trois organisations, la CFDT, FO et la CFTC, avaient répondu présent à son invitation, la CGT la déclinant. Bien qu'également opposée aux conclusions du rapport Prévot, Force ouvrière a adopté une attitude toute différente de celle de la CGT, restant deux heures et quart avec le ministre. A la suite de la rencontre, M. Jacques Marpot, pour Force ouvrière-PTT, a indiqué : « avoir parlé de l'avenir des PTT » avec M. Quilès. « Nous avons cherché à voir ce qui pouvait nous rassembler ».

Quatre jours de grève à l'usine Peugeot de Mulhouse

- La perte de production atteint 5 000 véhicules
- Le conflit gagne l'atelier de carrosserie de Sochaux

Le conflit qui perturbe depuis le 5 septembre l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) a franchi une étape supplémentaire vendredi 8 septembre. Quelque 4 000 grévistes ont été dénombrés (contre 2 700 la veille) sur un total de 12 000 salariés et la production des 205 n'a atteint que 250 exemplaires (la fabrication a même été totalement paralysée durant la matinée) contre 300 au cours de la journée précédente.

Depuis le 5 septembre, à peine plus de 2 000 véhicules sont sortis des chaînes mulhousiennes, soit une perte de 5 000 voitures en quatre jours, a indiqué M. Philippe Ienné, directeur de l'établissement. Les stelliers - qui, depuis janvier, ont fonctionné à vingt reprises le samedi matin, les volontaires étant rémunérés en heures supplémentaires - étaient fermés le samedi 9 septembre. Par ailleurs, la direction a fait procéder au déménagement de presses destinées à la carrosserie des

205, mais a maintenu sur place des machines utilisées pour la production des caisses de la nouvelle 605.

Chez Automobiles Peugeot, on s'écarte tout risque de mise en chômage technique d'autres unités de montage - Poissy, Sochaux, Villarverde (Espagne) - en soulignant que l'organisation technique de la production permet aux différents sites de ne pas voir leur activité entravée par la grève de Mulhouse.

En revanche, ils se trouvent dans l'incapacité d'accroître leur production et de compenser les effets du conflit mulhousien qui, du reste, concerne moins les départements fondés et mécaniques qui fonctionnent à 70 % de leur potentiel, le mouvement affectant pour l'essentiel les activités de carrosserie et de montage.

De leur côté, les syndicats estiment que la revalorisation générale de 1,5 % des salaires au 1^{er} octobre annoncée le vendredi 8 septembre (après celle de 1,2 % en mars) « n'est pas de nature à entamer la détermination des salariés ».

de plusieurs questions sociales spécifiques à la maison (les perspectives de carrière, les conditions de travail...). Mais, d'ici au 3 octobre, date de la prochaine rencontre, des discussions vont s'ouvrir sur des propositions plus immédiates : l'intéressement, la formation, les problèmes spécifiques à l'Île-de-France, ainsi que d'autres mesures fonctionnelles pour lesquelles une enveloppe supplémentaire de 100 millions est ouverte dans le budget 1990 (dont la moitié au moins pour le logement des Franciliens).

A l'issue de cette journée, force est de constater que M. Quilès a marqué un point en amenant trois syndicats représentant environ les deux tiers du personnel à la table des discussions. Et en engageant le dialogue autour de thèmes - autonomie des PTT et volet social - dépourvus de renouveau leur assentiment et les amènera tôt ou tard à parler du statut de l'entreprise, voire de celui du personnel.

FRANÇOISE VAYSSE

ÉTRANGER

Le scandale des crédits italiens à l'Irak

Le statut nationalisé de la BNL est remis en cause

Le montant des engagements non autorisés accordés par la filiale américaine d'Atlanta de la Banca nazionale del Lavoro (BNL) atteindrait 18,5 milliards de francs, dont 7 milliards sont « garantis » par la Banque centrale d'Irak.

A Rome, après la démission du président et du directeur général de l'établissement public - intervenues le 7 septembre, - on parle d'en privatiser une partie du capital.

remment membre du PCI, n'a rien dit sur ce thème particulier. En revanche, il s'est exprimé haut et fort pour dire qu'à son avis l'idée d'un pôle de rapprochement entre la BNL, son propre INPS et l'Institut national des assurances (INA), dirigé par un républicain bon teint, M. Antonio Longo, devait être poursuivie. En fait, le regroupement de ces trois établissements publics, qui devait être effectif vers la fin de cette année, semble bel et bien remis en cause.

Privatisation

Dans sa lettre de démission au ministre du Trésor, M. Guido Carli (démocrate-chrétien), l'ancien PDG de la BNL, l'exprime clairement : « Je regrette de m'en aller avant d'avoir pu mener à bien ce qui aurait été la plus grande concentration financière dans le secteur public... ». Je regrette de ne plus être en position de m'opposer au dessein, qui apparaît de plus en plus clairement dans vos déclarations. En clair, M. Nesi, qui dénonce « l'hostilité » dont il aurait été l'objet par son ministre de tutelle, l'accuse, au surplus, de vouloir privatiser le capital de la BNL (actuellement détenu à 74 % par l'Etat).

L'idée, telle qu'elle a été exprimée vendredi 8 septembre par le président de la commission parlementaire du budget, le sénateur Beniamino Andreatta, démocrate-chrétien et économiste réputé, serait de « fusionner la BNL avec un

grand institut de crédit du secteur privé, comme la Banca commerciale (COMIT) ou le San Paolo de Turin ». L'affaire d'Atlanta, poursuit-il, « a mis en évidence de graves déficiences dans les systèmes de contrôle et d'audit, des carences d'organisation quasi biologiques », selon le sénateur. En tout cas, cela ressemble bien à une condamnation sans appel du statut nationalisé de l'établissement.

La privatisation est-elle la solution ? Jeudi 14 septembre, le ministre du Trésor fera une « communication » qui permettra d'en savoir plus. En attendant, ce ne sont ni les allocations familiales de M. Militello ni l'Institut des assurances qui aideront à la recapitalisation, dont la BNL a bien besoin.

Au début de l'été, on laissait entendre que les deux instituts publics apporteraient quelque 5 milliards de francs de capitaux frais, ce qui leur permettrait de porter leur participation commune dans la BNL à 40 % du capital. Aujourd'hui, il est question d'apporter au minimum le double. Et c'est l'Institut mobiliare italiano (IMI) qui s'en chargerait. L'IMI appartient également au secteur public, mais, dans le scénario dont les milieux financiers se font l'écho en ce moment à Rome et à Milan, la BNL émettrait des obligations convertibles pour le montant requis, à charge pour l'IMI d'y souscrire en totalité.

Le chapitre premier du scandale BNL est clos. Les grandes manœuvres commencent, un œil sur 1993...

PATRICE CLAUDE.

ROME
de notre correspondant

Un pour un. Après avoir spectaculairement démontré les faiblesses du système bancaire italien, le scandale de la BNL, qui a provoqué, jeudi 7 septembre, la démission du président et du directeur général de l'établissement public, confirme que les partis politiques italiens, quoique parfois pris en défaut de clairvoyance ont au moins, de la suite dans les idées. M. Nerio Nesi, socialiste en rupture de ban et en disgrâce, est remplacé à la tête de la première banque du pays par M. Giampaolo Cantoni, socialiste « monté ». Pour la place du numéro deux, laissée vacante par M. Giacomo Pedde, démocrate-chrétien en chute libre, c'est un républicain, « très proche de la démocratie chrétienne », précise-t-on, qui prend la relève.

Un pour un : le compte est bon. Et la règle d'or dite du « loisement politique », qui permet à chaque parti italien de placer ses hommes à la tête et à l'intérieur de chacune des administrations et des milliers d'entreprises et d'instituts du secteur public, est respectée. Certains hommes politiques - cette fois, c'est le secrétaire général du Parti communiste, M. Achille Occhetto, qui joue le rôle vedette - sont nommés au créneau pour dénoncer « ce cancer » et crier à pleins poumons : « A mort le loisement ».

M. Giacinto Militello, membre du comité exécutif de la BNL, président de l'Institut national des allocations familiales (INPS) et accessoi-

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

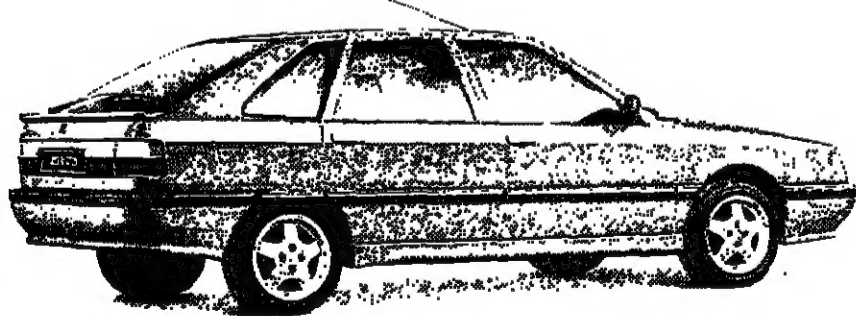
BOURSE

36.15 LEMONDE

SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 SEPTEMBRE

Chez Renault ce n'est pas le même Week-end !

BAISSE DE LA TVA *
PROFITEZ-EN IMMÉDIATEMENT



Venez découvrir et essayer la nouvelle Renault 21 5 portes.

* BAISSSE DU TAUX DE 28 % A 25 % SUR TOUTES LES VOITURES PARTICULIÈRES NEUVES

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ENCOURAGÉE par une période estivale rayonnante durant laquelle la Bourse n'a cessé de progresser, s'appréciant de 10,5 % en l'espace de deux mois, la rentrée rue Vivienne avait toute raison d'être souriante. Les cinq séances écoulées n'ont pas démenti les bonnes dispositions de la place parisienne, en y ajoutant toutefois un zeste de prudence. D'ailleurs, si la semaine s'achève sur un gain de 2,6 % pour l'indice CAC, culminant ainsi sur un nouveau sommet vendredi (540,5), la hausse ne s'est pas effectuée de manière régulière.

Au 0,61 % de progression du premier jour ont succédé mardi et mercredi deux séances de pause (+ 0,03 % et - 0,09 %). La tentative de reprise esquissée jeudi (+ 0,53 %) suivant la décision des autorités monétaires allemandes de ne pas relever leur taux d'intérêt, restera sans lendemain. Vendredi, les valeurs se dépréciaient en moyenne de 0,23 % dans une ambiance relativement active. Les intervenants n'excluaient pas l'entrée dans une phase de consolidation touchant non seulement Paris, mais aussi New-York, où Wall Street semblait indécise après les excellentes performances des semaines précédentes. Toutefois, la majorité des analystes évoquent l'avenir avec un optimisme raisonnable. La situation économique de la France est très encourageante, hormis celle de la balance commerciale. La croissance devrait avoisiner cette année les 4 % et les résultats semestriels des entreprises continuent d'être élevés. Pour preuve, ceux publiés cette semaine par Elf-Aquitaine (+ 43 %), Carrefour (+ 38 %) ou encore Sanofi (+ 28,5 %), à l'exception cependant de la SCOA dont les pertes s'aggravent.

Après 25 % de progression depuis le mois de janvier, les gestionnaires espèrent, hors circonstances exceptionnelles, une poursuite du mouvement. Ils la voient s'effectuer par « sauts de puce » jusqu'en décembre. Les économistes de la banque Indosuez partagent cette confiance et l'écrivent dans *Prospective*, leur bulletin de conjoncture mensuel. « Le marché pourrait à présent avoir besoin d'une pause temporaire justifiée à la fois par des raisons techniques, par la crainte de tensions sociales et d'un nouveau relèvement obligataire. Il ne paraît néanmoins pas excessivement cher... Une nouvelle progression modérée est donc vraisemblable d'ici la fin de l'année. »

Reste cependant aux investisseurs à déceler le secteur d'activité le plus attractif, et ce n'est pas aisé en ce moment. « La situation est extrêmement difficile à appréhender », confie un gérant de portefeuille, hésitant dans sa stratégie d'investissement à court terme. L'assurance depuis plus d'un mois tient le haut du pavé avec la bataille

Rentrée brillante

opposant Suez et Jean-Marie Verne, le président de la Compagnie Industrielle, pour la prise de contrôle du groupe Victoire. Le bras de fer a pris fin mercredi, au terme d'un arbitrage en faveur de Suez. La plus importante OPA de l'histoire de la Bourse de Paris (26 milliards de francs) fera donc l'économie d'une contre-OPA. M. Verne et ses alliés apporteront leurs titres à leurs rivaux après avoir obtenu un relèvement des prix de 13,8 %. La surenchère porte à 14 000 F la valeur du titre Compagnie Industrielle (contre 13 000 F initialement), à 2 270 F celle du groupe Victoire et à 1 138 F celle du certificat d'investissement.

Néanmoins, cette revalorisation ne devrait pas poser de problèmes à Suez pour financer l'opération. Selon son président, M. Renaud de La Genière, dans la mesure où la compagnie financière de la rue d'Assolvi détient déjà 40 % des titres de la Compagnie Industrielle, il ne lui en coûtera que 4 milliards pour en posséder 51 % après reverse de l'excédent. Une mise de fonds peu élevée comparée à l'enjeu. Avec cette acquisition, le groupe devient le numéro deux français de l'assurance. Suez nouvelle version pèse désormais 100 milliards de francs, ce qui permet à son président de jurer son titre sous-coté. Pour lui, l'action devrait évoluer entre 575 et 600 F. La réaction à ses propos fut immédiate. Dès jeudi, les cours de ce groupe, privatisé voici deux ans, décollaient et franchissaient même, vendredi, la barre des 400 F.

L'onde de choc de cette OPA se répercuta sur d'autres valeurs du secteur, comme la Navigation maritime, important détenteur de titres Compagnie Industrielle, ou encore Pechelbron, une filiale du groupe Worms. Des rumeurs, démenties mais revenant tout de même avec persistance au palais Brongniart, évoquaient l'entrée des AGF dans ces deux firmes. L'action de cette compagnie nationale réagit peu à la confirmation de la prise de participation de 48 % dans le capital de l'italien MAA. Elle se maintenait à 1 000 F.

Le cours de 1 000 F n'aura pas été atteint cette semaine par Peugeot, contrairement à de nombreuses prévisions. Le lancement prochain de la 605 et la baisse de la TVA de

Semaine du 4 au 9 septembre

28 % à 25 % étaient autant de stimulants pour le Lion de Sochaux. Mais l'émergence d'une grève à Mulhouse, mardi, a freiné les ardeurs. L'hésitation était aussi de mise pour Bouygues, où le remplacement du père par le fils à la tête de l'entreprise a déconcerté les intervenants. Cette succession était prévue, certes, mais son annonce soudaine, mardi, a pris le marché par surprise. Et chacun de s'interroger sur les capacités du nouveau manager.

Les deux ans du Monop

L'action a alors évolué de manière erratique. Le même jour, le numéro 1 mondial du BTP décidait d'intégrer sa filiale routière, la SCREG, dans le groupe en représentant les quelque 19 % du capital qu'il ne possédait pas. La formule retenue est celle d'une OPE (Offre publique d'échange). Les actionnaires minoritaires ont ainsi la possibilité d'opter pour un paiement pur et simple ou de procéder à un échange. La parité retenue est de sept actions Bouygues pour quatre SCREG au prix unitaire de 1 200 F. Avant la suspension des transactions le titre valait 1 060 F.

La morosité n'a pas épargné non plus Thomson et Euro-tunnel, affectés par les rumeurs les plus diverses autour de cette société chargée de construire le tunnel sous la Manche (voir encadré). Des hausses ponctuelles ont été enregistrées suite à des nouvelles comme la confirmation de l'accord européen signé par Casino avec des chaînes de supermarchés aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, ou encore la décision de Montefiore de s'attaquer aux pays de l'Est.

La semaine s'est achevée par un anniversaire : celui des deux ans du MONOP (Marché des options négociables de la Bourse de Paris). Créé le 10 octobre 1987, ce marché sophistiqué compte aujourd'hui quatorze classes d'options sur action et une classe d'options portant sur l'indice CAC 40. Depuis sa naissance, 5 millions de contrats ont été négociés, représentant un montant global de 14 milliards de francs. La monnaie en puissance s'effectue, toutefois, à l'échelle de la monnaie réelle. Les nouvelles classes d'options devraient être accueillies avant la fin de l'année. Elles seront choisies parmi les valeurs comme L'Air Liquide, BSN, Bouygues, Casino, Cérus, L'Oréal, Pechiney International, Pernod Ricard et le CI Rhône-Poulenc. Elles seront négociées au rez-de-chaussée du palais Brongniart que le MONOP a progressivement entièrement envahi, profitant de la disparition des valeurs cotées à la criée.

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Panse

Après avoir atteint des niveaux records la semaine dernière, Wall Street a marqué une pause dans un marché calme et légèrement soucieux de l'évolution des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones a perdu 42,53 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. Dès la réouverture du marché mardi après le long week-end du Labor Day, les prises de bénéfices ont pesé sur les valeurs. Les analystes ont d'abord attribué ce déclin à une réaction technique aux gains interrompus des deux semaines précédentes ayant permis à l'indice de gagner plus de 312 points. Cette vision a évolué au fil des séances car aux facteurs techniques s'est ajouté le sentiment, né des récentes statistiques, que la réserve fédérale américaine pourrait resserrer les taux pour contenir les pressions inflationnistes.

Indice Dow Jones du 8 septembre: 2 709,54 (contre 2 752,09).

	Cours 1 ^{er} sept.	Cours 8 sept.
Alcoa	76 3/4	74,50
AT&T	48 3/8	48,13
Boeing	54 3/8	55,50
Chrysler	39	38,25
Du Pont de Nemours	119 1/2	116,87
Eastman Kodak	48 1/8	48,25
Exxon	44 1/8	44,62
Ford	54 1/4	53,75
General Electric	58 1/4	56,75
General Motors	30	29,87
Goldman Sachs	53 3/4	54,12
IBM	117 3/8	116,25
ITT	63 3/8	61,42
Mobil Oil	55 1/8	57
Rockwell	69 3/8	68,125
Schlumberger	44 1/2	44,25
Texas	58 7/8	58,12
UAI Corp. (en Allegh.)	287 1/4	279,75
Union Carbide	36 7/8	36,37
USX	35 1/8	34,50
Westinghouse	69 3/8	67,12
Xerox Corp.	67 1/2	64,75

LONDRES

Proche de son record

Après une forte hausse, jeudi, le Stock Exchange a terminé la semaine en flèche sur son record absolu atteint le 16 juillet 1987. Ce jour-là, l'indice Footsie culminait à 2 443,4 points. La décision de la Bundesbank de ne pas relever ses taux directeurs, ainsi que le niveau, inférieur aux craintes du marché, de l'augmentation de capital effectuée par le groupe Polysar, ont rassuré les investisseurs. La City a été également stimulée par les bons résultats semestriels des firmes. Le groupe d'imprimerie De la Rue s'est redressé à la suite de l'amélioration de l'OPA lancée par Norton Opax.

Indice FT-100 du 8 septembre: 100 valeurs, 2 423,9 (contre 2 407,30 valeurs, 2 092,77 contre 1 992,77); fonds d'Etat, 84,08 (contre 86,52); mines d'or 204,9 (contre 198,8).

	Cours 1 ^{er} sept.	Cours 8 sept.
Bootham	495	502
Bovril	394 1/2	398
BP	566	567
Charter	398	397
Comet	14,25	14,87
De Beers (*)	8	8
Glaxo	13,50	13,97
ICI	16,13	16,25
ICI	13,18	13,02
Reckitt	978	973
Shell	434	434
Unilever	645	638
Vickers	244	241
Warren	38,25	37,97

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouveaux sommets

Après une courte phase de consolidation en début de semaine, les valeurs allemandes sont reparties vers de nouveaux sommets. Les cours se sont appréciés de 3 % et l'indice de la Commerzbank a dépassé le barre des 2 000 points pour la première fois depuis le 5 octobre 1987.

Indice du 8 septembre: Commerzbank, 2 052,1 (contre 1 995,77); Dax, 1 657,61 (contre 1 608,33).

	Cours 1 ^{er} sept.	Cours 8 sept.
AEG	242,50	261
BASF	299,50	305,80
Bayer	394	319,50
Commerzbank	251,50	255
Deutschebank	665,50	685,50
Hoechst	381,20	396
Kasseler	489	484
Mannesmann	257,50	269,50
Siemens	589,20	616
Volkswagen	485,50	499,20

TOKYO

Repli

Pour la troisième semaine consécutive, la Bourse de Tokyo a baissé dans un marché relativement calme. En fin de semaine, les déclarations de la Banque du Japon sur la forte croissance économique du pays ont ramené les craintes d'une reprise de l'inflation et donc d'un prochain resserrement de la politique monétaire.

Indice du 8 septembre: Nikkei, 34 153,81 (contre 34 348,22); Topix, 2 583,12 (contre 2 602,51).

	Cours 1 ^{er} sept.	Cours 8 sept.
Aihai	770	750
Bridgman	1 740	1 720
Cannon	1 730	1 710
Fuji Bank	3 690	3 680
Honda Motor	1 920	1 970
Matsumoto Electric	2 320	2 330
Mitsubishi Heavy	1 130	1 110
Sany Corp.	850	850
Toyota Motor	2 620	2 630

Alimentation

	8-9-89	Diff.
Bégine-Say	651	- 12
Bongran	3 274	+ 59
BSN	770	+ 14
Carrefour	3 556	+ 52
Casino	2 224,20	- 4,60
Eurocarrefour	3 050	+ 30
Guyenne et Gasc.	1 075	+ 30
Moët-Hennessy	4 544	+ 54
Nestlé	34 710	+ 510
Océid (Gle)	918	- 2
Oldi-Cab	455	+ 10
Pernod-Biscuit	1 540	+ 4
Promodis	1 910	+ 85
St-Louis-Bouchon	1 465	+ 73
Source Perrier	1 810	+ 104

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8-9-89	Diff.
PME 10,6 % 1978	101,50	inch.
5,50 % 1977	123	+ 0,40
10 % 1978	102,10	- 0,20
9,50 % 1978	102,09	- 0,01
9 % 1979	100,70	+ 0,03
10,50 % 1979	105,09	- 0,31
16,20 % 1985	101,25	- 0,23
16 % 1982	105	- 0,18
15,75 % 1982	100,19	- 0,08
CNE 3 %	3 766	- 1
CNE 10,5 000 F	101,13	- 0,07
CNE 10,5 000 F	102	inch.
CNE 10,5 000 F	101,12	+ 0,13

Filatures, textiles, magasins

	8-9-89	Diff.
Agache (Fla.)	1 626	+ 41
BHV	670	+ 12
CFAO	686	+ 8
Dunant	3 700	+ 35
DMC	564	- 6
Galeria Lafayette	2 099	+ 199
La Redoute	4 230	- 45
Le Bon Marché	3 777	+ 11
Neuville Galeries	805	+ 21
SCOA	75,40	+ 4,30

Mines d'or, diamants

	8-9-89	Diff.
Anglo-American	164	+ 7
Angold	479	+ 15
Bul. Gold M.	82,50	+ 3,20
Canad. Gold Field	150,70	+ 4,40
De Beers	99,50	+ 4,70
Drief. Cons.	68,50	+ 8,50
Gencor	180	+ 16,50
Harmony	30,60	+ 1,30
Randfontein	37	+ 12
Sainte-Hélène	48	+ 0,35
Western Deep	22	+ 7

Valeurs diverses

	8-9-89	Diff.
Accor	830	- 5
Agromat	190	- 190
Bis	767	+ 42
Bis	708	+ 9
CGIP	1 585	+ 48
Club Méditerranée	3 290	+ 10
Europe 1	861	- 10
Groupe Ciel	3 761	+ 21
Hachette	1 145	+ 21
HAVAS	1 145	+ 21
L'Air Liquide	678	+ 28
L'Oréal	4 640	- 4
Navigant Mille	1 145	+ 7
Nord-Est	284	+ 0,10
Saint-Gobain	705	+ 2
Sanofi	1 085	+ 9
Sis Rougier	1 210	- 80

Matériel électrique services publics

	8-9-89	Diff.
CGE	478	+ 7,10
CSSE (ex-Sigat)	541	+ 10
Général des Eaux	2 224	+ 133
IBM	788	- 3
Intersect	1 728	+ 40
ITT	411,40	+ 5,60
Labinal	1 243	+ 30
Legrand	3 980	+ 115
Leroy-Somer	1 340	+ 111
Lyonnaise des Eaux	1 390	+ 9
Mara	394,50	+ 16
Merrill-Gérin	4 690	+ 24
Moulinex	153,50	+ 12,50
Schneider	625	+ 20
Schulumberger	298	+ 2,50
SEB	1 034	- 71
Suez-Artex (ex-Comet)	699	- 11
Siemens	2 080	+ 90
Thomson-CSF	193,80	+ 13,40

Bâtiment, travaux publics

	8-9-89	Diff.
Auxil. d'entr.	1 059	+ 30
Bouygues	770	+ 12
Ciments Français	1 730	+ 38
Dumas	1 124	- 5
EGM	1 381	+ 131
J. Lafarge	1 386	+ 26
Lafarge	1 758	+ 26
Maisons Phéaux	85,10	+ 0,70
Poliet et Chausson	1 021	+ 12
SGS-SI	272,10	+ 8,60

Produits chimiques

	8-9-89	Diff.
Inst. Mérieux	6 420	- 80
Labo. Bell	2 432	- 32
Roussel Ug	2 234	+ 139
SAB	1 381	+ 11
Bayer	1 065	+ 17
Hoechst	1 033	+ 22
Imp. Chimie	136,50	+ 1,50
Norsk Hydro	150	+ 6,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 septembre 1989

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Prémier	109,36	109,12	108,82	108,52
+ haut	109,36	109,12	108,82	108,52
+ bas	109,28	109,04	108,74	108,44
Dernier	109,34	109,08	108,78	108,48
Comptation	109,32	109,06	108,76	108,46

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 sept.	5 sept.	6 sept.	7 sept.	8 sept.
RM	2 374 715	3 078 359	3 452 207	2 921 878	—
Comptant	5 901 851	7 291 030	5 307 116	7 399 118	—
R. et obl.	734 772	423 730	364 815	309 398	—
Actions	—	—	—	—	—
Total	9 011 338	10 793 119	9 124 138	10 630 394	—

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Francs	125,2	124,9	124,6	125,9
Etrangers	121,1	121,4	121	121,3

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Tendance	125,3	125,3	125,5	125,7

(base 100, 31 décembre 1981)

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Indice gén.	531,6	534,8	534,8	533,5

(base 1000, 31 décembre 1987)

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Indice CAC 40	1 898,46	1 896,42	1 891,39	1 909,81

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Indice OMF 50	529,25	528,64	529,53	532,67

La société de portefeuille de Peugeot cotée à Nancy

NANCY de notre correspondant

« Noyau dur » des participations financières de la famille Peugeot, la société Foncière Peugeot et Compagnie (FFP) a été introduite mercredi 6 septembre à la Bourse de Nancy, par les banques Paribas et Société nancéienne et Varin-Bernier (SNVB). La FFP a été admise à la cote officielle, marché

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Vers le lancement d'euro-warrants en francs français

Les investisseurs internationaux n'ont en qu'à se féliciter d'avoir à la fin du mois d'août boudé de nombreux nouveaux euro-emprunts qui leur étaient proposés en toutes sortes de devises. Ils tablèrent alors sur une remontée du niveau de l'intérêt en Europe et, dès mardi 5 septembre, leurs anticipations se confirmèrent avec l'annonce d'un nouvel emprunt d'Etat allemand de 4 milliards de marks dont la rémunération faciale durant dix ans sera de 7 % l'an. Ce taux est de 0,25 % supérieur à celui de la précédente émission de fonds d'Etat (le taux actuariel de rendement au prix d'émission est de 6,82 %).

Cela n'a fait que renforcer l'attente d'un relèvement des taux officiels de l'Allemagne et des avances sur manutention de la Bundesbank que pratiquement tous les spécialistes ont prévu, ne serait-ce qu'en raison de la fermeté du dollar et des signes éclatants de santé de l'économie. Le produit national brut en Allemagne n'a-t-il pas progressé de 4,6 % durant le premier semestre de cette année par rapport à la même période de 1988 ?

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que l'activité primaire soit demeurée maigre ces derniers jours sur le marché euro-obligataire. De fait, l'attention a été presque entièrement captée par les marchés boursiers, ce qui a conduit de nombreuses banques à utiliser les canaux de l'euro-marché pour lancer toute une série de warrants (ou bons) permettant à leurs détenteurs soit d'acquiescer ou de vendre des actions, soit de spéculer de toutes sortes de manières sur l'évolution de certains titres ou groupes de titres à revenu variable ou sur des indices de performance.

Ce type de transactions, lancées indépendamment de tout emprunt obligataire, connaît un développement spectaculaire en Suisse depuis des années. Au départ, elles concernaient essentiellement des titres japonais. Basées sur des bons de souscription d'actions (qui eux-mêmes avaient été lancés conjointement avec des obligations libellées le plus souvent en dollars), elles consistaient en une remise en monnaie locale d'instruments qui n'avaient apparemment pas rencontré le succès escompté lors de leur apparition à Londres sur l'euro-marché.

Confiant dans les perspectives de la Bourse japonaise, les investisseurs

suisses ne demandaient qu'à souscrire à de tels warrants, qu'on avait retailés à leur mesure. Ils n'ont d'ailleurs eu jusqu'à présent qu'à s'en féliciter car, dans l'ensemble, ces warrants leur ont rapporté très gros. Les warrants ont ceci d'intéressant que, pour une mise de fonds peu importante, ils répartissent en les amplifiant les anticipations et les mouvements du cours de ce qu'ils permettent d'acquiescer, qu'il s'agisse d'actions, de devises ou de toute autre chose. Quant aux établissements financiers qui arrangent de telles affaires, ils y ont toujours trouvé une source de profits considérable.

Encore confinée en Suisse au début de l'année, l'émission de warrants s'est progressivement diversifiée, portant non seulement sur des actions du Japon, mais aussi sur des titres des Etats-Unis, du Canada, de Singapour, d'Allemagne et de Suisse. Les techniques se sont affinées, et le tout constitue maintenant une industrie extrêmement importante : depuis janvier, il a été émis au total en Suisse pour l'équivalent de près de 12 milliards de francs français de tels instruments.

Ce n'est que récemment que les eurobanques ont cherché à exporter la formule vers d'autres places, à commencer par Francfort. Elles y ont eu un long moment d'hésitation dans leur entreprise par des dispositions légales allemandes assurant dans certains cas les hasards de la spéculation financière à ceux du jeu. Londres a également été visé et il semble que cette place soit appelée à jouer un rôle croissant, ne serait-ce qu'en raison de l'opposition de la Bourse de Zurich à accepter la cotation.

Crédit foncier sans garantie

Pour ce qui est des euro-emprunts, il n'y a eu la semaine écoulée qu'une seule transaction de type classique en francs français. Lancée par le Crédit lyonnais pour le compte de la Compagnie bancaire, elle porte sur 500 millions de francs. Les obligations seront rémunérées au taux facial de 8,875 % l'an durant cinq ans. Elles sont émises au prix de 101,50 %. Un contrat d'échange permet à l'emprunteur de disposer finalement de fonds en livres sterling sur lesquels il aura à servir un intérêt inférieur de 0,125 % au Libor.

tion des warrants si leur émetteur n'est pas à même de faire la preuve qu'il détient physiquement les actions sur lesquelles débouchent ces bons.

A Paris, la question de l'introduction en Bourse de tels warrants est à l'étude. Une décision est attendue pour bientôt de la part des autorités compétentes, Trésor et Commission des opérations de Bourse. De leur avis dépendra certainement le lancement de semblables instruments en eurofrancs.

D'ici là, si des euro-opérations impliquant des sociétés françaises voient le jour, elles seront vraisemblablement libellées en devises étrangères et lancées hors de France. Elles suivront en cela l'exemple que vient de donner Bankers Trust International qui de Londres, jeudi 7 septembre, a émis 400 000 warrants, chacun permettant d'acquiescer pendant un an à deux ans une action ordinaire d'Elf-Aquitaine. Ces warrants sont émis au prix de 15,65 dollars et leur prix d'exercice devait être fixé vendredi, en francs français, sur la base d'une prime de l'ordre de 20 %. La cotation des bons est prévue à la Bourse de Luxembourg et, le cas échéant, elle pourrait également se faire à Paris.

La réussite de l'opération, la première de son genre, est certes due à l'attrait du titre d'Elf à l'étranger. Mais elle a également été facilitée par le fait qu'il n'existe actuellement pas d'instruments comparables permettant, durant une période aussi longue, l'acquisition d'actions françaises. Pour moitié, la couverture des warrants est assurée par des actions que détient physiquement l'émetteur.

Les autres transactions françaises de la semaine se sont concentrées sur le marché luxembourgeois des capitaux. Il s'agit de petites opérations lancées pour le compte de détenteurs de qualité, tels que PSA, le CCF ou le Crédit foncier de France. Ce dernier a lancé un emprunt libellé en francs français, mais qui est entièrement garanti par l'Etat, alors que les autres euro-emprunts de ce type ne sont pas garantis par l'Etat, ce qui confirme que l'Etat français devient de plus en plus économe de sa garantie.

CHRISTOPHE VETTER.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre sous l'influence de la Papouasie

Les cours du cuivre ont oscillé cette semaine de façon irrégulière, cédant finalement, d'un vendredi sur l'autre, quelques 30 livres, pour s'établir le 8 septembre à 1 869 livres la tonne sur le marché de Londres. Tous les regards des opérateurs sont restés tournés vers la Papouasie - Nouvelle-Guinée où la mine de Bougainville, le plus grand gisement d'or et de cuivre du pays, a été rouverte le 5 septembre après quatre mois de fermeture, puis immédiatement refermée à la suite de coups de feu tirés contre des autobus transportant les ouvriers. Depuis le printemps, les propriétaires terriens de l'île de Bougainville exigent de la firme sous contrôle australien Bougainville Copper Limited (BCL), qui exploite le gisement cuprifère, des compensations financières substantielles (le Monde du 6 septembre).

Mettant en avant les préoccupations écologiques liées à l'exploitation de cette mine à ciel ouvert, les propriétaires, poussés par une armée séparatiste très active, ont réclamé un dédommagement de 14 millions de dollars australiens, soit 70 milliards de francs. La fermeture du site pen-

dant cent treize jours, à la suite de nombreux attentats et sabotages qui ont causé la mort de vingt-huit personnes, coûte cher à la Papouasie. La mine de Bougainville, placée sous la protection des soldats, représente un sixième du revenu national et compte pour plus de 40 % des recettes d'exportation du pays. La perte de production, actuellement estimée à 200 000 tonnes, représente un manque à gagner de l'ordre de 1,5 milliard de francs.

En Papouasie - Nouvelle-Guinée, le gisement de Bougainville appartient aux mythes de l'aventure minière. Exploité à l'origine par le groupe britannique Rio Tinto Zinc, en 1967, il devint un fabuleux pactole lorsque, deux ans plus tard, les cours mondiaux du métal rouge connurent une spectaculaire envolée. Plus de vingt ans après, le cuivre n'est plus le métal stratégique et guerrier qu'il était encore à l'époque de la guerre américaine au Vietnam.

Mais les propriétaires terriens de l'île de Bougainville sont restés sur leur faim, estimant que les retombées du boom minier passé ont tou-

jours été insuffisantes. Le gouvernement de Papouasie, qui détient une participation de 20 % dans la mine, envisage d'en céder une partie à la population locale pour accélérer son retour au calme.

Richement doté en ressources minières, le sous-sol de cette région du monde paraît aussi exploité. C'est en effet en Papouasie - Nouvelle-Guinée que la firme australienne Broken Hill Property a connu, ces dernières années, de singuliers déboires avec le gisement de Ok Tedi, un merveilleux amas de cuivre surmonté d'un chapeau d'or.

Outre l'effondrement des prix du cuivre au milieu des années 80, qui compromit la rentabilité de l'exploitation, les techniciens australiens furent confrontés aux aléas naturels. Des pluies diluviennes provoquèrent d'abord un glissement de terrain qui boucha la carrière d'extraction. Les travaux de dégagement étaient à peine achevés qu'une sécheresse rendit le fleuve voisin impraticable pour les barges devant acheminer le minerai jusqu'au port océanique. Opiniâtre, Broken Hill construisit une route de 400 kilomètres longeant le cours d'eau à sec. Il tombe alors des hautes herbes et une inondation ravage la voie terrestre qui avait coûté plusieurs millions de dollars. Au moment d'atteindre le « couloir » d'Ok Tedi, un bateau chargé de minerai destiné au traitement de l'or coula par le fond et pollua le fleuve. La firme australienne dut dédommager le gouvernement de Papouasie à grands frais, au moment où les cours du métal jaune, comme ceux du cuivre, perdaient pied.

Pour l'année en cours, les professionnels n'en sont pas parvenus à redonner un manque de cuivre, en dépit des événements de Bougainville ou des grèves dans les mines du Pérou. Le marché s'annonce excité, avec une production occidentale en progression de 4,7 % et une augmentation de 2 % seulement de la consommation.

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 8-9
Cuivre 100 g. (Londres)	1 869 (-34) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 726 (-59) Livres/tonne
Nickel (Londres)	11 150 (-950) Livres/tonne
Sacres (Paris)	2 796 (-5) Francs/tonne
Café (Londres)	823 (+42) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 881 (-68) Dollars/tonne
BB (Chicago)	464 (+14) Cents/bushel
Mouton (Chicago)	239 (+7) Cents/bushel
Soyas (Chicago)	191,20 (+4,9) Dollars/cents

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

DEVICES ET OR

Hausse inexorable du dollar

Rien n'y fait : que ce soit les interventions massives des banques centrales (doux à la fois !) à deux reprises cette semaine, pour plusieurs milliards de dollars ou les propos alarmistes des Japonais et des Allemands : le dollar continue à monter et ce n'est pas fini, assurent les opérateurs, tout au moins dans l'immédiat. Certes, des vents bénéficiaires sont venus réduire quelque peu les gains du billet vert à la veille du week-end, mais le cours de la devise américaine a tout de même atteint, vendredi matin, 1,9930 DM, contre 1,97 DM huit jours auparavant et 1,47 yen, contre 1,46 yen, avant de revenir à 1,98 DM et 1,46,30 yen.

A l'origine de ce regain de fermeté, on trouve d'abord le maintien de ses taux directeurs par la Banque fédérale d'Allemagne, ce qui éloigne, à court terme, la crainte d'une diminution de l'écart de taux, au profit des Etats-Unis. Ensuite, les marchés ont continué de prendre en compte les indications en provenance de New-York, notamment la progression du nombre des emplois outre-Atlantique, qui, en apparence du moins, laissent à penser que la conjoncture économique reste forte. Dans ces conditions, estiment

les opérateurs, il n'y a plus lieu d'envisager un assouplissement de sa politique par la Réserve fédérale, bien que le chef de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, lui demande instamment, afin d'éviter un ralentissement de l'expansion.

Interventions record de la Réserve fédérale

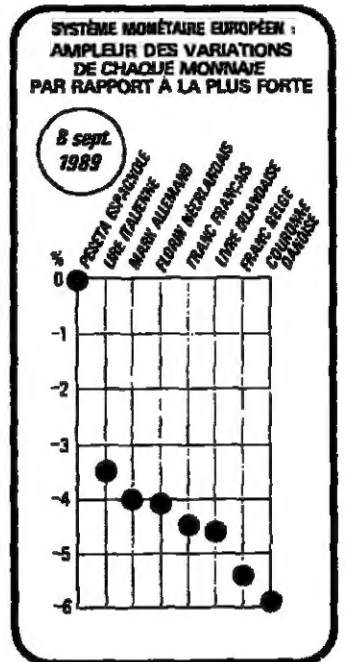
A cet égard, les révélations faites par la Réserve fédérale de New-York sur l'ampleur de ses interventions récentes peuvent rendre révélateur. Du 1^{er} mai au 31 juillet, ladite Réserve a vendu 11,9 milliards de dollars pour freiner la hausse du billet vert, un montant record, sans précédent depuis mars 1973, époque très agitée. Le record antérieur remontait à la période août-octobre 1985, lorsque la Réserve fédérale

avait vendu 3,2 milliards de dollars pour accélérer la baisse de la devise américaine, décidée par les cinq pays les plus industrialisés du monde, à la conférence du Plaza à New-York, le 22 septembre 1985.

Inversement, du 1^{er} novembre 1978 au 31 janvier 1979, la Fed avait acheté 6,8 milliards de dollars, cette fois-là, pour enrayer la chute de sa devise. Selon M. Sam Cross, vice-président de la Fed de New-York, les interventions de l'été témoignent de l'intensité de pressions à la hausse qui s'exercent sur le dollar.

En Europe, le deutschemark est resté faible, notamment à Paris, où son cours est revenu de 3,3715 à 3,3680 F, se rapprochant à nouveau de son cours pivot, c'est-à-dire médian entre plancher et plafond, de 3,35386 F.

F. R.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 8 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	DM	Franc suisse	Franc belge	DM	Franc suisse	Franc belge	Libre
New-York	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Paris	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Frankfurt	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Berlin	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Amsterdam	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Bruxelles	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Stockholm	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Copenhague	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Oslo	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Madrid	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Lisbonne	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Porto	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Madrid	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Lisbonne	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930
Porto	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,4630	1,9930	1,9930

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 septembre, 4,5543 F contre 4,5707 F le vendredi 1^{er} septembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Retour à la morosité

Non, la Banque fédérale d'Allemagne n'a pas relâché ses taux directeurs, jeudi 7 septembre, à l'issue de son conseil d'administration, comme elle l'avait fait à trois reprises depuis le début de l'année et comme le redoutaient certains opérateurs.

En conséquence, le marché financier de Paris a été sonné, le loyer de l'argent au jour le jour retombant au-dessous de 9 %. Sur les marchés des changes, comme il est indiqué dans la rubrique « Devises et or », le dollar s'est trouvé fortifié.

Mais, beaucoup estiment qu'on ne perd rien pour attendre, et qu'il est fort possible de voir la Bundesbank prendre une décision de relèvement d'ici à la fin de l'année. Simplement, comme à son habitude, elle se réserve de le faire lorsque les marchés ne s'y attendent plus. A Francfort, on n'aime pas paraître céder aux événements.

Le conseil de la Banque centrale allemande ne manque pourtant pas de préoccupations dans l'immédiat. Cette semaine, son président, M. Karl Otto Pöhl, a reconnu qu'il « n'était pas sûr de tout porter d'un coup » le comportement récent des marchés des changes, c'est-à-dire la hausse du dollar et la baisse du mark, phénomène de nature à réacharner les importations allemandes, donc les prix intérieurs, et aussi à dégrader davantage les exportations à partir de l'Allemagne. Ces derniers, plus fortes que jamais, accélèrent l'expansion, outre-Rhin, avec une croissance qui a atteint 4,9 % au deuxième trimestre 1989, alors que la consommation intérieure ne progresse que d'un modeste 2,5 %. Une misère !

En raison de la surchauffe, M. Pöhl redoute un dérapage sur les salaires lors des prochaines négociations avec les syndicats, ce qui, conjugué avec l'augmentation « importée » des prix intérieurs, déboucherait sur un regain d'inflation, véritable harcelle de nos voisins de l'Est. Certes, l'indice du coût de la vie vient de reculer pendant deux mois consécutifs de 0,2 % en juillet puis 0,1 % en août, ce qui a ramené en dessous de 3 % (2,9 %) le rythme de l'érosion monétaire sur un an. Mais ce phénomène est dû, en grande partie, au recul du prix du pétrole, recul dont l'effet ne sera pas obligatoirement répété.

Dans ces conditions, que faire ? Sans doute relâcher ses taux directeurs des changes, pour freiner la hausse du dollar : sans grand succès, semble-t-il. A Francfort, on peut également manier l'arme des taux, avec un objectif double : réduire l'écart avec les taux américains, plus élevés, terriblement attrayants, et tenter de réduire la surchauffe en RFA. Dans les deux cas, les milieux financiers se montrent sceptiques, du moins dans l'immédiat. Mais tout laisse à penser que la Bundesbank essaiera de « faire quelque chose » d'ici à la fin de l'année, ou même bien avant, le mois prochain peut-être.

En attendant, elle prend quelques mesures légèrement haussières, telles qu'un léger relèvement des taux de ses prix en position à court terme, échelonnés entre 6,8 % et 7,01 % et des rendements à l'émission des obligations fédérales. Ceux-ci passent de 6,80 % à 6,90 % pour les échéances à cinq ans, contre 6,65 % avant le dernier relèvement du 25 août.

Tout cela n'a pas de quoi réjouir beaucoup le marché de Paris, où la cotation est plutôt morose, après les bouffées d'optimisme de juillet-août, qui avaient fait descendre les rendements des emprunts d'Etat à dix ans, de 8,90 % en juin à moins de 8,30 % début août, pour remonter à 8,45 % - 8,48 % à l'heure actuelle. Certes, les opérateurs ne prévoient-ils pas de hausse spectaculaire des rendements, au cas, par exemple, où la Bundesbank ferait des siennes : la Banque de France ne suivrait probablement pas, la bonne santé du franc lui permettant de prendre un léger risque en ce domaine. Mais ils ne prévoient pas, non plus, de baisse appréciable, ce qui limite singulièrement le champ des initiatives.

De surcroît, ils notent que les courbes de rendements à Paris sont à nouveau en pleine inversion, le court terme à 9-9 1/2 % étant supérieur aux 8,45 %-8,50 % du long terme. Le phénomène, on le sait, est dû aux anticipations baissières sur les taux des obligations, et à la politique prudente de la Banque de France qui maintient à 8,75 % son taux d'intervention, tout en assurant les liquidités supplémentaires.

Ces conditions expliquent que l'enthousiasme soit très relatif sur le MATIF, où le cours de l'échéance de septembre, bien pen-

significatif maintenant, a terminé la semaine à 109,30 en hausse, sur les 109,13 de la semaine précédente, grâce à la stabilité des taux directeurs en Allemagne, mais bien en retrait des 110,44 atteints à la mi-août. Du reste, le cours de l'échéance décembre, celle qu'il faut prendre en compte maintenant, est tout à fait indécisif : 109,08.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner que les investisseurs institutionnels et les prêteurs ne soient guère pressés de s'engager sur le long terme, ouvrant sur le marché monétaire des emplois très rémunérateurs, et dépourvus de risques. Pour s'engager, ils veulent du 9 % sur les obligations, ce qui explique leurs réticences et l'accueil très mitigé réservé aux émissions. Ainsi, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables au Trésor (OAT) pour 8,65 milliards de francs, en principe très demandée, notamment sur la ligne à dix ans (8 1/8 % mai 1999) traitée à 8,45 % contre 8,32 % il y a un mois, n'aurait, suivant certaines indications, fait l'objet que d'une très faible demande finale de la part des investisseurs institutionnels. Les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) se seraient « dévoués » : cela fait partie de leur statut, donc c'est un devoir.

La réserve des prêteurs a été beaucoup plus nette pour l'emprunt de Crédit foncier de France (2 milliards de francs) dont le rendement, 8,52 % ou 8,64 % sur la première tranche de 1,5 milliard de francs, a été jugé trop « tiré » et insuffisant par rapport aux 9 % demandés par le marché. Le Comptoir des Entrepreneurs a eu plus de chance pour ses 500 millions de francs, avec ses 8,74 % de rendement, qui, en y ajoutant la ristourne sur les commissions de placeur, arrivait à dépasser légèrement les 9 % fatidiques. Quant à la Société générale, 1,5 milliard de francs à 8,77 %, elle bénéficie de son effet de réseau - à savoir les placements à ses guichets - ce qui limite les dégâts.

Ajoutons que, contrairement à ce qui s'était passé cet été, les prêteurs étrangers, notamment allemands et britanniques, ne sont pas motivés ou le sont peu, notamment sur les OAT. Prudence, prudence partout en Europe, où le terrain paraît actuellement miné.

FRANÇOIS RENARD.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les élections législatives en Norvège.	6 La PR ne sait plus à quelle politique se vouer.	7 Médecine : un rapport sur la santé des Français.	10 Cinéma : le XV ^e Festival de Deauville ; une biographie de Louis Jouvet ; mort de Gina Manes, la femme ardente des années 20.	14 Fusion entre MBB et Daimler-Benz.	Abonnements 2	Tout sur la Bourse
4 Argentine : quarante mille personnes manifestent contre le projet d'amnistie des militaires.	— M. Carignon crée son propre courant au sein du RPR.	— Prudence d'Israël dans l'affaire du carnal d'Auschwitz.	— Un musée Pétain à l'île d'Yeu.	— GEC et Siemens prennent le contrôle de Plessey.	Carnet 9	3615 tapes LEMONDE
5 L'Afghanistan sept mois après le départ des troupes soviétiques.	— Le parquet ouvre une information judiciaire après les injures antisémites de M. Autant-Lara.	8 Les « potes » et les « sales Français » au tribunal de Draguignan.	9 COMMUNICATION.	16 Revue des valeurs.	Météorologie 13	Les offres d'emploi du Monde
		— SPORTS : l'Open tennis des Etats-Unis.		17 Crédits, changes et grands marchés.	Mots croisés 11	3616 tapes LM
					Spectacles 13	
					Télévision 13	

La lutte contre la drogue et le blanchiment d'argent

Le ministre de l'intérieur annonce la mise en place d'un office spécialisé

Dans un entretien accordé à France-Soir, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, annonce un sensible renforcement des effectifs policiers chargés de lutter contre le trafic des stupéfiants.

La lutte contre la drogue, assure M. Pierre Joxe, est une part très importante — la plus importante peut-être — de la fonction de ministre de l'intérieur. « Je suis d'ailleurs en train d'écrire un livre sur ce sujet. Un ouvrage qui parlera de la naissance du phénomène au début du siècle, de l'habitude considérée comme un stupéfiant, de la drogue qui, peu à peu, remplace dans les habitudes des hommes l'alcool pour les empêcher de réfléchir. Je suis bouleversé à l'idée que des milliers de jeunes gens puissent goûter leur vie avec la toxicomanie. »

Le plan ministériel consiste d'abord à renforcer les effectifs de police spécialisée. Ainsi trois cents fonctionnaires formés à la lutte contre la drogue se rendront prochainement dans tous les services de police de France pour « enseigner à leurs collègues l'art et la manière de se battre plus efficacement contre les trafiquants », s'ajoutant aux deux cent quarante policiers « déjà en fonction ». De même, les effectifs de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCCRTIS) sont en train de doubler, passant de cent à deux cents inspecteurs, tandis que la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme de la Préfecture de police de Paris (BSP) recevra le renfort de vingt-cinq fonctionnaires et que les effectifs des six divisions de police judiciaire, unités décentralisées chargées de traiter le « tout-venant » de la délinquance dans la capitale, augmenteront de soixante policiers. Les huit SRPJ de province devraient bénéficier de renforts similaires. Enfin un laboratoire national des drogues est créé à Lyon, chargé de recenser tous les échantillons des stupéfiants saisis en Europe.

Quinze « superflits »

Malgré la plus intéressante des mesures annoncées est certainement la décision d'affecter, selon l'expression du ministre de l'intérieur, quinze « superflits », spécialistes de la finance, de la comptabilité, de la fiscalité et de l'informatique, à l'identification et au démantèlement « des filières de l'argent de la drogue ». Ils seront prélevés dans les brigades financières de Paris et de province, regroupés au sein d'un nouvel office pour la répression de la grande délinquance financière, ces fonctionnaires viennent d'être installés dans de nouveaux locaux. Leur chef, le commissaire principal René Wack, devrait être nommé dans les jours prochains. Son service aura vocation à collaborer étroitement avec l'administration des douanes et la Banque de France.

Selon M. Joxe, « il faut empêcher coûte que coûte la cocaine d'avancer en France ». Constatant que les sa-

sies de cocaïne par les services de police ont, au premier semestre de l'année 1989, doublé par rapport à la même période de l'année précédente, le ministre de l'intérieur, questionné sur la coopération de la France avec la Colombie, affirme : « Je veux vous révéler que nous aidons déjà la Colombie. Il existe entre ce pays et le nôtre une coopération juridique importante. (...) Nos juristes aident les leurs à intégrer dans leur système des législations d'exception mises en place pour lutter contre la drogue. Des policiers français aident leurs homologues colombiens à former des enquêteurs spécialisés dans la recherche et la répression du trafic de stupéfiants. Nous allons, d'autre part, aider les Colombiens à mettre au point de meilleurs systèmes de sécurité dans leurs prisons. »

Comme dans plusieurs autres Etats, la lutte contre la drogue est bien au centre des préoccupations françaises. Le récent colloque annuel du Service de coopération technique international de police (SCTIP), organisme français chargé de former les fonctionnaires des pays amis aux techniques policières, s'est tenu en France, à Paris, cette année, consacré à la toxicomanie. Une centaine de policiers français du SCTIP, en poste dans vingt-six pays d'Afrique, d'Amérique latine et du monde arabe, y ont assisté, écoutant notamment une intervention de M. Joxe consacrée à l'action contre le trafic des stupéfiants.

G. M.

La fête de « l'Humanité » a bien commencé

A minuit, vendredi 8 septembre, la boutique, évier de la rue, était bon train au parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Des centaines de personnes dansaient en plein air sur l'herbe sous la lune, à la fête de l'Humanité. L'air était à peine frais et « les gens », comme on dit maintenant au PCF, étaient pleinement heureux. Des milliers de visiteurs débordaient entre les stands politiques et commerciaux de l'avenue Jean-Paul Marat à l'avenue Saint-Just en passant par celle des Sans-Culottes. D'année en année, le Parti communiste fait débiter sa fête traditionnelle plus en plus vite, vendant au lieu de samedi — apparemment avec succès.

Ici et là, des caillots revendiquent un parti « plus fort », « plus puissant » ou « plus influent ». Allure, on fête « les quarante ans de la RDA » au stand du Doubs, qui n'a toujours pas de fédération officielle, on vend des assiettes révolutionnaires à partir d'originaux prêtés au 4 septembre, par l'histoire, Michel Vovelle (on disait peu signifié des restructurations). Au stand de l'hebdomadaire Révolution, on faisait plutôt dans l'intimité jazz. A celui des Bouches-du-Rhône, un chanteur interprétait une mélodie aussi belle que mélancolique, presque corse.

Le « Village du livre » n'était pas encore livré au public. Desert, il attendait, entre autres, les trotskistes de M. Alain Krivine

dont la maison d'édition La Brèche est invitée, pour la première fois, par le PCF. « Le trotskisme, cet antisémitisme », minutieusement dénoncé par le parti, il y a vingt ans, n'est plus ce qu'il était. En revanche, le parti d'Orly, M. Gaston Viers, exclu du PCF avant les dernières municipales, est bien un ennemi qu'il faut encore dénoncer. Devant le stand de la section orléanaise, un panneau annonce qu'un employé municipal a été licencié pour n'avoir pas dit « bonjour » au maire et qu'il rejoint ainsi un des « Dix de Renault », habitant de la commune. « Les patrons, les autocrates doivent être ramener à la raison », proclame l'affiche.

A la cité internationale, où M. Georges Marchais devait prononcer, samedi matin, « un discours événement » selon l'Humanité, les Chinois sont absents, et le PC s'agite, le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), brille de mille feux pour son retour après quatre ans de mise à l'écart. Le PCF n'avait plus invité le PAGS depuis 1974. Toujours présent, celui du RIN trône plus loin à côté de ceux, imposants, de l'URSS (qui servent au menu « l'avenir et le présent »), de la RDA, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne.

A minuit, on pouvait déguster des langoustes grillées au stand de Cuba. Entre ceux du PC maritimes et du Sinn Féin irlandais, le petit stand de l'Unité, organe du Parti communiste italien (PCI), était désespérément fermé.

O. B.

« Pacte de croissance »

M. Michel Rocard recevra les partenaires sociaux à partir du 14 septembre

Les services du premier ministre ont rendu public, le vendredi 8 septembre, le calendrier des rencontres prévues entre les partenaires sociaux et M. Michel Rocard à la suite de la proposition d'un « pacte de croissance ».

Jeddi, la délégation de Force ouvrière ouvrira cette série de consultations à 16 heures, suivie de celle de la CGDT, à 17 heures. Vendredi, la CFTC a rendez-vous à 16 heures et la CGT à 17 heures. Mercredi 19 septembre, les entretiens commenceront à 10 heures avec la CGC et se poursuivront à 15 heures avec la CGPME, à 16 heures avec la CNPF et à 17 heures avec la FNSEA. Mercredi 20 septembre, l'UAPA (Union professionnelle des artisans) sera reçue à son tour, à 17 heures, et la FEN fera la marche, le vendredi 22 septembre à 16 h 30.

L'idée d'un « pacte de croissance » avait été formulée pour la première fois le 1^{er} septembre à Riom (Hautes-Alpes), à l'occasion de l'université d'été des jeunes rocardiens. Depuis, M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre, et M. Michel Rocard lui-même s'étaient attachés à montrer à quel point la formule correspondait à l'orientation nouvelle qu'ils entendaient donner à la politique gouvernementale.

RFA

L'IRA revendique

l'assassinat « par erreur » de l'épouse d'un militaire britannique

Dans un communiqué publié vendredi 8 septembre à Dublin, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) revendique l'attentat qui, jeudi à Umea en RFA, a coûté la vie à l'épouse d'un militaire britannique (nos dernières éditions). L'organisation clandestine irlandaise affirme que la jeune femme a été victime d'une erreur lors d'une opération de sabotage, et qu'elle avait fait à plusieurs reprises des erreurs, les « erreurs » évitées de ses commandos se multipliant. Le communiqué indique que M^{me} Heidi Hatzell, vingt-six ans, a été tuée « parce que le commando l'a prise pour un membre de la garnison britannique de Dormoy ».

Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, deux soldats britanniques avaient été gravement blessés lors d'une attaque à l'arme automatique à Münster. Le 28 août, une bombe avait été détonnée à temps pour la voiture d'un soldat britannique à Hanovre. L'engin était du même type que celui qui avait tué un militaire britannique et blessé ses trois enfants le 2 juillet dans cette même ville.

Depuis mars 1987, qui marquait son « retour » en RFA après une pause de près de huit ans, l'IRA a assassiné quatre militaires britanniques, a blessé une cinquantaine de personnes et causé d'importants dégâts matériels. Les attentats se sont multipliés depuis que la justice ouest-allemande a incipé en juin dernier deux militants de l'IRA arrêtés en 1988. — (AFP.)

Au sommaire du numéro de septembre du « Monde de l'éducation »

Les lycées craquent

Retenue tendue en particulier en première et en terminale. Plus de quarante élèves par classe en de nombreux endroits : les lycées craquent. Alors que, jusqu'en 1985, ces établissements accueillent environ 7 000 élèves supplémentaires chaque année, ils en reçoivent désormais dix fois plus en moyenne chaque automne ! Au sein d'un patrimoine immobilier défectueux et inadéquat, la pénurie des salles de classe est à son comble, les journées de cours s'allongent, les heures de permanence empiètent les cafés voisins et les professeurs doivent se surmener devant les classes surchargées. Pour atteindre le bac aujourd'hui, il faut savoir jouer des coudes — dans tous les sens du terme ; si le niveau monte, les taux de redoublement aussi. Un équilibre d'autant plus fragile que le public lycéen lui-même est en train de changer : pratiquement réservé autrefois aux enfants de cadres, le lycée est en passe de scolariser les trois quarts d'une génération : comment concilier

lycée de masse et enseignement de qualité ?

Le Monde de l'éducation a enquêté sur les principales inconnues du moment : les jeunes et leurs enseignants auront-ils la patience d'attendre que le lycée ait trouvé un second souffle ? Quelle sera l'attitude des régions, tellement sollicitées actuellement ? Comment les effectifs vont-ils poursuivre leur ascension pour atteindre ces 80 % de jeunes au niveau du bac, dont l'économie française a besoin ?

Comme chaque année dans son numéro de septembre, le Monde de l'éducation offre également l'intégralité des « sujets du baccalauréat des épreuves de français et de philosophie 1989 ».

Enfin, au sommaire du Monde de l'éducation, une enquête sur « Les formations au journalisme », un métier qui fait rêver, mais qui compte peu d'élus : à peine huit cents postes s'ouvrent aux débutants chaque année.

Un avion norvégien s'abîme en mer : cinquante-cinq morts

Un avion charter bimoteur de la compagnie norvégienne Partair qui se rendait d'Oslo à Hambourg s'est abîmé en mer le vendredi 8 septembre au large du Danemark. Les cinquante-cinq personnes qui étaient à bord (cinquante passagers et cinq membres d'équipage) ont été tués. Selon l'agence norvégienne de presse NTB, l'accident serait dû à une explosion à bord de l'appareil, un Metrolin-Convair de fabrication américaine, construit en 1953.

Les passagers, pour la plupart norvégiens, étaient des membres d'une filiale du grand groupe maritime norvégien Wilhelmsen. L'explosion a eu lieu à Hambourg pour le baptême d'un nouveau cargo.

Un responsable de la compagnie Partair a indiqué que, malgré son âge, l'appareil était en parfait état. Il avait fait récemment l'objet d'une révision complète au Canada. — (AFP.)

Au large des Landes

Trois morts, trois disparus dans un accident d'hélicoptère

Six personnes, trois gendarmes et trois civils, ont été les victimes, samedi 9 septembre, de l'accident d'un hélicoptère qui s'est abîmé, vers 2 heures du matin, au large de Mimizan-Plage (Landes). En fin de matinée, on avait pu repêcher trois corps des débris de l'appareil tombé à environ 500 mètres de la côte.

L'hélicoptère, du type Bureuil, appartenait à la section de gendarmerie de La Teste (Gironde) et il avait été détaché à Mimizan-Plage pour la surveillance et le secours durant la période estivale. Au moment de l'accident, il y avait à son bord un adjudant pilote, un gendarme mécanicien, un médecin aspirant et trois civils dont les identités n'ont pas encore été communiquées.

Selon la gendarmerie, les premiers éléments de l'enquête font apparaître qu'il ne s'agit pas d'une mission officielle mais que, en réalité, l'hélicoptère était en vol irrégulier pour un baptême de vol donné à ses passagers par le sous-officier commandant de bord.

Le numéro du « Monde » daté 9 septembre 1989 a été tiré à 530 345 exemplaires

La mort de Marcel Degliame compagnon de la Libération

L'un des plus importants dirigeants des Mouvements unis de la Résistance (MUR), qui est constitué d'équipes de sabotage dans les usines travaillant pour les Allemands. Il deviendra le chef national des corps francs de la Libération. Avec des camarades d'autres mouvements de la Résistance, il participe à la constitution des Forces françaises de l'intérieur (FFI). Il représente le combat au sein du Conseil national de la Résistance (CNR) et, depuis Londres, en mars 1944, le général Koenig lui confère le grade de lieutenant-colonel en raison de fonctions importantes qu'il remplit et qui l'obligent à parcourir la France en tous sens jusqu'au débarquement allié et l'insurrection de Paris où il prend une part déterminante.

Surnommé « Fouché » et parfois « Dormoy », Marcel Degliame sera fait compagnon de la Libération en juin 1945. Il sera délégué à l'Assemblée consultative provisoire et secrétaire de la commission de la défense. A ce titre, il occupera de l'intégration des FFI dans la 1^{re} armée commandée par le général de Lattre de Tassigny.

Marcel Degliame devait quitter sans bruit, en 1952, le PCF. Après une carrière aux usines d'aviation de la SNECMA, il s'orienta vers le théâtre, devenant administrateur et codirecteur du Théâtre de Bayonne, entre 1951 et 1956. Il crée alors la société de production Les Films d'aujourd'hui et entre à l'ORTF où il œuvre au service des coproductions.

A la fin de 1941, Marcel Degliame débarque à Marseille où il prend contact avec le mouvement de résistance Combat dont il deviendra l'un des plus importants responsables, notamment chargé de l'organisation, du recrutement et de la propagande. Il sera plusieurs fois arrêté, notamment à Antibes et à Draguignan, mais il réussira à s'échapper à chaque fois. A Lyon, il travaille à l'édition du journal Action de mineurs et, en novembre 1942, il fonde l'Action ouvrière

A B C D E F G H

« Rendez le canal avant 1999 »

Une proposition du président Alan Garcia aux Etats-Unis pour résoudre la crise panaméenne

Le président du Pérou, M. Alan Garcia, dans un article publié par le New York Times du vendredi 8 septembre, a avancé une proposition destinée à résoudre la crise panaméenne. Il estime nécessaire « une approche totalement différente » et suggère que « le gouvernement américain offre de restituer la souveraineté du canal aux autorités panaméennes avant la date de 1989 fixée par le traité Torrijos-Carter, mais seulement à un gouvernement régulièrement élu ». Selon le chef d'Etat, une telle promesse « laisserait le général Noriega et ses défenseurs sans arguments ». « Jusqu'à maintenant », écrit M. Garcia, le général a joué le

rôle de défenseur du canal et de l'accomplissement du traité. Avec une seule déclaration, les Etats-Unis pourraient transformer en un obstacle à la démocratie et à la nationalisation du canal.

Il s'agit, selon lui, de « la seule solution praticable » qui enlève son principal argument « au dictateur pour rester au pouvoir ». « Qu'importe de posséder le canal quatre ou cinq ans de plus puisque Panama doit en obtenir la souveraineté de toute manière. Rien d'essentiel ne sera sacrifié », ajoute le président péruvien. Quelques années ont-elles une importance si elle permet de mettre fin à une dictature ?

Le Monde

MARDI 12 SEPTEMBRE 1989 (DATÉ MERCREDI 13)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

« SECTEURS DE POINTE »

43 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...

PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.

سكنا في الال